



CNDH

Conseil National des Droits de l'Homme
National Human Right Council

RAPPORT ANNUEL



2019

SOMMAIRE

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	iv
CARTE POSTALE DE LA CÔTE D'IVOIRE.....	vii
PRESENTATION DU CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME.....	viii
REPRÉSENTATION DU CNDH DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES	xiv
RÉSUMÉ EXECUTIF	16
INTRODUCTION.....	17

PREMIERE PARTIE : ETAT DES DROITS DE L'HOMME EN COTE D'IVOIRE

I. DROITS CIVILS ET POLITIQUES	19
II. LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS.....	39
III. DROITS CATEGORIELS	47
IV. LES SAISINES ET AUTOSAISINES.....	53
V. RECOMMANDATIONS.....	66

DEUXIEME PARTIE : ACTIVITES DU CNDH

I. ACTIVITÉS DE PROMOTION	78
II. ACTIVITES DE PROTECTION	90
III. ACTIVITES DE COOPERATION.....	92
IV. ACQUIS, DIFFICULTES ET PERSPECTIVES	97
CONCLUSION.....	101

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACPF	African Child Policy Forum
AFCNDH	Association Francophone des Commissions Nationales des Droits de l'Homme
AFEMCI	Association des Femmes Magistrats de Côte d'Ivoire
AFIP	Africa Femmes Initiatives Positives
AGEPE	Agence d'Étude et de Promotion de l'Emploi
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
AIFJ	Association Internationale des Femmes Juges
APDH	Actions pour la Protection des Droits de l'Homme
B R A O / HCDH	Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest, du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme,
CADBE	Charte Africaine sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant,
CADHP	Charte Africaine sur les Droits de l'Homme et des Peuples
CAfDHP	Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CDE	Convention des Droits de l'Enfant
CDRP	Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard les Femmes
CEI	Commission Électorale Indépendante
CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNDH	Conseil National des Droits de l'Homme
CNDHCI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire
CNEC	Coordination Nationale des Enseignants-Chercheurs et des Chercheurs
CNI	Carte Nationale d'Identité
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNS	Conseil National de Sécurité
CODEC	Collectif des Enseignants-Chercheurs
COGES	Comité de Gestion des Établissements Scolaires
COSEFCI	Coalition des Syndicats du Secteur Éducation/Formation de Côte d'Ivoire
CPP	Code de Procédure Pénale

CRDH	Commissions Régionales des Droits de l'Homme
DAARA	Direction d'Aide et Assistance aux Réfugiés et Apatrides
DDECI	Dignité et Droit pour les Enfants en Côte d'Ivoire
DH	Droits de l'Homme
DSPS	Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
ECPM	Ensemble Contre la Peine de Mort
EDHC	Éducation aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté
EDS	Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté
EPU	Examen Périodique Universel
FACI	Forces Armées de Côte d'Ivoire
FDH	Forum des Droits de l'Homme
FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumambo
FESCI	Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire
FSU COM	Formation Sanitaire Urbaine à base Communautaire
GANHRI	Global Alliance of National Human Rights Institutions
GPS	Génération et Peuples Solidaires
HCR	Haut-commissariat pour les Réfugiés
ICTJ	International Center for Transitional Justice
INDH	Institution Nationale des Droits de l'Homme
IPS	Institution de Protection Sociale
IPS-CGRAE	Institution de Protection Sociale-Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État
ISMCI	Intersyndicale du Secteur des Médias de Côte d'Ivoire
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JIF	Journée Internationale de la Femme
LMD	Licence-Master-Doctorat
MAC	Maisons d'Arrêt et de Correction
MENETFP	Ministre de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MNT	Mécanisme National de lutte contre la Torture
MUGEFCI	Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'État de Côte d'Ivoire
NDI	National Democratic Institute
NED	National Endowment for Democracy
ODD	Objectifs du Développement Durable
OIDH	Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme
OIT	Organisation Internationale du Travail

OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPCAT	Optional Protocole for Convention Against Torture
OPJ	Officiers de Police Judiciaire
OSC	Organisation de la Société Civile
PANB/PF	Plan d'Action National Budgétisé Planification Familiale
PDCI	Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
PFSP	Projet Filets Sociaux Productifs
PIDESC	Pacte international relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels
PNDS	Plans Nationaux de Développement Sanitaires
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPH	Punitions Physiques Humiliantes
Ps-gouv	Programme Social du Gouvernement
RACI	Rassemblement pour la Côte d'Ivoire
RADDHO	Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme
RAJP	Réseau Action Justice et Paix
REQCI	Réseau Equitas Côte d'Ivoire
RHDP	Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix
RINADH	Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
SIDH	Service International des Droits de l'Homme
SIRS	Internationale de Réflexions Stratégiques
SYLECCI	Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Côte d'Ivoire
UDDH	Université des Droits de l'Homme
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOWAS	Initiative du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
VACS	Violence Against Child Survey
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH	Virus Immunodéficience Humaine

CARTE POSTALE DE LA CÔTE D'IVOIRE*

DRAPEAU
ORANGE-BLANC-VERT
(EN BANDE VERTICALE)



CÔTE D'IVOIRE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

S. E. M.

Alassane OUARTARA

RÉGIME POLITIQUE

RÉPUBLIQUE

Monnaie : Franc CFA (Parité fixe avec l'euro ; 1 euro équivaut à 655.957 F CFA)

EMBLÈME
ELÉPHANT

DEVISE
Union-Discipline-Travail
HYMNE NATIONAL
L'Abidjanaise

PRINCIPALES VILLES
Abidjan, Bouaké, Daloa,
Yamoussoukro, Korhogo,
San-pedro, Abengourou, Man

SITUATION GÉOGRAPHIQUE
Afrique de l'Ouest

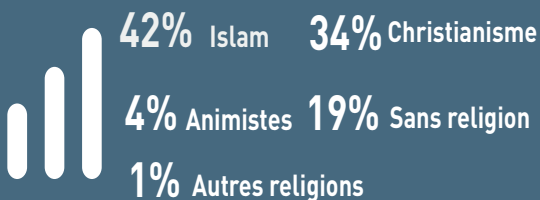
SUPERFICIE
322 462 km²

POPULATION
22 471 331 habitants

TAUX D'ACCROISSEMENT : 2.6%
DENSITÉ : 70.3 habitants/km²

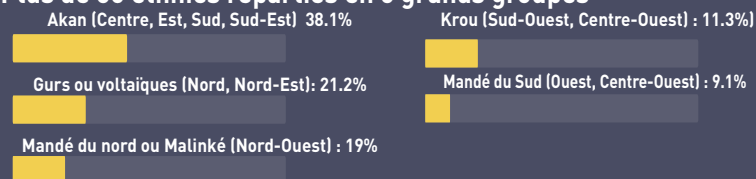
CAPITALE POLITIQUE : YAMOUSSOUKRO
CAPITALE ÉCONOMIQUE : ABIDJAN

RELIGIONS

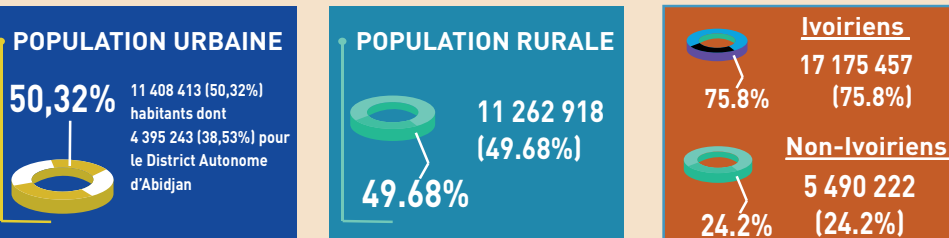


GROUPES ETHNIQUES

Plus de 60 ethnies réparties en 5 grands groupes



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION




*Les données sont celles du RGPH-2014 (Recensement Général de la Population et de l'Habitat de Côte d'Ivoire).
http://www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_principaux_indicateurs.pdf (Consulté le 14 Décembre 2018).



PRESEN- TATION DU CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME





Créé par la Loi n°2018-900 du 30 Novembre 2020, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) est une Autorité Administrative Indépendante (AAI) qui exerce des fonctions de conseil, mène des consultations, conduit des missions d'évaluation et fait des propositions au Gouvernement et à toutes autres autorités compétentes et ce, dans le cadre de la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme sur le territoire national.

Conformément aux principes de Paris, l'action du CNDH repose sur les principes suivants :

Indépendance

L'indépendance du CNDH est perceptible à deux niveaux, d'une part, parce qu'elle est une Autorité Administrative Indépendante (AAI) et d'autre part, parce qu'elle justifie d'une autonomie financière et d'un siège propre.

De plus, cette indépendance se manifeste à travers l'absence de toute interférence d'ordre politique ou de quelque nature que ce soit dans le fonctionnement de l'institution, l'accomplissement de ses missions et les modes de désignation de ses membres.

Pluralisme

Le CNDH est composé d'une Commission Centrale comprenant 12 membres appelés Conseillers aux Droits de l'Homme, issus de structures associatives et socioprofessionnelles ayant tous voix délibérative.

Ils sont issus des structures associatives, socioprofessionnelles et d'experts désignés ci-après :

- Une (01) personnalité, issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme ;
- Une (01) personnalité, issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits de la Femme ;

- Une (01) personnalité, issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits des Enfants ;
- Une (01) personnalité, issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits des Enfants ;
- Une (01) personnalité, issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits des personnes handicapées ;
- Une (01) personnalité issue du monde du travail ;
- Deux (02) personnalités reconnues pour leurs compétences en matière promotion et de protection des droits de l'Homme, experts ;
- Une (01) personnalité issue des organisations professionnelles des médias ;
- Un (01) magistrat ;
- Un (01) avocat ;
- Un (01) médecin ;
- Un (01) psychologue

----- Surveillance

Le CNDH surveille le respect des droits de l'homme dans le pays et veille également au respect des engagements internationaux de la Côte d'Ivoire résultant de la ratification à des instruments relatifs aux droits de l'homme.

Il dresse rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme et un rapport d'activités présentés au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du sénat. Ce rapport est rendu public.

----- a. Missions

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi précitée, les attributions du CNDH se déclinent en **14 axes** :

- **Fournir à titre consultatif** au Gouvernement, au Parlement et à tout autre organe compétent, à leur demande ou de sa propre initiative (auto-saisine), **des avis**, des **recommandations, propositions et rapports** en matière de Droits de l'Homme ;
- **rendre compte**, en tant que de besoin, de la situation des Droits de l'Homme sur le territoire national par la rédaction de rapports;

- **encourager à** la ratification des instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme ou à l'adhésion à ces textes, ainsi qu'à leur mise en œuvre effective au plan national ;
- **promouvoir la législation nationale et veiller** à son harmonisation avec les normes internationales ;
- **recevoir les plaintes et dénonciations** portant sur les cas de violations des Droits de l'Homme ;
- **procéder à des enquêtes non-judiciaires**, mener toutes investigations nécessaires sur les plaintes et dénonciations de violations des Droits de l'Homme ;
- **interpeller toute autorité ou tout détenteur d'un pouvoir de coercition** sur les violations des Droits de l'Homme dans les domaines qui les concernent et proposer les mesures tendant à y mettre fin ;
- **émettre des avis** sur toutes les questions relatives à la promotion, à la protection et à la défense des Droits de l'Homme ;
- **recevoir les lois relatives aux libertés publiques** avant leur publication afin de les diffuser auprès des organisations de défense des Droits de l'Homme ;
- **procéder à la visite des lieux de détention** afin notamment de prévenir la commission d'actes de torture, les traitements inhumains ou dégradant et de renforcer la protection contre de tels actes;
- **contribuer à l'élaboration des rapports** prescrits par les instruments juridiques internationaux auxquels la Côte d'Ivoire est partie ;
- **entretenir**, dans le cadre de sa mission, des rapports avec les Institutions et Organisations Nationales et Internationales intervenant dans le domaine des Droits de l'Homme, conformément à la législation en vigueur ;
- **analyser** toute question relative à la promotion, à la protection et à la défense des Droits de l'Homme ;
- **contribuer** à la protection des défenseurs des Droits de l'Homme.

b. Domaines d'intervention

- **Promotion des droits de l'homme** : le CNDH assure la vulgarisation des instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme, sensibilise les populations sur les droits humains et forme les acteurs étatiques et non étatiques (acteurs de la société civile, leaders communautaires et religieux, etc...) sur les droits de l'homme à travers son université ;
- **Protéger les droits de l'homme** : le CNDH mène des enquêtes non judiciaires sur les allégations de violations des droits qui lui sont portées par les citoyens, les victimes ou dont il a connaissance. Il œuvre à la réparation des dommages causés par la violation en accompagnant les

victimes dans la quête de justice ou à mettre fin à toute violation en cours ;

c. Modes d'action (Avis, études, enquêtes)

Aux termes de l'article 2 alinéas 5 à 8, le CNDH:

- reçoit des plaintes et dénonciations portant sur les cas de violation des droits de l'homme et de les traiter ;
- procède à des enquêtes non judiciaires, mener toutes investigations nécessaires sur les plaintes et dénonciations dont il est saisi (ou dont il s'autosaisit), et d'établir un rapport contenant les mesures qu'il propose pour y mettre fin.

A cet effet, le CNDH a élaboré un Manuel de traitement des requêtes le 18 avril 2019 conformément aux dispositions de la loi 2018-900 du 30 novembre 2018. Le CNDH a également redynamisé le fonctionnement de son numéro vert 80000888, puis a rendu opérationnel après la phase de test et de conformité au Manuel de traitement des requêtes entamée en 2018, le logiciel de gestion des requêtes. Le Conseil a également créé, conformément au cadre organique de l'institution, une direction des Études et programmes thématiques couvrant toutes les catégories de droit et une Direction des Requêtes et Investigations ayant en son sein en plus du Département prisons et Lieux Privatif de liberté, un département dédié à la gestion, au traitement et au suivi des requêtes.

Plus spécifiquement, le Département des requêtes a pour missions de :



- recevoir, mettre en forme et enregistrer les requêtes;
- traiter les appels via le numéro vert (800 00 888) visant à demander des informations ou à dénoncer des situations en matière de droits de l'homme;
- gérer la base de données, ainsi qu'effectuer l'archivage électronique et physique des dossiers;
- procéder aux auditions et enquêtes préliminaires;
- faire le conseil, l'orientation, ou le référencement des requérants;
- appuyer les Conseillers et les Commissaires régionaux dans le cadre du traitement des requêtes;
- notifier aux requérants les conclusions et recommandations du CNDH, notamment la clôture ou la poursuite des diligences à l'issue du traitement de leurs requêtes;
- assurer la consolidation et le suivi des recommandations issues des sessions d'examen de l'Assemblée générale;
- accomplir toutes les tâches en lien avec la gestion et le suivi des requêtes.
- Dans sa politique de proximité avec les populations, le CNDH dispose de 31 Commissions régionales au nombre de 31 qui exécutent les missions de la Commission Centrale au niveau local. Ce sont les unités opérationnelles du CNDH appuyées par 81 officiers des Droits de l'Homme et des agents de bureau.



REPRÉSENTATION DU CNDH DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES



Organisation administrative : 31 régions

Présence CNDH : 31 régions

Source: CNDH



JUSTICE POUR

Rassemblement à 7h30 sur le planage de l'Alstair

TOUCHÉES POSITIFEMENT
A MON ÉMOTION

OCEANAVE
LE 12 OCTOBRE

APECI

A B

STOP!

JULY

A B

A B

忍

忍

HELP

HELP

忍

忍

HELP

HELP

忍

忍

HELP

HELP

忍

忍

忍

忍

忍

忍



RÉSUMÉ EXECUTIF

Le présent rapport, élaboré conformément à l'article 3 de la loi n° 2018-900 du 30 novembre 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National des Droits de l'Homme, en abrégé CNDH. Il rend compte de l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire et des activités réalisées par l'Institution, au titre de l'année 2019.

Décrivant et analysant la situation des Droits de l'Homme, le rapport met un accent particulier sur les cas de violations des Droits de l'Homme documentés. A cet effet, il se décline en deux (02) parties dont l'une porte sur l'état des Droits de l'Homme et l'autre relative aux activités du CNDH.

Au titre de l'état des Droits de l'Homme, les droits civils et politiques, les droits économiques sociaux et culturels, les droits catégoriels constituent essentiellement la trame du rapport, avec une mise en exergue des modes de saisine du CNDH et des catégories de Droits de l'Homme mises en cause. Des recommandations liées aux thématiques traitées sont faites au terme de cette analyse de la situation des Droits de l'Homme.

Au titre de ses activités, le CNDH s'est appesanti à mettre en œuvre ses missions de promotion et de protection. Celles-ci ont consisté d'une part à la célébration de journées thématiques, à l'exécution du programme de formation de l'Université des Droits de l'Homme (UDH), du mandat par les CRDH, des campagnes de sensibilisation, à la remise du prix des Droits de l'Homme et à l'organisation d'ateliers, séminaires ainsi que de nombreuses rencontres liées aux mécanismes existants et aux interactions avec les institutions nationales et internationales. D'autres part, des déclarations et communiqués, les rapports thématiques et les notes techniques ont été des canaux de mise en œuvre des activités de protection.

Enfin, le rapport met en lumière les acquis, les difficultés et les perspectives.



INTRODUCTION

Dans le cadre de la réforme de l'Institution Nationale des Droits de l'Homme (INDH), en vue de la rendre conforme aux *Principes de Paris*, l'Assemblée nationale de la République de Côte d'Ivoire a adopté une nouvelle législation portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National des Droits de l'Homme, en abrégé CNDH, promulguée sous le numéro 2018-900 du 30 novembre 2018.

Conformément à l'article 2 de cette loi, le CNDH est chargé de la promotion, de la protection et de la défense des Droits de l'Homme sur toute l'étendue du territoire national. Il exerce en outre, des fonctions de conseil, mène des consultations, conduit des missions d'évaluation et fait des propositions à toutes les autorités compétentes.

En vue de rendre compte de l'exécution de son mandat, le CNDH, aux termes de l'article 3 de sa loi habilitante (...) *élabore un rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme et un rapport d'activités présentés au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat.*

Les présentations à l'Assemblée nationale et au Sénat donnent lieu à débats. Ces rapports sont rendus publics .

Le présent rapport est le premier que l'INDH produit sous l'empire de la nouvelle loi. Il traite des questions relatives au dialogue politique, à la justice, aux libertés d'expression, d'association et de manifestation, à la sécurité, à la protection civile et à l'identité. Il rend également compte du respect des droits à l'éducation, à la santé, au logement, à la culture et à la sécurité sociale. Il adresse en outre, des sujets relatifs à la représentation des femmes dans les instances de décisions, aux violences faites aux femmes notamment les mutilations génitales féminines, la santé sexuelle reproductive, le travail des enfants, la traite des êtres humains et des personnes en situation de handicap. Enfin, il retrace les activités menées en cette année 2019 et traite des acquis, des difficultés et des perspectives.

Le rapport s'articule autour de deux (02) parties :

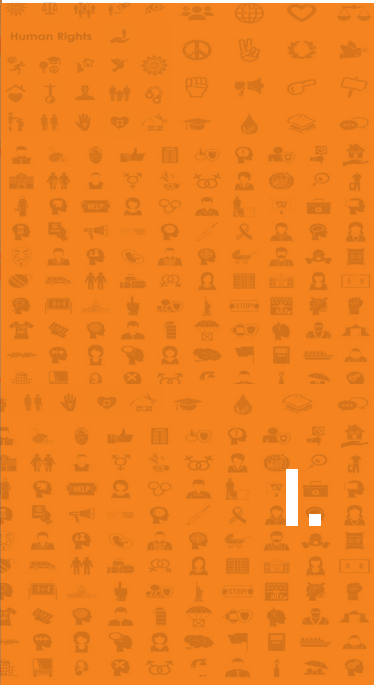
- **Première partie** : L'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire ;
- **Deuxième partie** : Les activités menées par le CNDH.



PREMIERE PARTIE : ETAT DES DROITS DE L'HOMME EN COTE D'IVOIRE

L'état des Droits de l'Homme au cours de l'année 2019 est axé sur l'analyse de certains droits relevant des Droits Civils et Politiques (DCP), des Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC) et des droits catégoriels.

Le CNDH a été saisi de diverses requêtes portant sur des violations des Droits de l'Homme pour lesquelles, conformément à ses attributions, il a mis en œuvre son mécanisme de traitement des requêtes.



I. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

L'analyse de la situation des droits civils et politiques, dans le présent rapport, porte sur le dialogue politique dont l'objet était la réforme de la Commission Électorale Indépendante (CEI), la justice, les libertés d'expression, d'association et de manifestation, la sécurité et la protection civile ainsi que la question de la carte nationale d'identité.

1. Dialogue politique sur la réforme de la CEI

Lors de son adresse à la Nation du 31 décembre 2018, le Président de la République a annoncé l'ouverture d'un dialogue politique avec les partis et groupements politiques de l'opposition ainsi que les organisations de la société civile sur la réforme de la CEI.

Cette initiative fait suite à l'arrêt de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CAfDHP) rendu le 18 novembre 2016 dans l'Affaire « l'ONG Actions pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH) contre l'État de Côte d'Ivoire ».

En effet, l'APDH a saisi par requête n° 001/ 2014 en date du 07 juillet 2014, la CAfDHP pour constater la non-conformité de la loi ¹ relative à la CEI aux instruments juridiques régionaux et internationaux auxquels l'État de Côte d'Ivoire est partie.

Par arrêt rendu le 18 novembre 2016, la CAfDHP a ordonné à l'État de Côte d'Ivoire de modifier la loi n°2014-335 du 18 juin 2014 relative à la CEI pour la rendre conforme à ses engagements internationaux, notamment à l'article 26 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP), aux articles 10 alinéa 3 et 17 de la Charte Africaine sur la Démocratie, la Bonne Gouvernance et les Élections et à l'article 3 alinéa 2 du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



COMMISSION ÉLECTORALE
INDÉPENDANTE

¹ Loi n°2014-335 portant modification de la Loi n°2001-634 du 09 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Électorale Indépendante (CEI).

Ledit arrêt a suscité de nombreuses réactions tant au niveau du Gouvernement, des partis et groupements politiques que de la société civile.

Le CNDH, conformément à son mandat, a initié une série d'actions notamment, des consultations avec des acteurs de la société civile, des universitaires, des partis politiques et un plaidoyer à l'attention des autorités compétentes et d'autres parties prenantes pour la mise en œuvre de l'arrêt.

Le 21 janvier 2019, le Gouvernement a initié un dialogue politique avec les partis et groupements politiques. Le 24 janvier 2019, un autre cadre d'échanges avec les acteurs de la société civile a été mis en place.

Le CNDH se félicite de ce que toutes les parties prenantes aient été effectivement conviées à la table de discussion. Toutefois, il relève le retrait du PDCI et de l'EDS au motif de divergences sur la méthodologie proposée par le Gouvernement.

Malgré ce retrait et les divergences constatées, le CNDH se réjouit d'une part, de ce que toutes les parties prenantes aient mis à la disposition du gouvernement leurs propositions, de l'aboutissement de l'initiative de la réforme de la CEI à travers la loi n°2019-708 du 05 août 2019 portant recomposition de la Commission Électorale Indépendante (CEI) d'autre part.

Aux termes de la loi susvisée, le CNDH, pour la première fois, a fait son entrée au sein de la CEI par la désignation d'une personnalité parmi les quinze (15) membres composant la Commission Centrale. Après la prestation de serment des commissaires centraux le 27 septembre 2019, les membres du bureau ont été élus.

Le CNDH y note la présence de 2 femmes sur 7 membres, soit 28.5% de représentation féminine au sein du bureau de la commission centrale et la désignation de 4 femmes sur 15 membres, ce qui correspond à 26,6% de femmes dans la commission centrale.

Du 08 au 31 décembre 2019, la commission centrale a procédé à l'installation des 549 Commissions Électorales Locales (CEL) composée chacune de 7 membres dont trois de l'opposition (AFD-CI / LMP / RD-GP-PAIX, AID-UMPP), trois du RHDP et un représentant du Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Quant aux Commissions Électorales des Représentations Diplomatiques (CERD), la CEI indique qu'elles seront installées entre février et mars 2020.

Par ailleurs, le CNDH relève que le PDCI-RDA et ses alliés politiques ont introduit une requête auprès de la CAfDHP aux fins de la suspension de la mise en œuvre de la nouvelle loi au motif que celle-ci ne serait pas conforme à l'arrêt précité avec une demande

de mesures provisoires sollicitant la suspension de la mise en place la nouvelle CEI. La requête a été jugée recevable. Toutefois l'Ordonnance portant mesures provisoires du 28 novembre 2019 indique que *la demande des mesures provisoires tendant à empêcher l'application de ladite loi est devenue sans objet... la CEI ayant été déjà mise en place* .

2. Justice

Le CNDH a suivi les procès de l'ancien Président Laurent GBAGBO et de Monsieur Charles Blé GOUDE d'une part, et a procédé périodiquement à des visites des lieux de détention d'autre part.



a. Procès de Laurent GBAGBO et de Blé GOUDE

Les procès de l'ancien Président Laurent GBAGBO et de Monsieur Charles Blé GOUDE ont retenu l'attention du CNDH aussi bien au plan national qu'international.

Au plan national le CNDH a suivi avec intérêt, les procès de l'ancien Président Laurent GBAGBO et de Monsieur Charles Blé GOUDE. L'ex Président Laurent GBAGBO a été condamné par contumace à 20 ans de prison pour l'affaire "Casse de la BCEAO" tandis que Monsieur Charles Blé GOUDE, dont le procès, ouvert le 18 décembre 2019, s'est vu condamné par contumace à 20 ans d'emprisonnement assortis de 10 ans de privation de droits civiques et politiques et au paiement de 200 millions de dommages et intérêts, pour les faits de torture, viols, homicides volontaires.

Au niveau international, le CNDH note que le 15 janvier 2019, la Chambre de première Instance de la Cour Pénal International(CPI) a, à la majorité, acquitté Messieurs Laurent GBAGBO et Charles Blé GOUDÉ de toutes les charges de crimes contre l'humanité perpétrés en Côte d'Ivoire en 2010 et 2011. Mais le Procureur de la CPI a fait appel de cet acquittement le 16 septembre 2019.

Le Conseil continue d'observer le procès.

b. Visite périodique des prisons et lieux de détention

Conformément à l'article 2, 10^{èment} de la loi n°2018-900 du 30 novembre 2018, le Conseil a effectué plusieurs visites au sein des différents lieux de détention tant civils que militaires.

Au regard des pouvoirs que lui confère la loi suscitée, l'Institution peut désormais, sans information préalable, procéder à des visites des lieux privés de liberté afin de prévenir la commission d'actes de tortures, de traitements cruels, inhumains ou dégradants en vue de renforcer la protection contre de tels actes.



Au terme de l'année 2019, le CNDH a procédé à trois (3) visites dans les lieux privatifs de liberté sur la base des thèmes spécifiques à chaque visite :

- au mois de septembre 2019, une enquête sur la surpopulation dans les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) ;
- au mois d'octobre 2019, une enquête sur les conditions de détention des personnes détenues pour des infractions militaires à la Maison d'Arrêt Militaire d'Abidjan (MAMA) ;
- au mois de décembre 2019, une enquête sur l'accès aux soins de santé dans les établissements pénitentiaires.

L'analyse ci-après met en évidence les conclusions des visites réalisées.

❖ **Enquête sur la surpopulation dans les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) au mois de septembre 2019**

Cette visite avait pour objectif de faire un état des lieux de la surpopulation des MAC en lien avec la durée des détentions préventives au regard des dispositions de l'article 167 de la nouvelle loi n°2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de Procédure Pénale.

Tableau I : Effectif général des vingt-trois (23) MAC de Côte d'Ivoire au 12 septembre 2019

N°	Maison d'Arrêt et de Correction	Capacité d'accueil	Effectif actuel	Sur-nombre de détenus	Taux d'occupation
1	MAC d'Abengourou	145	557	412	284 %
2	MAC d'Abidjan	1500	6767	5267	351%
3	MAC d'Agboville	150	289	139	93%
4	MAC de Bondoukou	140	350	210	250%
5	MAC de Bon-gouanou	100	181	81	81%
6	MAC de Bouaflé	150	276	126	86%
7	MAC de Bouaké	150	692	542	361%
8	MAC de Bouna	140	171	31	22%
9	MAC de Boundiali	150	103	-47	-31%
10	MAC de Dabou	150	140	-10	-7%
11	MAC de Daloa	400	1260	860	215%
12	MAC de Dimbokro	300	446	146	49%
13	MAC de Divo	120	253	133	110%
14	MAC de Gagnoa	200	391	191	95%

N°	Maison d'Arrêt et de Correction	Capacité d'accueil	Effectif actuel	Sur-nombre de détenus	Taux d'occupation
15	MAC de Grand-Bassam	229	219	-10	-4%
16	MAC de Katiola	150	177	27	18%
17	MAC de Lakota	150	73	-77	-51%
18	MAC de Man	125	1117	992	894%
19	MAC d'Oumé	200	49	-151	-24%
20	MAC de Sassandra	250	477	227	91%
21	MAC de Soubré	150	517	367	245%
22	MAC de Touba	100	100	0	0%
23	MAC de Toumodi	150	200	50	133%
TOTAL		5,299	14805	9506	179%

Dans les vingt-trois (23) MAC concernées par la visite effectuée, il apparaît, qu'à l'exception des MAC de Boundiali, Dabou, Grand-bassam, Lakota et Oumé, toutes les autres sont en surpopulation par rapport à leur capacité d'accueil.

En effet, pour une capacité d'accueil théorique totale de 5 299 détenus, l'ensemble des 23 MAC concernées par cette enquête révèle un total de 14 805 détenus, soit un taux d'occupation de 179 % avec une surpopulation estimée à 9 506 détenus.



Tableau II : Effectif détaillé des vingt-trois (23) Maisons d'Arrêt et de Correction au 12 septembre 2019

N°	MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION	Effectif des détenus			Détenus préventifs			Détenus jugés et condamnés			Détenus ayant interjeté appel			Détenus ayant formé un pourvoi en cassation								
		F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL					
1	MAC Aben-gourou	08	539	10	557	01	87	09	97	08	452	00	460	07	100	00	107	00	20	00	00	20
2	MAC Abidjan	195	6203	369	6767	110	2039	335	2484	85	4164	34	4283	16	532	0	548	4	73	0	77	
3	MAC d'Agboville	06	275	08	289	01	89	08	98	05	186	00	191	04	91	00	95	00	01	00	01	
4	MAC Bondoukou	09	341	10	350	08	84	00	102	03	245	10	248	00	69	00	69	00	00	00	00	
5	MAC Bon-gouanou	10	159	12	181	00	59	08	67	10	100	04	114	03	40	00	43	00	00	00	00	
6	MAC Bouaflé	03	264	09	276	01	71	02	74	02	187	09	198	00	00	01	01	00	00	00	00	
7	MAC Bouake	15	637	40	692	04	209	40	253	11	428	00	439	06	66	00	72	01	04	00	05	
8	MAC Bouna	04	164	03	171	02	66	03	71	02	88	00	90	00	10	00	00	00	00	00	00	
9	MAC Boudiali	06	97	00	103	02	43	00	45	04	54	00	58	00	02	00	02	00	00	00	00	
10	MAC Dabou	15	117	08	140	05	43	06	54	10	74	02	86	00	29	00	29	00	00	00	00	
11	MAC Daloa	23	1181	56	1260	08	399	33	440	11	718	12	741	03	591	00	594	00	03	00	00	
12	MAC Dimbokro	04	48	04	446	02	39	03	45	02	399	01	452	01	24	00	25	00	00	00	00	
13	MAC Divo	03	244	06	253	01	127	06	134	02	117	00	119	02	27	00	29	02	14	00	16	

N°	MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION				Effectif des détenus				Détenus préventifs				Détenus jugés et condamnés				Détenus ayant interjeté appel				Détenus ayant formé un pourvoi en cassation			
	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL
14	13	369	09	391	06	110	09	125	07	259	00	266	03	74	00	77	00	00	00	00	00	00	00	00
15	07	208	04	219	02	81	04	87	05	127	00	132	05	30	00	35	00	00	00	00	00	00	00	00
16	07	163	07	177	03	63	00	66	04	100	07	111	00	21	00	21	00	00	00	00	00	00	00	00
17	03	69	01	73	01	26	01	28	02	43	00	45	02	12	00	14	00	00	00	00	00	00	00	00
18	32	1037	48	1117	10	666	43	719	22	371	05	398	22	371	05	398	00	00	00	00	00	00	00	00
19	00	48	01	49	00	15	01	16	00	33	00	33	00	19	00	19	00	01	00	00	01	00	01	01
20	05	458	14	477	04	208	11	223	01	250	03	254	00	43	00	43	00	00	00	00	00	00	00	00
21	09	496	12	517	05	146	09	156	04	354	03	361	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
22	04	91	05	100	00	16	05	21	04	75	00	79	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
23	02	190	08	200	02	65	08	75	00	125	00	125	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	TOTAL	384	13787	634	14805	178	4751	555	5483	194	8949	90	9322	74	2151	06	2231	07	116	00	07	116	00	123

Légende : F : Femmes, H : Hommes, M : Mineurs

Sur un total de 14805 détenus dans les vingt-trois (23) MAC, 37,03% sont en détention préventive soit un tiers (1/3) des détenus.

Tableau III : Durée de la détention préventive relative aux délits à la date du 12 Septembre 2019

MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION	Moins d'un (1) mois				Entre un (1) et six (6) mois				Entre six (6) et douze (12) mois				Entre douze (12) et dix-huit 18 mois				Plus de dix-huit (18) mois			
	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total
MAC Aben- gourou	01	26	00	27	00	03	00	03	00	00	07	07	00	00	01	01	00	00	400	00
MAC Abidjan	07	221	14	242	23	09	09	383	14	230	41	285	12	183	21	216	09	376	14	399
MAC d'Ag- boville	00	09	00	09	01	14	00	15	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Bon- dougou	00	00	00	00	04	27	00	31	01	11	00	12	03	10	00	13	00	35	00	35
MAC Bon- gouanou	00	00	00	00	00	00	00	00	00	22	04	26	00	19	03	22	00	18	01	19
MAC Bouafé	00	12	03	15	01	04	00	05	02	16	04	22	00	20	02	22	00	02	00	02
MAC Bouake	00	08	04	12	01	17	13	31	01	10	14	25	00	16	02	18	00	25	02	27
MAC Bouna	00	03	00	03	00	17	01	18	00	13	00	13	00	02	00	02	00	00	00	00
MAC Boundiali	00	03	00	03	03	02	02	07	00	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Dabou	01	05	02	08	02	11	01	14	01	14	03	18	01	06	00	07	00	07	00	07
MAC Daloa	04	51	16	71	00	36	08	44	00	12	12	24	02	31	06	39	00	15	00	15
MAC Dimbokro	01	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	02	00	02	00	02	00	02
MAC Divo	00	22	01	23	01	31	02	34	00	12	01	13	00	03	04	07	00	03	00	03
MAC Gagnoa	00	37	01	38	03	52	03	58	03	06	00	09	00	06	00	06	00	00	00	00

MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION	Moins d'un (1) mois		Entre un (1) et six (6) mois		Entre six (6) et douze (12) mois		Entre douze (12) et dix-huit 18 mois		Plus de dix-huit (18) mois								
MAC	07	208	04	219	02	81	04	87	05	127	00	132	00	00	00	00	00
Grand-bassam																	
MAC Katiola	00	06	00	06	00	00	03	03	00	07	00	07	00	01	00	00	00
MAC Lakota	00	01	00	01	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Man	00	10	03	13	01	75	16	92	00	23	04	27	01	89	02	92	02
MAC Oumé	00	01	00	01	00	12	00	12	00	02	01	03	00	00	00	00	00
MAC Sassandra	00	03	00	03	00	25	09	34	01	21	00	22	00	11	00	11	00
MAC Soubré	01	31	00	32	00	01	03	04	01	04	00	05	00	03	02	05	00
MAC Touba	00	00	00	00	00	02	02	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Toumodi	00	00	00	00	01	12	05	15	01	08	03	12	00	03	00	08	00
TOTAL	22	657	46	727	43	874	82	889	30	317	90	637	19	405	43	472	11
																	582
																	21
																	622

Ce tableau révèle que 622 personnes poursuivies en matière correctionnelle (délits) sont en détention préventive depuis plus de 18 mois, pendant que le code de procédure pénale en vigueur précise, en ses articles 163 et suivants, qu'en matière correctionnelle, la période de détention préventive, à l'issue des exceptions qu'exige l'instruction, ne peut excéder dix-huit (18) mois. Au-delà des délais sus-indiqués, l'inculpé est en détention injustifiée et doit être mis en liberté d'office (article 166).

Tableau IV : Durée de la détention préventive relative aux crimes à la date du 12 Septembre 2019

MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION	Entre un (1) et huit (8) mois			Entre huit (8) et seize (16) mois			Entre seize (16) et 24 mois			Plus de 24 mois						
	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total				
MAC Abengourou	00	18	00	18	00	11	00	11	00	00	00	00	00	29	01	30
MAC Abidjan	08	206	34	248	04	75	08	87	11	199	20	230	08	375	11	394
MAC d'Agboville	00	07	00	07	00	05	00	05	00	01	00	05	00	00	00	00
MAC Bondoukou	04	00	00	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Bongouanou	00	00	00	00	00	22	04	26	00	34	04	38	00	02	00	02
MAC Bouaflé	02	46	04	52	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Bouaké	00	02	01	03	00	32	02	34	01	48	01	50	01	48	03	52
MAC Bouna	00	01	00	01	00	08	00	08	00	06	00	06	02	16	02	20
MAC Boundiali	01	05	01	07	00	11	01	12	00	02	01	03	00	01	00	01
MAC Dabou	00	04	00	04	00	08	01	09	00	05	00	05	00	46	01	47
MAC Daloa	03	71	06	80	00	62	03	65	00	03	00	03	02	169	05	176
MAC Dimbokro	01	15	01	17	01	24	02	27	02	05	02	09	00	10	01	11
MAC Divo	00	20	01	21	00	07	00	07	00	00	00	00	00	27	00	27
MAC Gagnoa	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	04	04	00	09	00	09
MAC Grand-bassam	00	42	00	42	00	08	00	08	00	08	00	08	00	04	00	04
MAC Katiola	00	10	01	11	00	09	00	09	00	04	00	04	00	08	00	08
MAC Lakota	00	09	00	09	00	06	00	06	01	01	00	02	00	09	00	09
MAC Man	01	41	01	43	02	33	02	37	01	101	03	105	02	199	08	209
MAC Oumé	00	01	00	01	00	14	01	15	00	00	00	00	00	00	00	00
MAC Sassandra	00	11	01	12	00	14	00	14	03	20	01	24	00	66	00	66

MAISONS D'ARRÊT ET DE CORRECTION	Entre un (1) et huit (8) mois		Entre huit (8) et seize (16) mois		Entre seize (16) et 24 mois		Plus de 24 mois									
MAC Soubre	02	15	00	17	01	08	03	12	00	00	00	01	32	00	33	
MAC Touba	00	00	04	04	00	00	00	00	00	00	00	00	14	01	15	
MAC Toumodi	00	05	00	05	00	03	00	03	00	01	00	01	00	08	08	
TOTAL	22	529	56	607	08	360	27	395	19	436	36	497	16	1072	36	1121

L'enquête a révélé que 1121 personnes concernées par une procédure criminelle demeurent en détention préventive depuis plus de 24 mois. Pourtant, le code de procédure pénale précise que le délai est de 24 mois maximum. Au-delà de celui-ci, l'inculpé est en détention injustifiée et doit être remis en liberté d'office (article 167).

Eu égard à ce qui précède, un grand nombre de prévenus, que ce soit en matière correctionnelle ou en matière criminelle est en détention préventive excédant pour la première catégorie 18 mois et pour la seconde 24 mois. Ces détentions préventives allant au-delà des délais légaux sont dès lors injustifiées à la lumière des prescriptions des articles 163 et suivants de la loi susvisée portant Code de Procédure Pénale.

❖ **Les conditions de détention des personnes détenues pour des infractions militaires à la Maison d'Arrêt Militaire d'Abidjan (MAMA) au mois d'octobre 2019**

Cette enquête avait pour but d'évaluer le respect des règles et conditions de détention au sein de cet établissement pénitentiaire qui accueille des militaires ayant commis des infractions d'ordre militaire ainsi que celles spécifiques à l'Amiral VAGBA Faussignaux et à l'ex-Général DOGBO Blé Bruno.

La MAMA, qui se situe au sein du Camp Gallieni d'Abidjan-Plateau, est composée de deux bâtiments A et B. Le premier abrite les détenus du grade sous-officiers et militaires de rang et le second est affecté aux officiers. Elle a une capacité d'accueil réelle de 60 personnes.

Au cours de l'enquête, le CNDH a noté qu'il y avait quarante six (46) détenus avec une (1) présence féminine, dont trente huit (38) au bâtiment A et sept (07) au bâtiment B. A l'origine, la MAMA n'a pas été construite pour être une prison.

De ce fait, elle ne possède pas les caractéristiques propres aux normes et standards internationaux relatifs aux établissements pénitentiaires, à savoir des barbelés, des miradors, des parloirs... De plus, la séparation hommes et femmes n'est pas prise en compte dans ses installations. Par conséquent, la seule femme détenue ne dispose pas de cellule carcérale spécifique.

Il est à préciser que contrairement aux MAC destinées aux détenus civils, la MAMA n'est pas en état de surpopulation carcérale, puisque pour une capacité d'accueil réelle de soixante (60) personnes, la présente mission a noté la présence de quarante six (46) détenus.

De ce qui précède et des informations recueillies auprès de ces détenus, il ressort que la MAMA respecte relativement les règles de traitement des détenus. Toutefois, beaucoup reste à faire, notamment du point de vue des installations et de l'accès des détenus aux soins de santé.

Concernant l'Amiral VAGBA Faussignaux et de l'ex-Général DOGBO Blé Bruno, cette visite a consisté en des échanges avec les détenus susnommés sur leurs conditions de détention et leurs préoccupations. Pour rappel, ils sont détenus séparément. Leurs conditions de détention sont relativement bonnes. Leur cadre de vie respectif est acceptable, avec les commodités d'usage. Ils sont en bonne santé et ne présentent aucun signe de tortures ni de mauvais traitements.

Se rapportant à leurs préoccupations, l'ex-Commandant de la Marine Nationale, l'Amiral VAGBA Faussignaux est revenu sur des faits qui constitueraient des atteintes à ses droits en tant que personne détenue. Il affirme que le Procureur de la République près le Tribunal

de Première Instance d'Abidjan refuse le droit de visite à certaines personnes de son entourage, sans motif. Hormis son épouse qui a une autorisation spéciale, les autres personnes, même les membres de sa famille, notamment ses enfants se voient refuser le permis de communiquer avec lui. Il s'insurge aussi contre le gel de ses avoirs depuis son arrestation. L'Amiral VAGBA Faussignaux déplore, qu'en dépit de son âge avancé, il ne reçoit pas la visite mensuelle d'un médecin. D'autant plus qu'il est incarcéré depuis 2011 et que ses conditions de détention furent difficiles dans les précédentes prisons où il était détenu avant son transfèrement à l'EGA. En outre, il a le bras invalide.

Quant à l'ex-General DOGBO Blé Bruno, il n'a fait cas d'aucune préoccupation concernant ses conditions de détention actuelles et ses droits en tant que personne détenue.

❖ **Enquête sur l'accès aux soins de santé dans les établissements pénitentiaires au mois de décembre 2019**

Pour cette dernière enquête au titre de l'année 2019, le CNDH a mis un accent particulier sur le droit à la santé des détenus notamment l'accès aux soins.



Tableau V : Accès aux soins de santé des détenus dans les établissements pénitentiaires de Côte d'Ivoire au 12 décembre

Établissement pénitentiaire	Existence d'un service de santé		Capacité d'hospitalisation du service de santé		Examen de contrôle médical des détenus dès l'arrivée à la prison		Nombre de consultations enregistrées en 2019	Existence de détenus atteints de VIH		Prise en charge médicale directe ou sur rendez-vous des détenus		Détenus extraits pour une prise en charge médicale à l'extérieur en 2019	Présence de boîte à pharmacie pour urgence		Une dotation en médicaments	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non		Oui	Non	Directe	Ren- dez-vous		Oui	Non	Oui	Non
MAC Abengourou	✓		00		✓		6600	✓		✓		28	✓		✓	
MAC Abridjan	✓		50		✓		14400	✓		✓		10	✓		✓	
MAC Aboisso	✓		03		✓		1272	✓		✓		18	✓		✓	
MAC Adzope	✓		00		✓		2880	✓		✓		22	✓		✓	
MAC Agboville	✓		02		✓		360	✓		✓		07	✓		✓	
MAC Bondoukou	✓		04		✓		3000	✓		✓		27	✓		✓	
MAC Bongouanou	✓		01		✓		960	✓			✓	24	✓		✓	
MAC Bouaflé	✓		30		✓		1800	✓		✓		48	✓		✓	
MAC Bouaké	✓		00		✓		6016	✓		✓		40	✓		✓	
Camp pénal Bouaké	✓		10		✓		13200	✓		✓		54	✓		✓	
MAC Bouna	✓		30		✓		10800	✓		✓		240	✓		✓	
MAC Boundiali	✓		03		✓		1500	✓		✓		48	✓		✓	
MAC Dabou		✓	00				2575					05			✓	
MAC Daloa	✓		20		✓		5400	✓		✓		24	✓		✓	

Établissement pénitentiaire	Existence d'un service de santé		Capacité d'hospitalisation du service de santé	Examen de contrôle médical des détenus dès l'arrivée à la prison		Nombre de consultations enregistrées en 2019	Existence de détenus atteints de VIH		Prise en charge médicale directe ou sur rendez-vous des détenus		Détenus extraits pour une prise en charge médicale à l'extérieur en 2019	Présence de boîte à pharmacie pour urgence		Une dotation en médicaments	
	Oui	Non		Oui	Non		Oui	Non	Oui	Non		Oui	Non	Oui	Non
MAC Danané	✓		02	✓		2435	✓		✓		15	✓		✓	
MAC Dimbokro	✓		03	✓		3000	✓		✓		80	✓		✓	
MAC Divo	✓		00	✓		1400	✓		✓		03	✓		✓	
MAC Gagnoa	✓		03	✓		3192	✓		✓		57	✓		✓	
MAC Gd-Bassam	✓		02	✓		1000	✓		✓		10	✓		✓	
MAC Katiola	✓		02			1963			✓		29	✓		✓	
MAC Korhogo	✓		25	✓		1495	✓		✓		65	✓		✓	
MAC Lakota	✓		03	✓		500	✓		✓		00	✓		✓	
MAC Man	✓		03	✓		6900	✓		✓		25	✓		✓	
MAC M'Bahiakro	✓		00	✓		160	✓		✓		01	✓		✓	
MAC Odienné	✓		02			960	✓		✓		02	✓		✓	
MAC Oumé		✓	00			1703			✓		31	✓		✓	
MAC Sassandra	✓		02	✓		3000	✓		✓		03	✓		✓	
MAC Séguéla			06	✓		2912	✓		✓		33	✓		✓	
MAC Soubré	✓		03	✓		3564	✓		✓		74	✓		✓	
MAC Tabou	✓		02	✓		1856	✓		✓		49	✓		✓	
MAC Tiassalé	✓		05	✓		720	✓		✓		05	✓		✓	
MAC Touba	✓		02	✓		600	✓		✓		15		✓	✓	
MAC Toumodi	✓		10	✓		2220	✓		✓		28	✓		✓	

L'enquête a révélé que sur un total de trente-quatre (34) établissements pénitentiaires visités, la quasi-totalité, à l'exception des MAC de Dabou, M'Bahiakro et Oumé dispose d'un service de santé (généralement une infirmerie) fonctionnel.

Précisons que, la MACA est la seule prison à avoir un dispensaire spécialisé comprenant un centre de dépistage et de traitement de la tuberculose, un laboratoire d'analyses médicales, un service de radiographie (non fonctionnel au jour de la visite) et au sein duquel exerce, en plus du personnel de santé habituel (infirmier, sage-femme, aide-soignant) un médecin généraliste résident. Dans la plupart des MAC, exerce un seul infirmier diplômé d'État.

Cependant, il est à déplorer qu'à l'infirmerie de la MAC de Touba, à défaut d'avoir un infirmier diplômé d'État, cette tâche est dévolue à un agent pénitentiaire, « formé sur le tas » faisant office d'infirmier, depuis 2012.

En ce qui concerne le fonctionnement des structures sanitaires, la visite a permis de réaliser que l'ensemble du personnel de santé n'effectue pas de garde. Cette situation ne garantit pas un accès à des soins de nuit au sein du service de santé carcéral ; ce qui restreint l'accès aux soins de santé.

Toutefois, il faut noter que dès leur admission à la prison, à l'exception de la MAC de Bongouanou, tous les détenus sont soumis à un examen médical sommaire qui comprend le test du VIH. Les détenus déclarés séropositifs sont pris en charge dans toutes les MAC, hormis ceux des MAC de M'Bahiakro et d'Odienné.

Au 20 décembre 2019, le nombre de détenus ayant reçu une consultation, au cours de cette année, varie entre 160 et 14400.

Quant au nombre de détenus malades ayant été pris en charge à l'extérieur de la prison (pour les cas d'hypertension, d'accouchement, maladie cardiaque, interventions chirurgicales...), il n'excède pas 240.

Cependant, seulement la moitié des demandes de référence à savoir les demandes de billets de sortie formulées aux autorités compétentes sont accordées. C'est le cas de la MAC d'Abidjan où sur vingt (20) demandes de billet de sortie émises par le dispensaire, dix (10) sont exécutées. Le personnel soignant explique ce fait entre autres par la difficulté de la prise en charge des détenus malades par leurs proches, le manque d'ambulance etc.

Les prestations sanitaires sont certes gratuites pour les détenus, mais l'insuffisance des médicaments et du matériel adéquat ne favorise pas un accès optimal aux soins de santé.

En ce qui concerne les pathologies rencontrées dans les établissements pénitentiaires visités, en plus du paludisme, certaines peuvent être la conséquence de la surpopulation. Il s'agit entre autres de la pneumopathie (infections respiratoires aiguës), des dermatoses (maladies de la peau), de la malnutrition...

3. Libertés d'expression, d'association, de réunion et de manifestation

Le CNDH a observé l'exercice et le respect des libertés d'expression, d'association, de réunion et de manifestation, reconnues par la Constitution ivoirienne en ses articles 19 et 20.

a. Liberté d'expression

Le CNDH note avec regret la résurgence des violences verbales et l'incitation à la haine entre divers acteurs politiques ainsi que la publication de données à caractère personnel sans autorisation préalable via les réseaux sociaux. Ces agissements portent atteinte à l'ordre public et tendent à fragiliser la cohésion et la paix sociales.

Dans une déclaration produite le 6 février 2019, le Conseil a exhorté les acteurs politiques à la retenue et à la responsabilité en cette veille d'année électorale. Il a en outre, invité les populations à se respecter mutuellement en dépit de leurs différences idéologiques, religieuses et politiques. Le CNDH a également invité la presse écrite, les médias et les activistes sur les réseaux sociaux à respecter les Institutions de la République et les personnalités qui les incarnent.



b. Liberté d'association, de réunion et de manifestation

Le CNDH a observé plusieurs mouvements sociaux qui ont perturbé le bon fonctionnement de certains services occasionnant ainsi des atteintes à certains droits tels que le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à la propriété, la liberté d'aller et venir ...

Le Conseil a également constaté une recomposition du paysage politique. D'une part, la création d'un parti unifié dénommé Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), groupement politique au pouvoir, d'autre part de la Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix (CDRP date de création) et du mouvement politique Génération et Peuples Solidaires (GPS) tous deux (2) issus de l'opposition. Cette situation témoigne de la vitalité de la liberté d'association qui contribue à promouvoir et à consolider la démocratie en Côte d'Ivoire.

En outre, lors de la rencontre du Ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation avec l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), celui-ci a recommandé aux maires de suspendre toutes activités politiques dans leurs localités respectives jusqu'au début de janvier 2020.

Un meeting du PDCI a été interrompu par la gendarmerie à Sangouiné le 05 Août 2019. Un autre meeting co-organisé par le PDCI et le FPI prévu le 21 décembre 2019 à Yopougon FICGAYO a été délocalisé au stade SENI FOFANA de Port-Bouët suite à l'arrêté municipal n°16/



MYOP/SG du 13 décembre 2019 interdisant toutes manifestations publiques pouvant entraîner des mouvements de foule sur les espaces ouverts de la commune de Yopougon, pour la période du 16 décembre 2019 au 05 janvier 2020.

Par ailleurs, l'ex Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur SORO Guillaume, se trouvant hors du pays, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis le 23 décembre 2019 pour atteinte à la sûreté de l'État, détournement de deniers publics et blanchiment de capitaux.

Rappelons que son retour au pays prévu pour ce même 23 décembre a vu la mobilisation de ses partisans qui ont été empêchés de rejoindre l'aéroport pour l'accueillir. Le déroulement de ces événements a engendré l'arrestation de quinze (15) cadres proches de Monsieur SORO Kigbafori Guillaume dont cinq (05) parlementaires, un (01) maire et un (01) conseiller municipal poursuivis pour diffusion de fausses nouvelles, troubles à l'ordre public et incitation à la haine.

4. Sécurité et protection civile

Deux variables ont fondé l'analyse liée à la sécurité et à la protection civile, notamment les conflits intercommunautaires avec leurs corollaires et les effets néfastes du changement climatique.

a. Conflits intercommunautaires

Le CNDH a observé la recrudescence des conflits entre les communautés, qui s'avèrent être de plus en plus violents. Au-delà de la destruction des biens privés et publics, l'on a assisté à des pertes en vies humaines et à de nombreux déplacements de personnes qui se retrouvent souvent sans abri.

En vue de comprendre cette situation, le CNDH a initié des consultations auprès des populations dans 32 localités de la Côte d'Ivoire. Il ressort de ces consultations la typologie des conflits suivante :

- les conflits en lien avec la gestion du foncier (rural et urbain) dans la quasi-totalité des localités visitées,
- les violences et atteintes au droit à la vie en lien avec l'orpaillage clandestin,
- les conflits récurrents entre les populations autochtones et allochtones d'une part, les autochtones et les allogènes d'autre part,
- les contestations de la légitimité de certains chefs coutumiers,
- l'incivisme de la jeunesse notamment des élèves qui bravent l'autorité de l'Administration scolaire,



- les batailles pour le contrôle des réseaux de vente et de consommation de la drogue,
- le non-respect de l'autorité des Représentants de l'État dans certaines localités.

Le rapport des consultations nationales a mis en lumière le caractère récurrent des conflits fonciers, des luttes de pouvoir au niveau local pour le contrôle des nouveaux foyers de richesses (sites d'orpillage, plantations...).

b. Inondations

Au mois d'octobre 2019, de fortes pluies se sont abattues sur la Côte d'Ivoire, entraînant des inondations dans plusieurs villes du pays dont les plus impactées étaient Abidjan, Ayamé, Alépé et Grand-bassam.

Cette situation a eu pour conséquence six (6) pertes en vies humaines, dont cinq (5) à Abidjan et une (1) à Ayamé, et de nombreux dégâts matériels de même que la fermeture de plusieurs routes devenues impraticables. L'hôpital Général et le Groupe scolaire Ayamé 1, 2 et 3 ont subi d'importants dommages. A Grand-bassam, plusieurs habitations dans les quartiers Oddos, Phare, Petit Paris, France et Moossou ont été inondées.

Le CNDH a déployé une mission d'enquête sur le terrain dont les conclusions font état de ce que ces inondations sont la conséquence conjuguée d'un phénomène naturel et d'actions humaines (fermeture de l'embouchure), ayant causé plusieurs cas d'atteintes aux Droits de l'Homme, notamment les droits à la sécurité, à la vie, à la santé, à l'éducation, au logement, le droit à la libre circulation des biens et des personnes.

Le CNDH demeure engagé dans la sensibilisation des populations à évacuer les sites dangereux.



5. Carte Nationale d'Identité (CNI)

La Côte d'Ivoire, État partie à la DUDH et au PIDESC, s'est engagée à la promotion du droit à l'identité pour toute personne vivant sur son territoire.

Aux termes de l'article 3 de la loi n°2004-303 du 3 mai 2004 portant modification de la loi n°2002-03 du 3 janvier 2002 relative à l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire : « l'identité des nationaux s'établit par un document appelé Carte Nationale d'Identité (...) ».

Le CNDH note que de nombreuses CNI établies en 2009, dans le cadre du processus électoral de 2010, sont arrivées à expiration au



cours de l'année 2019. En réponse à cette situation, le Gouvernement a pris le décret 2019-590 du 3 juillet 2019 déterminant la période transitoire de validité des CNI, jusqu'au 30 juin 2020.

Le mercredi 11 décembre 2019, le Président de la République S.E.M Alassane Ouattara s'est fait enrôler pour l'établissement de sa nouvelle CNI. Cet enrôlement du Chef de l'État marque le lancement de l'opération de renouvellement des CNI qui arriveront à expiration en juin 2020 au terme du décret suscité.

L'opération d'identification qui se poursuivra en 2020, permettra à chaque personne résidant ou de passage en Côte d'Ivoire, de disposer d'un Numéro National d'Identification (NNI). La mise en œuvre du Registre National des Personnes Physiques (RNPP) aboutira à la modernisation des systèmes d'état civil, à une bonne maîtrise de la production des titres d'identité et de la gestion des flux migratoires.

La question relative au paiement d'un droit de timbre fixé à 5000 FCFA tel que prévu par la loi n°2019-566 du 26 juin 2019 instituant une carte nationale d'identité biométrique en Côte d'Ivoire, suscite des débats. Les tenants de la thèse de la gratuité s'opposent au paiement du droit de timbre, comme ce fut le cas pendant la période exceptionnelle de sortie de crise.

Le Gouvernement estime que le principe du paiement d'un droit de timbre a été affirmé déjà dans la loi n°62-64 du 20 février 1962 sur l'identité et réaffirmé par la loi n°2014-319 du 04 juin 2014 portant conditions d'établissement, d'obtention et de forme de la carte nationale d'identité.

La question de la CNI suscite beaucoup de passion du fait de l'approche des échéances électorales de 2020.

III. LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

L'analyse de l'état des droits économiques, sociaux et culturels se focalise sur les questions liées à l'éducation, au logement, à la santé, à la culture et à la protection sociale.

1. Droit à une éducation de qualité

L'article 10 de la Constitution ivoirienne du 08 Novembre 2016 énonce que (...) *L'État et les collectivités publiques assurent l'éducation des enfants. Ils créent les conditions favorables à cette éducation*.

La loi n°2015-635 du 17 septembre 2015 portant modification de la loi n°95-696 du 7 septembre 1995, instaure l'école gratuite obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans. L'article 10 de la Constitution du 08 Novembre 2016 donne un fondement à cette loi instaurant l'école gratuite obligatoire.

Cette loi contribue à accroître l'offre éducative et à améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif, conformément au point 4 des Objectifs du Développement Durable (ODD) qui assure à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Cette politique de l'État a permis d'atteindre un taux net de scolarisation de 91,3% en 2019 selon l'annuaire statistique 2018-2019 du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, et plus spécifiquement un taux de scolarisation de 43% pour la jeune fille dans le secondaire.

Le CNDH a noté que l'année scolaire et universitaire 2018-2019 a été perturbée par les grèves d'enseignants, d'élèves et d'étudiants.

En effet, les mois de janvier, février et mars 2019 ont été marqués par des grèves initiées par la Coordination des Enseignants du Second Degré de Côte d'Ivoire (CES-CI) et la Coalition des Syndicats du Secteur Éducation/Formation de Côte d'Ivoire (COSEFCI). Elles revendiquaient la revalorisation des indemnités de logement de l'ensemble du personnel éducatif, la suppression des cours du



mercredi au primaire, la revalorisation des primes liées aux examens, le paiement d'une somme de 500.000 F CFA aux enseignants contractuels recrutés depuis des années par l'État de Côte d'Ivoire. Une marche sur le siège de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) organisée par les élèves du Lycée Classique d'Abidjan pour interpeller les autorités ivoiriennes sur la non-reprise des cours dans plusieurs établissements de la Côte d'Ivoire, a eu lieu le 12 mars 2019.

Après un mois de suspension, la COSEFCI a initié une nouvelle grève dite interpellative du 14 au 17 mai 2019, renouvelée du 20 au 24 mai 2019 avec pour motif la non satisfaction de leurs revendications. Dans la même période, la Coordination Nationale des Enseignants-Chercheurs et des chercheurs de Côte d'Ivoire (CNEC), le Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Côte d'Ivoire (SYLEC) et le Collectif des Enseignants-Chercheurs (CODEC) ont initié une grève le 20 mai 2019 pour réclamer entre autres le paiement du reliquat des heures complémentaires 2015/2016 et 2016/2017, l'application effective du nouveau taux horaire et la revalorisation des salaires et de la prime de recherche.

Face à la récurrence des mouvements de grève dans le secteur éducation-formation, le CNDH a initié deux actions majeures :

- une consultation avec 100 étudiants de 30 associations universitaires dont l'objectif était d'avoir une année académique régulière et apaisée ;
- une enquête menée à l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody en vue de mieux appréhender les problèmes du système universitaire.

A l'issue de ces initiatives, un ensemble de difficultés ont été identifiées et des recommandations formulées :

Au plan académique :

- des difficultés de compréhension de mise en œuvre et l'absence de maquette pédagogique stable pour une bonne application du système Licence-Master-Doctorat (LMD) ;
- des difficultés d'apprentissage pour les étudiants orientés à l'université virtuelle, notamment l'accès aux enseignements, la disponibilité du matériel didactique, l'encadrement adéquat et les facilités d'évaluation des apprenants.

Au plan des infrastructures et équipements :

- un état général de dégradation des infrastructures universitaires ;
- la dégradation ou l'insuffisance de table-bancs, du système de climatisation, du matériel didactique dans plusieurs amphithéâtres ou salles de travaux dirigés (TD) ;



- des laboratoires de travaux pratiques (TP) non fonctionnels dans les départements de sciences et de biosciences.
- Au plan social :
- l'inadéquation entre la demande et l'offre de chambres, en raison du non-achèvement de la réhabilitation des cités universitaires ;
- l'irrégularité du paiement des bourses et le faible nombre de bénéficiaires par année ;
- le nombre limité d'offres de repas par les restaurants universitaires qui contraint les étudiants parfois à abandonner les cours pour s'assurer une place dans les rangs (6000 repas/jour pour une population universitaire estimée à environ 30.000 personnes/jour) ;
- l'insuffisance de lignes de bus universitaires à Abidjan et leur inexistence à l'intérieur du pays (Bouaké, Korhogo, Man et Daloa) ;
- le coût élevé, disparate et non-homologué des frais d'inscription dans les grandes écoles et universités ;
- l'existence de frais annexes élevés dans les lycées et collèges.

Par ailleurs, la question des frais annexes et complémentaires institués par les COGES², dans les établissements primaires et secondaires publics, constitue une préoccupation pour les parents d'élèves. Cette situation est de nature à limiter l'accès à l'éducation des enfants issus des familles défavorisées.

De même, la persistance du phénomène des grossesses en milieu scolaire préoccupe le CNDH. En effet, selon les données de la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS) du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, 4475 cas de grossesses ont été enregistrés au cours de l'année 2018-2019 contre 4137 cas en 2017-2018, soit une hausse de 338 cas (+8,17%).

Les grossesses en milieu scolaire constituent un obstacle à la réalisation du droit à l'éducation et au développement des jeunes filles. Ces données indiquent que les moyens de lutte utilisés jusqu'à présent, à savoir les campagnes de sensibilisation et l'éducation sexuelle, ont montré leurs limites.

Par ailleurs, selon le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, 1.141.942 élèves de l'enseignement primaire sont sans extrait de naissance. Les Directions Régionales de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique (DRENET) les plus touchées par ce phénomène sont celles de Daloa (127.712 dont 56.837 filles et 70.875

² Les COGES ont pour mission de contribuer à la promotion de l'établissement où il siège et de créer les conditions d'un meilleur fonctionnement.

garçons), Soubré (81.461 dont 36.994 filles et 44.467 garçons) et Man (74.105 dont 33.797 filles et 40.308 garçons).

La non déclaration de naissance de certains élèves constitue un frein à la mise en œuvre adéquate du droit à l'éducation au moment de la constitution des dossiers d'examens à grand tirage nécessitant un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif.

2. Droit à la santé



Le droit à la santé est garanti par l'article 9 alinéa 2 de la Constitution ivoirienne du 8 novembre 2016, qui dispose que : *"Toute personne a également droit à un accès aux services de santé"* et par le Pacte international relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC)³ en son article 12 qui énonce que : *"Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre"*. Pour faire corps avec ses engagements, l'État Ivoirien a mis en œuvre plusieurs initiatives dont le Programme National de Développement Sanitaire (PNDS 2016-2020).

Cependant, les enquêtes conduites par le CNDH depuis 2015 sur le droit à la santé révèlent une inadéquation entre l'offre et la demande en matière de soins de santé. En dépit de l'adoption du PNDS en vue d'aligner l'offre sur la demande, conformément à la Déclaration d'Abuja, le développement des infrastructures de santé n'a pas toujours suivi la dynamique démographique.

Le CNDH a réalisé, en mai 2019, une enquête sur la mise en œuvre du droit à la santé dans cinq (5) communes d'Abidjan : Abobo, Koumassi, Port-bouët, Treichville et Yopougon. Il ressort de cette enquête que les populations cibles sont confrontées à diverses situations ou déficits qui limitent leur accès au droit à la santé. Il s'agit entre autres :

- de l'indisponibilité des infrastructures, des personnels de santé, des équipements, des médicaments et produits sanguins ;
- du niveau moyen des plateaux médico-techniques ;
- du non-affichage systématique des coûts des actes médicaux et des protocoles de soins ;
- de l'insuffisance d'ambulances fonctionnelles ;
- de la faible capacité d'accueil ;
- de l'insalubrité.

De plus, la prise en charge des nouvelles pathologies n'est pas toujours élargie à l'ensemble des structures sanitaires sur l'ensemble du territoire. Par exemple, la prise en charge du cancer

³ La Côte d'Ivoire a adhéré au Pacte le 26 mars 1992.

n'est réalisée qu'au sein du seul Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Treichville.

L'on note également une insuffisance et une inégale répartition du personnel de santé, le défaut d'application uniforme des protocoles et l'absence de mécanismes de plaintes au sein de l'Administration et des structures sanitaires.

Le CNDH a observé que de nombreuses structures sanitaires du pays connaissent un état de dégradation comme en atteste la fermeture du CHU de Yopougon le 1^{er} novembre 2019 pour réhabilitation. Plusieurs mesures alternatives à la fermeture dudit centre ont certes été arrêtées par les autorités, cependant les moyens liés au déploiement du personnel et au renforcement du plateau technique des structures d'accueil (hôpital général de Yopougon ex PMI, FSU COM Yopougon ananeraie) n'ont pas suivi. Cette situation entrave la mise en œuvre du droit à la santé de ces populations.

La loi n°2014-131 du 24 mars 2014 a institué la Couverture Maladie Universelle (CMU), comme système obligatoire de couverture du risque maladie pour toute personne résidant en Côte d'Ivoire. Ce programme, après plusieurs reports, est rentré dans sa phase active depuis le 1^{er} octobre 2019. Si les Formations à base Communautaire (FSU COM) sont parties prenantes à ce programme, elles dénoncent le non-paiement par l'État des arriérés de redevances. En effet, le manque à gagner induit par l'harmonisation des tarifs des actes médicaux, le non-paiement régulier des salaires des agents, le défaut d'entretien, voire de renouvellement des plateaux techniques et des infrastructures pourraient occasionner des entraves à la mise en œuvre du droit à la santé des populations. Aussi, l'arrimage des autres assurances à la CMU pourrait fragiliser le système de couverture maladie.

3. Droit au logement

L'article 11 du PIDESC énonce que : « Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisant, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit (...) » ». Pour l'application de cette disposition, l'État de Côte d'Ivoire s'est engagé depuis 2012 à construire 150 000 logements sociaux. Cet engagement a trouvé son ancrage dans la Constitution de 2016 en son article 38 qui dispose que : « l'État favorise l'accès des citoyens au logement (...) » ».

Faisant le bilan de cette opération, le Ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme a annoncé en 2018



que : «12 785 logements ont été construits sur la période 2012-2017 dont 4003 ont été livrés en 2017»⁴ .

Face à la rareté des logements, les propriétaires et les intermédiaires exerçant dans le secteur de l'immobilier font de la surenchère en imposant des coûts inaccessibles dans des conditions contraires à la législation en vigueur ⁵.

Nonobstant les dispositions de la loi n°2018-575 du 13 juin 2018 relative au bail à usage d'habitation qui fixent le cautionnement à deux mois et deux mois de loyer d'avance, force est de constater que les propriétaires outrepassent ces mesures en imposant des montants exorbitants aux futurs locataires.

4. Droit culturel

La question des droits culturels se pose en termes de diversité et d'identité culturelle. Pour ses promoteurs qui cherchent à faire reconnaître cette notion comme « droit fondamental », ils visent à garantir à chacun la liberté de vivre son identité culturelle, comprise comme « l'ensemble des références culturelles par lesquelles une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité » (Déclaration de Fribourg, en Suisse, sur les droits culturels, 2007).

La Côte d'Ivoire a ratifié le PIDESC et consacré ce droit dans l'article 24 de la Constitution de 2016 et s'est engagée à en faire la promotion.

L'échiquier artistique ivoirien a été secoué par de nombreux remous suite à un conflit entre le Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur (BURIDA) et certains sociétaires (artistes). Pour résoudre ce litige, l'État Ivoirien par l'entremise du Ministère de la Culture et de la Francophonie a commandité un audit de la maison des artistes. Ce contrôle a révélé de nombreuses faiblesses dans la gouvernance du BURIDA. Ainsi donc, le Ministère de la Culture et de la Francophonie en accord avec le Gouvernement a pris les mesures conservatoires de suspension du Président du Conseil d'Administration (PCA) et de la Directrice Générale (DG). Cette crise s'est achevée par l'élection d'une nouvelle équipe dirigeante.

Dans le cadre de ses missions, le CNDH a fait le constat de ce que plusieurs villes touristiques et culturelles sont en voie de dégradation ou de disparition. Cette situation est due à des phénomènes naturels (pluies diluviennes, érosions marines) ou à l'action de l'homme (urbanisation non maîtrisée). Rappelons que la ville de Grand-bassam classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis le 29 juin 2012, est en proie à la dégradation de plusieurs bâtiments historiques et d'arbres centenaires. La ville de Grand-bassam ayant enregistré de

⁴ [://news.abidjan.net/h/641311.html](http://news.abidjan.net/h/641311.html) (Article consulté le)

⁵ Loi n°2018-575 du 13 juin 2018 relative au bail à usage d'habitation

nombreux dégâts suite aux pluies diluviennes s'est vu contraint de reporter la traditionnelle fête culturelle de l'Abissa.

Face à l'érosion côtière, le village de Lahou-Kpanda est menacé de disparition, avec la perte de plusieurs symboles culturels dont le village des pêcheurs et le cimetière. Cette situation a entraîné le déplacement des populations.

5. Droit à la sécurité sociale

L'Article 9 du PIDESC énonce que : *“ Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales. ”*

Une politique de sécurité sociale et sa mise en œuvre garantissent le respect d'un certain nombre de droits pour les personnes. En matière de sécurité sociale, la stratégie nationale de protection sociale adoptée en mai 2014, prévoit un système plus complet et plus efficace de protection sociale tout en priorisant des mesures et programmes qui réduisent la vulnérabilité des couches les plus pauvres et à plus haut risque.

En Côte d'Ivoire, la majorité des travailleurs des secteurs public et privé bénéficient de mesures sociales. Cela n'est pas le cas pour les chômeurs et les sans-emplois.

Dans la mise en œuvre de sa politique de protection sociale, l'État ivoirien a mis en place cinq (5) structures principales de sécurité sociale, à savoir l'Institution de Protection Sociale-Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (IPS-CNPS)⁶, l'Institution de Protection Sociale-Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État (IPS-CGRAE)⁷, la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'État de Côte d'Ivoire (MUGEFCI)⁸, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM)⁹, et l'Agence d'Étude et de Promotion de l'Emploi (AGEPE)¹⁰.

A l'analyse, ces structures sont orientées vers des groupes spécifiques (fonctionnaires, agents de l'État et leurs ayants droit, travailleurs déclarés à la CNPS et leurs ayants droit, exception faite des cibles de l'AGEPE). Ces prestations ne prennent pas en compte une bonne partie de la population. Il s'agit notamment des chômeurs et des jeunes diplômés sans emploi, ainsi que les travailleurs du secteur formel ou informel non déclarés à la CNPS.



6 Créée le 15 Décembre 1955 sous le nom de Caisse de Compensation de Prestations Familiales, puis le 20 Décembre 1968 sous son nom actuel par le décret 2000-487 du 12 juillet 2000.

7 Créée par décret n°2012-367 du 18 avril 2012

8 Décret n°73-176 du 27 Avril 1973, portant création de la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'État.

9 Décret n°2014-395 du 25 Juin 2014, elle a pour prestations les soins inhérents à la maladie ou à l'accident, à la maternité et à la réhabilitation physique et fonctionnelle. Elle prend en charge les populations résidant en Côte d'Ivoire, qu'elles soient ivoiriennes ou non à la suite d'un enrôlement.

10 Créée par le décret n°93-221 du 3 février 1993.

L'opérationnalisation de la CMU au bénéfice de l'ensemble des populations vivant en Côte d'Ivoire, pourrait davantage renforcer le dispositif de protection sociale et œuvrer à l'atteinte de l'objectif 3 des ODD en lien avec un meilleur état de santé pour toutes les couches sociales.

Enfin, l'État a adopté le Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) 2018-2020 qui *"(...) vise, plus spécifiquement, à fournir aux populations des services de santé efficaces, à faciliter l'accès et le maintien des enfants à l'école, à favoriser l'accès à un coût abordable des populations aux services essentiels tels que le logement, l'énergie, l'eau potable et le transport, et à améliorer l'employabilité ainsi que l'accès à un emploi décent et stable pour les jeunes et les femmes"*.

La mise en œuvre du Ps-gouv a permis de doter les populations cibles des services sociaux de base de qualité.

III. DROITS CATEGORIELS

L'analyse des droits catégoriels porte sur la représentativité des femmes dans les instances de décisions, les mutilations génitales féminines, la santé sexuelle et reproductive, le travail des enfants et la traite des êtres humains

1. Représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions

En application de l'article 36 de la Constitution ivoirienne¹¹, le Parlement a adopté la loi n° 2019-870 du 14 octobre 2019 favorisant la représentation de la Femme dans les Assemblées élues. L'article 3, alinéa 1, de cette loi prévoit que *"Pour les scrutins uninominaux ou de liste, un minimum de 30% de femmes sur le nombre total des candidats présentés au cours de la consultation électorale est exigé"*. Elle instaure ainsi, un quota de 30% de femmes sur les listes à l'occasion des élections législatives, sénatoriales, régionales et municipales, faisant obligation à toute liste de candidatures de respecter la représentativité des femmes.

Mieux, l'article 4 de la loi précitée, comporte des dispositions incitatives pour le renforcement de la participation des femmes aux affaires publiques. Ainsi, « Tout parti politique ou groupement politique dont les listes aux élections atteignent au moins 50% de femmes candidates (...) bénéficie d'un financement public supplémentaire. ».

Selon une étude réalisée par la Banque Mondiale en 2018, concernant l'équité de genre, la Côte d'Ivoire occupe les rangs suivants : 136^{ième} sur 144 pays selon le Word Economic Forum, 43^{ième} sur 52 pays africains selon la BAD et 171^{ième} sur 188 pour les Nations Unies¹². En matière de représentation dans les institutions nationales, le CNDH note que l'Assemblée Nationale compte 11% de femmes, 0,31% dans



11 « L'État œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par la loi. »

12 Cf étude Banque Mondiale 2018 « Inégalité hommes/femme en Côte d'Ivoire, un écart faramineux »

les Conseils Régionaux avec une seule femme Présidente de Conseil régional du Cavally et 7% de femmes qui siègent dans les conseils municipaux.

En ce qui concerne les nominations à des hauts postes de responsabilité, le dernier remaniement du Gouvernement en date du mercredi 4 septembre 2019, porte à huit (8) le nombre de femmes nommées sur les quarante-huit (48), soit 16,67% dont une Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation des Femmes.

Le CNDH note que le taux de représentativité des femmes dans les instances de décisions reste faible. Le CNDH suivra avec intérêt la mise en application de la loi favorisant la représentativité des femmes dans les Assemblées élues.

2. Violences faites aux femmes et aux filles



L'engagement de la Côte d'Ivoire à lutter contre les pratiques culturelles néfastes ne souffre d'aucune interprétation équivoque, eu égard aux textes internationaux ratifiés par celle-ci. Elle a ratifié plusieurs instruments internationaux notamment la Convention sur les Droits de l'enfant (CDE), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, la Charte africaine sur les Droits de l'Homme et des peuples et le Protocole additionnel sur les droits des femmes (protocole de Maputo).

Ces textes sont renforcés par un dispositif juridique national qui réprime les MGF à travers l'article 5 de la Constitution du 8 novembre 2016 qui dispose : « (...) *les mutilations génitales féminines, ainsi que toutes les autres formes d'aviissement de l'être humain sont interdites* » et la loi n°98-757 du 23 octobre 1998 portant répression de certaines formes de violences à l'égard des Femmes qui énonce que : *toute atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme, ablation totale ou partielle, excision, désensibilisation ou tout autre pratique* ».

Selon le Ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant, le taux de prévalence des MGF, en Côte d'Ivoire, est compris entre 36 et 38%¹³. Dans les zones Ouest, Nord-Ouest et Nord, elles touchent plus de 70% des 15-49 ans. Mais ce taux décline dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est.

Ces dernières années, la Côte d'Ivoire a connu un progrès significatif en matière de lutte contre les MGF. En effet, selon l'Institut National de la Statistique (INS), le taux national de femmes et de filles ayant subies une mutilation génitale, est passée de 45% en 1998, à 38% en

¹³ Rapport CEDEF 2018

2012, pour atteindre 36,7% en 2016 avec 10,9% ayant un âge compris entre 0 et 14 ans.

En outre, la question des pratiques néfastes et des stéréotypes sexistes a été posée à l'État de Côte d'Ivoire lors de son examen par le Comité CEDEF, le 5 juillet 2019 au Palais des Nations Unies à Genève. Le Comité a recommandé que les plans d'actions et stratégies élaborés par la Côte d'Ivoire soient renforcés.

3. Santé sexuelle et reproductive

La Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) est un état de bien-être total sur le plan physique, mental et social relativement à tous les aspects du système reproductif.

Dans cet état, les personnes sont en mesure de profiter d'une vie sexuelle satisfaisante, sûre et ont la capacité de se reproduire ainsi que de décider si elles désirent le faire, quand et comment.

Le CNDH note que la Côte d'Ivoire est confrontée à des problèmes et défis en matière de SSR.

La SSR a connu un taux de prévalence contraceptive qui est passé de 14% en 2012 à 19% en 2018.

Bien que la Côte d'Ivoire ait adopté un Plan d'Actions National Budgétisé Planification Familiale (PANB/PF 2016-2020), il convient cependant de noter que le cadre réglementaire demeure insuffisant conformément aux engagements pris, notamment l'absence d'une loi en matière de SSR.

Le CNDH a organisé, en collaboration avec l'ONG Engender Health, un atelier d'information sur les engagements de l'État de Côte d'Ivoire en matière de SSR. Cet atelier visait à contribuer au renforcement des capacités des populations en matière de santé, et plus particulièrement les droits à la SSR.

L'atelier a fait des recommandations à l'État de Côte d'Ivoire.



Droits des femmes et santé sexuelle et reproductive

4. Travail des enfants et traite des êtres humains

Le travail des enfants et ses pires formes, telles qu'elles sont définies par les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), nuisent à la santé des enfants, compromettent leur éducation et conduisent à d'autres formes d'exploitation et de maltraitance. L'article 32 de la CDE, que la Côte d'Ivoire a ratifié le 04 février 1991, reconnaît « le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ».



La Constitution ivoirienne en son article 16 dispose que : « Le travail des enfants est interdit et puni par la loi. Il est interdit d'employer l'enfant dans une activité qui le met en danger ou qui affecte sa santé, sa croissance ainsi que son équilibre physique et mental ».

Ainsi, le gouvernement a mis en place, par décret n°2011-366 du 03 novembre 2011 le Comité National de Surveillance des Actions de Lutte contre la Traite l'Exploitation et le Travail des Enfants dont la mission de suivre et d'évaluer les actions du Gouvernement et des acteurs non gouvernementaux en matière de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants.

Acteur institutionnel clés du dispositif national de lutte contre les pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire, le CNDH relève que le Comité de Surveillance a mené plusieurs actions en cette année au nombre desquels l'adoption du Plan d'action National de lutte contre le travail des enfants, présenté le 26 juin 2019, la construction d'un centre d'accueil pour les enfants victimes de la traite et de l'exploitation à Bouaké, le renforcement de la capacité d'intervention de la police en charge de lutter contre le phénomène en la dotant de deux (02) véhicules de type 4x4, de matériels informatiques et de bureau à la sous-direction de la Police criminelle chargée de la lutte contre la Traite d'enfants et la délinquance juvénile.

Toutefois, lors de ses missions d'enquête dans les localités de Bondoukou, Dimbokro et Hiré, le CNDH a noté la présence d'enfants sur des sites d'orpaillage clandestin. Le Conseil a ainsi dénombré la présence d'environ 200 enfants sur le site d'orpaillage clandestin de Booré-Etienkro dans le Département de Dimbokro.

Le CNDH observe que malgré l'existence d'un ensemble de textes relatifs aux droits de l'enfant, et plus spécifiquement la loi n°2016-1111 du 8 décembre 2016 relative à la lutte contre la traite, le phénomène persiste de façon inquiétante notamment dans les zones d'orpaillage clandestin.

La présence des enfants dans ces zones fait appel à d'autres types de violations et d'atteintes aux droits fondamentaux des enfants.

Des réseaux de trafic d'êtres humains de dimension transnationale, employant des adolescentes, sont présents sur certains sites, exposant ainsi ces enfants à la consommation de stupéfiants, à des violences physiques et psychologiques et surtout, à l'exploitation sexuelle. A ceci, s'ajoute le non-respect par les parents et les communautés de la loi n°2015-635 portant sur l'enseignement obligatoire de 6 à 16 ans. En conséquence, un fort taux de décrochage scolaire est observé dans les zones d'exploitation minière, car les enfants désertent les écoles pour se retrouver sur des sites d'orpaillage clandestin dans l'objectif de gagner de l'argent et trouver à manger pour eux et leurs familles.

5. Les personnes en situation de handicap

En ratifiant la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées (CPDH) le 10 janvier 2014, la Côte d'Ivoire s'est engagée à mettre en œuvre un ensemble de mesures prenant en compte les droits des personnes en situation de handicap, par la promotion de leurs droits et la lutte contre la discrimination à leur égard.

Pour ce faire, le Gouvernement a procédé en 2018 au recrutement de dérogatoires de 158 personnes en situation de handicap. Une opération inscrite au nombre des actions à mettre en œuvre dans le cadre du Ps-gouv 2019-2020. Ainsi, deux cent (200) personnes ont été recrutées au titre de l'année 2019, ce qui porte à 1295 le nombre de personnes en situation de handicap recrutées de façon dérogatoire à la Fonction Publique depuis le début de cette opération en 1997.

En outre, évoquant la question de l'accès à l'éducation pour les enfants handicapés moteurs, sensoriels et intellectuels, le CNDH note :

- 378 enfants handicapés sensoriels intégrés dans les écoles dont 46 au secondaire ;
- 78 autres inscrits dans les centres de préparation ;
- 157 instituteurs formés et animant les classes inclusives ;
- 107 encadreurs (DREN, IEPP, CPP) ;
- 91 travailleurs sociaux aux capacités renforcées ;
- 13 localités touchées ;
- 13 comités locaux de promotion et de suivi installés et fonctionnels ;
- 27 écoles primaires ordinaires touchées ¹⁴.

L'insuffisance d'infrastructures éducatives publiques pouvant recevoir les enfants handicapés moteurs, sensoriels et intellectuels ainsi que le manque de personnels qualifiés, constitue une entrave à la mise en œuvre du droit à l'éducation de cette catégorie d'enfants.

Quant aux enfants en situation de handicap intellectuel, ils ne bénéficient d'aucune institution spécialisée publique. Les enfants en situation de handicap moteur s'intègrent plus ou moins dans des écoles ordinaires où la question de l'accessibilité n'est pas le plus souvent prise en compte.



¹⁴Cf Rapport de pilotage du projet « École inclusive en faveur des enfants sourds et malentendants et les enfants non-voyants et malvoyants » conduit conjointement par Les Ministères de l'Éducation de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et de la Protection Sociale, de la Femme, de la Famille et de l'Enfant en partenariat avec l'ONG Société Sans Barrières et ses partenaires.

CNDH
KOLEGOU/STIM

Rassemblement à 7h30 sur l'esplanade de la SITARRAIL

JUSTICE POUR ROXANE OCEANE

DIMBOKRO 12 OCTOBRE

TOUCHE PAS A MON ENFANT

APFCI

CNDH



IV. LES SAISINES ET AUTOSAISINES

1. Les modes de saisines et méthode de traitement des requêtes

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, le CNDH a été saisi de **1068 requêtes sur les violations des Droits de l'Homme** émanant de particuliers, de groupements et syndicats, d'organisations de la société civile ainsi que d'entités étatiques. Ces requêtes ont trait à des violations de Droits de l'Homme alléguées ou constatées.

Les personnes physiques ou morales de droit public ou privé susvisées, peuvent saisir le Conseil à travers les cinq (05) modes de saisine suivants :

- la saisine directe;
- la saisine via le numéro vert (800 00 888);
- la saisine par le truchement des réseaux sociaux;
- la saisine par la voie électronique, à travers l'e-mail de l'Institution;
- l'autosaisine.

a. Saisines directes

Les saisines directes sont les requêtes que les populations adressent au CNDH par voie de courrier ou au cours des auditions sur place. Au cours de l'année 2019, le département Requêtes a enregistré **310 requêtes directes soit 29,03%** des requêtes de l'année.

b. Saisines via le numéro vert (800 00 888)

Les saisines via le numéro vert sont enregistrées à partir du traitement des appels reçus. Ces appels portent sur les préoccupations des populations en lien avec les Droits de l'Homme, en l'occurrence des demandes de conseils et de référencement ainsi que des dénonciations de violations ou d'atteintes aux Droits de l'Homme.



En 2019, le CNDH a enregistré via le numéro vert, **668 appels soit 62,55%** des requêtes de l'année.

Il importe de préciser qu'en ce qui concerne ce mode de saisine, suite aux échanges téléphoniques, deux situations peuvent se présenter selon la nature de la préoccupation exposée. En effet, il peut s'agir d'une question qui requiert une réponse instantanée qui vise à orienter le demandeur vers les services publics ou privés qui sont habilités à donner une suite à sa réclamation. Toutefois, si le demandeur démontre qu'il s'est heurté à un refus ou un silence desdits services, il invité à se présenter au sein du siège du Conseil. Il est reçu à la salle d'écoute, un dossier constitué de sa requête est ouvert, avec les pièces justificatives de la violation alléguée du droit. Ce dossier suit le même processus de traitement réservé aux autres modes de saisine, à savoir l'élaboration de la note technique soumise à l'appréciation souveraine de Madame la Présidente qui, selon la spécificité de la cause, l'attribue à un Conseiller pour diligence à effectuer.

c. Saisines via les réseaux sociaux

Les saisines via les réseaux sociaux sont les requêtes du public, qui sont adressées à travers les plateformes d'interaction sociale telles que Facebook, Twitter etc. De ces comptes de réseaux sociaux, le département a enregistré **13 requêtes soit 1,22%** des requêtes de l'année.

d. Saisines par e-mail

Quant aux saisines par e-mail, le département Requêtes a enregistré via les adresses requetecndhci@gmail.com et c.centralecndhci@gmail.com du CNDH, **51 saisines soit 4,78%** des requêtes de l'année.

e. Autosaisines du CNDH

L'autosaisine consiste pour le Conseil, conformément à l'article 6 du Manuel de traitement des requêtes, à se saisir d'office de cas de violation des Droits de l'Homme à l'initiative du Secrétaire Exécutif. Au cours de l'année 2019, le département Requêtes a enregistré 26 cas d'autosaisines soit 2,43% des requêtes de l'année.

Les tableaux et graphiques ci-dessous décrivent en détail la distribution statistique des requêtes enregistrées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, ainsi que leur traitement par les services du CNDH.



2. Distribution statistique des requêtes enregistrées en 2019

a. Répartition des requêtes enregistrées en 2019

Le traitement des requêtes consiste à les instruire voire réaliser toutes les diligences nécessaires, en vue de donner une suite aux requérants. Cette activité prend en compte également les requêtes dont la direction des Requêtes et Investigations assure le suivi, notamment à l'issue de leur examen par l'Assemblée Générale. Au cours de l'année 2019, 887 saisines ont été ainsi entièrement traitées soit 95,14% et 92 dossiers soit 4,86% sont restés en cours de traitement.

La répartition des requêtes enregistrées en 2019 en fonction du mode de saisine est décrite par le tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : Répartition des requêtes enregistrées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

Modes de saisine	Nombre de saisines	Pourcentages
Saisines directes	310	29,03%
Autosaisines de l'institution	26	2,43%
Saisines via les réseaux sociaux	13	1,22%
Saisines par appel sur le numéro vert ou fixe	668	62,55%
Saisines par email	51	4,78%
Total	1068	100,00%

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Le tableau 1 montre que les saisines par appel sur le numéro vert représentent 668 saisines soit 62,55% de l'ensemble des cas enregistrés au cours de l'année. En ce qui concerne les autres moyens de saisir le CNDH, l'on a noté des saisines directes 310 cas soit 29,03% du total des dossiers enregistrés, des cas d'autosaisines soit 26 cas représentant 2,43% des requêtes. Les saisines par e-mail et via les réseaux sociaux représentent respectivement 4,78% et 1,22% du total.

Il est apparu que la mise en place du numéro vert (800 00 888) a permis de renforcer l'accessibilité du CNDH. En effet, certaines populations préfèrent saisir le CNDH par ce moyen vu la gratuité et les contraintes liées aux déplacements vers le siège de l'Institution à Abidjan. Mais il est nécessaire d'encourager le recours aux autres modes de saisine qui restent peu usités.

En observant la distribution mensuelle des saisines sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, il ressort d'après le graphique 1 ci-après :

- une hausse intervenue en août 2019, avec 127 saisines enregistrées ;
- une moyenne de 89 requêtes par mois ;
- une redynamisation des activités de traitement des requêtes à travers la création de la Direction des Requêtes et Investigations.

Graphique 1 : Distribution mensuelle des requêtes enregistrées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019



Source : département Requêtes, CNDH, 2019

En 2019, la progression entamée dès le mois de janvier (96 saisines) s'est estompée jusqu'en mars, avant d'atteindre le pic de 127 saisines en août. La réactivation des commissions régionales à partir de septembre 2019 est à l'origine de l'augmentation des statistiques, à savoir 125 requêtes en décembre.

b. État du traitement des requêtes enregistrées en 2019

Comme le montre le tableau 2 ci-après, sur les 1068 requêtes enregistrées en 2019, 887 ont été traitées. Ce chiffre représente 83,05 % du total des saisines enregistrées au cours de l'année. Sur ce sous-ensemble des dossiers traités, 824 soit 92,90 % ont été clôturés. Il est resté en cours de traitement 181 cas soit 16,95 % des saisines enregistrées auprès des Conseillers, des Commissaires régionaux et de la Direction des Requêtes et Investigations.

Table 2: État de traitement des requêtes enregistrées 2019

Modalités	Dossiers en- registrés	Dossiers traités	Dossiers clôturés	Dossiers en cours
Nombre de saisines	1068	887	824	181
Pourcen- tages (%)	100,00%	83,05%	92,90%	16,95%

Source : département Requêtes, CNDH 2019

Selon le tableau 2 ci-dessus, les 181 dossiers restés en cours de traitement concernent ceux dont les diligences se poursuivent et ceux pour lesquels l'implication d'autres services publics a été sollicitée. Le suivi régulier de ces diligences est nécessaire pour connaître la suite à réserver aux requêtes restantes.

c. Catégorisation des requêtes enregistrées en 2019

Les saisines reçues au cours de l'année 2019 sont classées en trois (03) grandes catégories au regard des principaux instruments de protection des Droits de l'Homme. Ce sont : les droits civils et politiques (521 saisines soit 48,78%), les droits économiques, sociaux et culturels (536 cas soit 50,19%), et les droits de solidarité (11 cas soit 1,03%). Les tableaux qui suivent, représentent la répartition des requêtes des cas de violations supposées et des cas de violations constatées en fonction des catégories des Droits de l'Homme.

Tableau 3 : Répartition des requêtes enregistrées en 2019 par catégorie de Droits de l'Homme supposés violés

Catégories de Droits de l'Homme supposés violés	Nombre de saisines	Propor- tions par catégorie (%)	Percentage by Category (%)
Droits civils et politiques	521	48,78%	
Droits économiques, sociaux et culturels	536	50,19%	
Droits de solidarité (Droit à un environne- ment sain et paisible)	11	1,03%	
Total	1068	100,00%	

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Le tableau 3 ci-dessus montre que plus de la moitié des requêtes enregistrées concernent en premier lieu les droits économiques, sociaux et culturels (50,19% de l'ensemble des saisines) et deux^{ième}ment, les droits civils et politiques (48,78%).

d. Traitement des saisines concernant les droits civils et politiques

521 saisines enregistrées au cours de l'année 2019, selon leur objet, se rapportent aux droits civils et politiques. D'après le tableau 4a ci-après, les requêtes portent majoritairement sur les droits à la justice/à un procès équitable/à l'exécution des décisions de justice (162 cas soit 31,09 % du sous-total), à l'accès aux informations et aux documents d'intérêt public, en l'occurrence sur les procédures judiciaires ou administratives (143 cas soit 27,45 % du sous-total), et à la protection des personnes, notamment les femmes et les filles contre toutes formes d'atteintes à leur intégrité physiques (96 cas soit 18,43 % du sous-total).

Tableau 4a : Répartition des requêtes se rapportant aux droits civils et politiques

Types de droits supposés violés	Nombre de saisines	Pourcentages (%)
Droit à la justice/à un procès équitable/à l'exécution des décisions de justice	162	31,09
Droit à l'information (publique)	143	27,45
Droit à l'intégrité physique	96	18,43
Droit à la sûreté de la personne	42	8,06
Droit à la vie	23	4,41
Droit à la liberté de circulation des personnes et des biens	17	3,26
Droit à la sécurité	15	2,88
Droit à l'identité ou à la nationalité	8	1,55
Droit à la liberté de consentir au mariage	7	1,35
Droit de participer à la gestion des affaires publiques	3	0,57
Droit à la liberté d'opinion	2	0,38
Droit à la liberté de réunion/d'association/de manifestation pacifique	2	0,38
Droit à la liberté de religion	1	0,19
Total sur la base - catégorie	521	100,00%
Proportion sur la base générale	48,78%	100,00%

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Selon le tableau 4a ci-dessus, la situation carcérale des personnes détenues ainsi que les besoins d'informations sur les procédures et

les recours judiciaires apparaissent dans 162 saisines portant sur les droits civils et politiques (31,09% du sous-total). Quant aux questions liées à l'exercice du droit à l'information, la plupart des requêtes concernent les préoccupations des populations en rapport avec leur réalité quotidienne.

Dans le cadre du traitement de ces requêtes, comme le montre le tableau 4b ci-après, le CNDH a constaté que 76 cas (14,59%) sur les 521 dossiers enregistrés au titre des droits civils et politiques ont présenté des violations de Droits de l'Homme. Ces cas de violations représentent 47,50% de l'ensemble des 160 cas de violations dont le CNDH a été saisi au cours de l'année 2019.

Tableau 4b : Répartition des cas de violations se rapportant aux droits civils et politiques

Types de droits violés	Nombre de saisines	Pourcentages (%)
Droit à la justice/à un procès équitable/à l'exécution des décisions de justice	42	55,26
Droit à l'intégrité physique	11	14,47
Droit à la vie	10	13,16
Droit à la sécurité	4	5,26
Droit à la sûreté de la personne	3	3,95
Droit à la liberté de circulation des personnes et des biens	3	3,95
Droit à l'information (publique)	2	2,63
Droit à la liberté de réunion/d'association/de manifestation pacifique	1	1,32
Total sur la base - catégorie	76	100,00%
Proportion sur la base générale	47,50%	

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

En effet, il ressort que les violations enregistrées au niveau des droits civils et politiques concernent prioritairement les droits à la justice/à un procès équitable/à l'exécution des décisions de justice (42 cas soit 55,26 % du sous-total des cas constatés), à l'intégrité physique des personnes, notamment des victimes de violences conjugales et de viol (11 cas soit 14,47 % du sous-total des cas constatés), et à la vie (10 cas soit 13,16%).

e. Traitement des saisines portant sur les droits économiques, sociaux et culturels

Concernant les droits économiques, sociaux et culturels, comme on le voit avec le tableau 5a ci-après, 536 requêtes soit 50,19% de l'ensemble des saisines enregistrées, portent sur le droit au travail notamment le non-respect des lois sociales par les entreprises et les conditions de travail (152 cas soit 28,36% du sous-total), le droit à la réparation des préjudices subis notamment en rapport avec les crises ivoiriennes, les sinistres, etc. (78 cas soit 14,55% du sous-total) et le droit à la propriété dans le cadre des litiges fonciers notamment (67 cas soit 12,50% du sous-total).

Tableau 5a : Répartition des requêtes se rapportant aux droits économiques, sociaux et culturels

Types de droits supposés violés	Nombre de saisines	Pourcentages (%)
Droit au travail	152	28,36
Droit à la réparation	78	14,55
Droit à la propriété	67	12,50
Droit à l'éducation	63	11,75
Droit à la protection sociale	55	10,26
Droit à la santé	39	7,28
Droit au logement	34	6,35
Droit à la succession	26	4,85
Droit à l'eau potable et à un niveau de vie suffisant	22	4,10
Total sur la base - catégorie	536	100,00
Proportion sur la base générale	50,19%	

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Selon le tableau 5a ci-dessus, les plaintes concernant le non-respect de la loi par certains employeurs ressortent dans 362 cas soit 37,28% des saisines portant sur les droits économiques, sociaux et politiques. Ensuite, viennent les saisines relatives au droit à la réparation qui représentent 158 cas soit 16,27%, au droit à la propriété pour 113 cas soit 11,64%, et au droit à la protection des enfants contre les maltraitances avec 100 cas soit 10,30%.

Dans le cadre du traitement de ces requêtes, comme le montre le tableau 5b ci-après, le CNDH noté que 421 cas soit 43,36 % des 971 allégations de violations se rapportant aux droits économiques, sociaux et culturels, ont présenté des violations avérées de Droits de l'Homme.

Tableau 5b : Répartition des cas de violations se rapportant aux droits économiques, sociaux et culturels

Types de droits violés	Nombre de saisines	Pourcent-ages (%)
Droit au travail	21	25,30
Droit à la propriété	16	19,28
Droit à la réparation	13	15,66
Droit à la santé	12	14,46
Droit à la protection sociale	8	9,64
Droit à l'éducation	7	8,43
Droit au logement	4	4,82
Droit à l'eau potable et à un niveau de vie suffisant	2	2,41
Total	83	100,00
Proportion sur la base générale	51,88%	

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Il ressort du tableau 5b ci-dessus que les violations enregistrées au titre des droits économiques, sociaux et culturels concernent prioritairement les droits au travail (21 cas soit 25,30% du sous-total des cas constatés), à la propriété (16 cas soit 19,28 % du sous-total des cas constatés), à la réparation (13 cas soit 15,66 % du sous-total des cas constatés), et à la santé (12 cas soit 14,46 % du sous-total des cas constatés).

f. Traitement des saisines en lien avec les droits de solidarité

Au titre des droits de solidarité, les saisines ont porté essentiellement sur les questions liées au droit à un environnement sain et paisible, notamment des allégations portant sur des litiges de voisinage, l'installation anarchique de dépôts d'ordures ou d'espaces de loisirs non insonorisés. Et lorsque les requérants se sont adressés aux services tels que les mairies, la Police ou l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED), leurs préoccupations ont été résolues (11 requêtes soit 1,03% des 1068 saisines enregistrées).

Un (01) cas de violation a été constaté au titre du droit à un environnement sain et paisible, impliquant un agent des Greffes à Boundiali, depuis 2018.

En somme, le droit à un environnement sain et paisible mérite d'être pris en compte dans le cadre des activités de sensibilisation, car sa violation risque d'avoir des incidences graves sur d'autres droits fondamentaux (à la vie, la santé, à la sûreté de la personne, à l'intégrité physique, etc.). Aussi, toutes les composantes des Droits

de l'Homme sont-elles interdépendantes et appellent collectivement l'attention des Autorités et la mobilisation des communautés.

3. Traitement des requêtes enregistrées de 2012 à 2019

Cette partie du rapport présente la progression des saisines depuis 2012 et le traitement des requêtes au cours de l'année 2019, par les services du CNDH. Les requêtes traitées en 2019 comprennent également celles qui avaient été enregistrées au cours des années antérieures et dont le traitement s'est poursuivi.

a. Description of the variation of Referrals registered from 2012 to 2019

Le tableau 6 ci-après décrit la progression des saisines enregistrées de 2012 à 2019.

Tableau 6 : Répartition des requêtes enregistrées de 2012 à 2019 par voie de saisine

Modes de saisine	Années								
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Saisines directes	20	57	78	76	227	358	326	310	1452
Autosaisines	-	-	-	-	-	-	41	26	67
Saisines via les réseaux sociaux	-	-	-	-	-	-	4	13	17
Saisines par Numéro vert	-	-	-	-	61	1222	1486	668	3437
Saisines par email	-	-	-	-	22	41	36	51	150
Total	20	57	78	76	310	1621	1893	1068	5123

Source : département Requêtes, CNDH, 2019

Il ressort de ce tableau que le CNDH enregistre une baisse des saisines en 2019, par rapport au nombre de 1893 requêtes atteint en 2018, soit un taux de variation de -43,58%¹⁵

Quant au traitement global des saisines enregistrées par ses services, comme le montre le tableau 7 ci-après, il est à noter que le CNDH a enregistré, en cumulant les données depuis 2012, 5123 requêtes au 31 décembre 2019.

¹⁵ Le taux de variation $X = (N1 - N0) * 100 / N0$; avec $N0$ le nombre de requêtes enregistrées au cours de l'année de référence, et $N1$ le nombre de requêtes enregistrées au cours de l'année suivante.

Tableau 7 : Traitement global des requêtes enregistrées de 2012 à 2019

Modalités	Dossiers enregistrés	Dossiers traités	Dossiers clôturés	Dossiers en cours
Effectifs	5123	4936	4562	187
Pourcentages	100,00%	96,35%	92,42%	3,65%

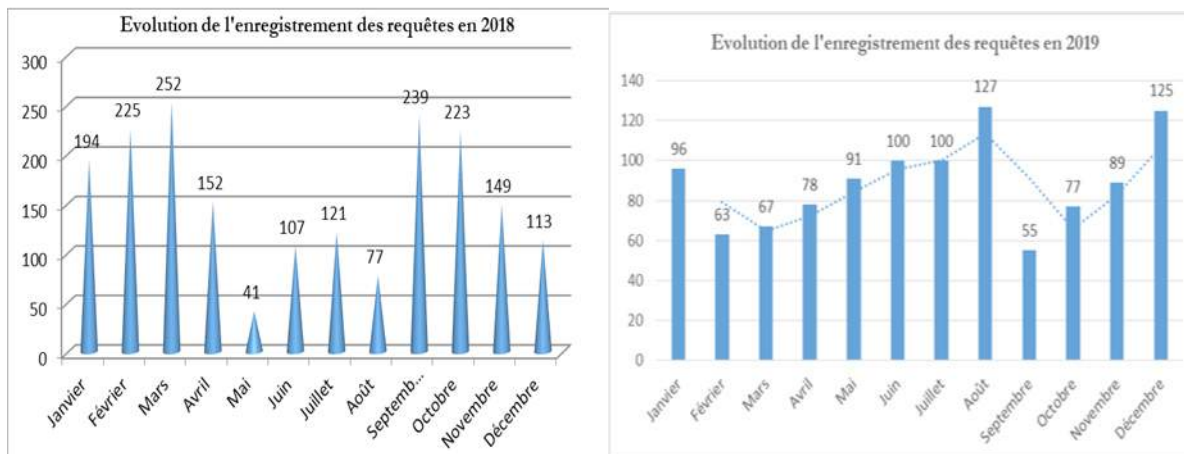
Source : Département Requêtes, CNDH, 2019

Depuis 2012, le CNDH a enregistré au total 5123 saisines et autosaisines. Sur ces 5123 dossiers, le CNDH a traité 4936 requêtes soit 96,35%, et a procédé à la clôture de 4562 dossiers soit 92,42% au terme de toutes les diligences réalisées. En somme, 187 requêtes soit 3,65% du volume global des saisines enregistrées de 2012 à 2019 restent en cours de traitement.

b. Approche comparative des saisines enregistrées en 2018 et en 2019

Les graphiques ci-après présentent une approche comparative des requêtes par mois ainsi que les résultats atteints dans la poursuite du traitement des saisines de 2018.

Graphique 2 : Approche comparative de l'évolution des saisines en 2018 et 2019



Graphique 2a : Suivi de l'évolution des requêtes enregistrées en 2018

Graphique 2b : Suivi de l'évolution des requêtes enregistrées en 2019

L'examen des graphiques 2a et 2b ci-dessus juxtaposés, l'on fait noter que l'année a été marquée par une baisse sensible du nombre des saisines, variant entre 127 cas en août (pic) et 55 cas en septembre (plus faible valeur). Cela s'explique, en partie, par le processus de la mise en place des structures régionales du CNDH sous l'empire de la loi 2018-900 du 30 novembre 2018.

4. Analyse générale des statistiques relatives aux requêtes

À l'analyse des données statistiques sus-présentées, il ressort ce qui suit :

- une dizaine de saisines ont été adressées par des requérants hors du territoire national, en l'occurrence des Ivoiriens vivant à l'Extérieur (France, USA, Koweït, Mauritanie, Burkina Faso, Mali) ;
- le niveau de connaissance des missions et attributions du CNDH, ainsi que celles des structures étatiques telles que l'Inspection du travail et des lois sociales, les tribunaux militaire ou civils, etc. s'est amélioré grâce aux actions d'information et de sensibilisation organisées par le Conseil ;
- la situation sociopolitique et le bon fonctionnement des services de l'État influencent, en partie, le rythme des saisines enregistrées auprès du CNDH ;
- le suivi des dossiers dont le traitement a requis la collaboration voire l'implication des structures publiques a été renforcé, avec des résultats probants (rétablissement des droits violés, réexamen de dossiers sociaux, recommandation du recours par certains requérants, etc.) ;
- 160 cas de violations des Droits de l'Homme soit 14,98% des saisines enregistrées en 2019 ont été enregistrés dans le cadre du traitement des saisines et autosaisines, du fait de l'inaction, de l'omission ou des difficultés rencontrées par les usagers auprès des services de l'État ;
- les saisines enregistrées, en comparaison à l'année 2018, ont connu une baisse de 43,58%, en partie, en raison des difficultés rencontrées par les commissions régionales ;
- l'évolution des saisines, selon la distribution mensuelle, dépend des activités de sensibilisation ou d'information de masse telle que la diffusion du spot institutionnel sur la chaîne de télévision RTI 1 ;
- le taux de traitement des requêtes enregistrées en 2019 a atteint 83,05% contre 94,61% au titre de l'an dernier ;

- le taux global de traitement des requêtes en 2019 a atteint 96,35% de dossiers traités et 92,42% de dossiers classés au terme des diligences réalisées par les services du CNDH.
- Les violations constatées, par catégorie et par type, sont en rapport avec les droits spécifiques ci-après :
- le droit à la justice/à un procès équitable/à l'exécution des décisions de justice (42 cas soit 26,25% des 160 cas avérés), notamment les lenteurs procédurales, des difficultés rencontrées dans le cadre de l'assistance judiciaire gratuite aux populations, la situation des personnes placées en détention préventive, etc.;
- le droit au travail (21 cas soit 13,12% du sous-total des 160 cas avérés);
- les litiges fonciers en milieu rural ou urbains (16 cas soit 10,00% des 160 cas avérés), et impliquant parfois les agents de l'administration;
- le droit à la réparation, en lien avec les crises sociopolitiques survenues en Côte d'Ivoire ou la prise en charge des sinistres par les sociétés d'assurances (13 cas soit 08,12% des violations constatées);
- le droit à la santé (12 cas soit 07,50% des 160 cas avérés);
- le droit à l'intégrité physique des personnes, notamment des femmes et des filles victimes de violences (11 cas soit 06,87% des 160 cas avérés);
- le droit à la vie (10 cas soit 06,25% des 160 cas avérés), impliquant souvent des forces de défense et de sécurité;
- le droit à la protection sociale des personnes, notamment des enfants, des veuves et des populations retraitées (8 cas soit 05,00% des 160 cas avérés);
- le droit à une éducation de qualité (7 cas soit 07,50% des 160 cas avérés).



V. RECOMMANDATIONS

Au regard de l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire, le CNDH fait les recommandations suivantes :

1. **Recommandations pour le présent rapport**

Au Gouvernement

- renforcer le dialogue politique en l'élargissement à d'autres des acteurs;
- soutenir les programmes de sensibilisation pour la tenue d'élections sans violence ;
- œuvrer au retour à la table de négociation des partis et groupements politiques qui se sont retirés du dialogue politique ;
- assurer la justice pour tous et à l'égard de tous ;
- renforcer les capacités matérielles et humaines des acteurs du système judiciaire ;
- améliorer les conditions de vie des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires et les lieux de garde à vue (eau potable, soins de santé, alimentation régulière, saine et équilibrée) ;
- traiter les affaires pendantes devant les tribunaux dans un délai raisonnable ;
- faire respecter les conditions et les délais encadrant la détention préventive tant en matière correctionnelle que criminelle selon l'article 167 et suivants du Code de Procédure Pénal ;
- poursuivre la construction de Tribunaux ou de section de tribunal pour rapprocher davantage les populations de la justice ;
- construire de nouvelles Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) respectant les normes et standards internationaux ;



- construire une Maison d'Arrêt Militaire d'Abidjan (MAMA) conforme aux standards internationaux des établissements pénitentiaires ;
- garantir les libertés d'association, d'expression et de manifestation ;
- vulgariser les textes relatifs à l'exercice des droits civils et politiques ;
- former et renforcer les capacités des acteurs sur la notion de la liberté d'expression, d'association et de manifestation ;
- renforcer les politiques publiques d'aide à la création de nouveaux emplois pour les jeunes aussi bien en milieu urbain que rural ;
- renforcer les politiques sociales et d'investissement économiques dans les localités et zones à forte polarisation communautaire ;
- vulgariser et accélérer la mise en place de la loi relative au domaine du Foncier Rural sur l'ensemble du territoire ;
- accélérer la délimitation des terroirs villageois qui sont source de conflits ;
- faciliter l'obtention de certificats fonciers ;
- traduire devant les tribunaux les présumés auteurs de violations de l'article 12 de la Constitution interdisant le recours à l'ethnicité dans le jeu politique ;
- garantir les libertés politiques pour toutes les formations politiques nationales ;
- promouvoir les principes du service public dans la gestion des affaires publiques ;
- instituer des cadres de concertation et de dialogue périodique entre l'administration publique dans les localités et les communautés sans discrimination autour des questions prioritaires ;
- poursuivre l'opération d'indemnisation des victimes des crises politiques passées ;
- sensibiliser les populations au respect des alertes météorologiques ;
- accélérer et étendre les travaux de désensablement des villes côtières ;
- mettre en place des postes avancés de l'office national de la protection civile dans les zones à risque ;
- sensibiliser les populations au respect des plans Orsec ;
- mettre en place un cadre de dialogue permanent entre les autorités, les enseignants et les partenaires du système éducatif afin de garantir le bon déroulement des années scolaires et académiques ;

- doter les structures éducatives et d'enseignement de moyens adéquats pour leur fonctionnement et l'amélioration des conditions d'apprentissage ;
- sanctionner le personnel éducatif ou toutes personnes qui se rendrait coupable de violence sexuelle ou auteur de grossesse sur un élève mineur ;
- sensibiliser le personnel éducatif et les élèves au respect du calendrier scolaire afin d'atteindre le quantum horaire ;
- garantir le droit de tous à la santé par l'équipement des structures, la réhabilitation et le renforcement des plateaux techniques ;
- construire de nouvelles infrastructures sanitaires respectant les normes et standards internationaux ;
- vulgariser les lois encadrant l'accès à la santé notamment la circulaire relative à la gratuité des 48 premières heures d'urgence ;
- encourager les agents de la santé à se doter de code éthique et de déontologie ;
- sensibiliser les populations à fréquenter les centres de santé ;
- accélérer l'opérationnalisation de la Couverture Maladie Adopter une politique nationale de logement afin de garantir l'accès de tous à un logement ;
- vulgariser et faire respecter la loi n°2018-575 du 13 juin 2018 relative au bail à usage d'habitation ;
- faire respecter le plan directeur des villes;
- revoir à la baisse les coûts des matériaux de construction ;
- adopter une politique de restauration, de préservation des événements et sites culturels ;
- promouvoir la culture ivoirienne au plan national et international ;
- mettre en place une politique de sécurité sociale, accessible aux groupes et populations à besoins spécifiques ;
- sensibiliser les acteurs du secteur informel à s'inscrire dans la stratégie nationale de protection sociale ;
- sanctionner les employeurs qui ne déclarent pas leurs employés et ne versent pas les cotisations sociales ;
- veiller au respect de la loi favorisant la représentativité des femmes dans les Assemblées élues ;
- encourager les femmes, les partis et groupements politiques à présenter des femmes lors des processus électoraux ;
- sensibiliser le grand public au respect du genre ;

- améliorer davantage la prévention, la prise en charge des victimes par des structures sociales de base spécialisées ;
- vulgariser la loi n°98/757 du 23 décembre 1998 portant répression de certaines formes de violence à l'égard des femmes ;
- renforcer l'action politique et communautaire, pour l'accélération de l'élimination des Mutilations Génitales Féminines (MGF) ;
- sensibiliser les populations sur les pratiques culturelles néfastes ;
- insérer les pratiquantes des MGF dans le tissu économique ;
- faire voter une loi en matière de santé sexuelle et reproductive ;
- mettre en œuvre les engagements pris en matière de santé sexuelle et reproductive notamment l'accroissement du budget alloué à la santé sexuelle ;
- sensibiliser les populations sur la santé sexuelle reproductive ;
- mener des campagnes de sensibilisation contre la présence d'enfant sur les sites d'orpillage clandestin, les plantations, les marchés et tout autre lieu de travail ;
- sanctionner les auteurs d'exploitation des enfants conformément à la loi n°2016-1111 du 8 décembre 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains ;
- vulgariser auprès des communautés locales la loi n°2015-635 portant institution de l'école obligatoire pour tous les de 6 à 16 ans ;
- prendre les décrets d'application de la loi 98-594 du 10 novembre 1998 d'orientation en faveur des personnes en situation de handicap ;
- élaborer le plan de mise en œuvre de la convention 61/106 des Nations Unies relatives aux droits des personnes en situation de handicap ;
- adopter une politique nationale pour la promotion et la protection des personnes en situation de handicap ;
- construire des écoles spécialisées pour accueillir les enfants en situation de handicap dans chaque région du pays ;
- créer un cadre institutionnel de haut niveau chargé de coordonner les actions de promotion et de protection des droits des personnes en situation de handicap ;
- intégrer l'accessibilité des personnes en situation de handicap comme norme de qualité dans les services publics, privés et bénévoles ;
- élaborer un Programme National d'Éducation Inclusive ;

- vulgariser l'ensemble des dispositions légales sur la question du genre ;
- prendre en compte les acteurs du secteur informel dans la stratégie de protection sociale.



Aux partis et groupements politiques

- s'impliquer dans le dialogue politique initié par le Gouvernement ;
- contribuer à la tenue d'élections inclusives et apaisées en 2020 ;
- former les militants en matière de culture démocratique ;
- tenir un discours apaisant et rassembleur dans le sens de la réconciliation nationale ;
- exercer leurs droits dans le strict respect de la législation nationale ;
- former les militants et sympathisants des partis et groupements politiques pour garantir un meilleur exercice de leurs droits ;
- promouvoir le genre au sein des formations politiques ;
- respecter la loi n° 2019-870 du 14 octobre 2019 favorisant la représentation de la femme dans les assemblées élues pour les futures échéances électorales.

A la société civile

- s'impliquer dans la réforme du Code Électoral qui sera initié par le Gouvernement ;
- sensibiliser les populations sur le processus électoral ;
- dénoncer les cas de violation des Droits de l'Homme dans le milieu sanitaire ;
- sensibiliser le grand public au respect des agents du corps médical ;
- poursuivre les actions de sensibilisation contre les MGF auprès des populations ;
- vulgariser auprès des communautés locales la loi n°2015-635 portant institution de l'école obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans ;
- sensibiliser les populations sur l'exploitation des enfants conformément à la loi n°2016-1111 du 8 décembre 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains ;

- rappeler à l'État ses engagements pris en matière de santé sexuelle et reproductive notamment l'accroissement du budget alloué à la santé sexuelle ;
- sensibiliser les populations à la culture de la santé sexuelle et reproductive ;
- intensifier la sensibilisation sur la promotion et le respect des droits des personnes en situation de handicap ;
- sensibiliser les populations sur les questions de civisme et de respect des institutions de la République ;
- sensibiliser les populations à s'impliquer davantage dans le processus de réconciliation nationale ;
- sensibiliser les populations sur les mécanismes d'accès à la justice.

Aux médias

- respecter le code de l'éthique et de la déontologie ;
- traiter les informations en ayant pour objectif la consolidation de la paix ;
- consacrer des tribunes aux Droits de l'Homme dans leur ligne éditoriale.



Aux syndicats d'enseignants

- faire preuve de flexibilité lors des échanges sur les revendications corporatistes ;
- utiliser la grève en dernier recours ;
- garantir le caractère apolitique de l'école ;
- faire la différence entre les revendications corporatistes et les revendications d'ordre politique.

A l'ordre des Médecins et aux syndicats des agents de santé

- respecter le code d'éthique et de déontologie ;
- garder à l'esprit le serment d'Hippocrate dans l'exercice de leur fonction ;
- traduire les médecins coupables de violations des Droits de l'Homme dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions devant le Conseil de l'Ordre des médecins.



Aux propriétaires de logements

- respecter la loi n°2018-575 du 13 juin 2018 relative au bail à usage d'habitation.
- Au Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur (BURIDA)
- mettre en place une gestion transparente des fonds des sociétaires ;
- développer une culture de la redevabilité vis-à-vis des sociétaires ;
- vulgariser la perception des droits d'auteurs pour les sociétaires ;
- créer des représentations à l'échelle nationale ;
- accentuer la lutte contre la piraterie.

Aux leaders communautaires

- Dénoncer tous les auteurs et complices des MGF auprès des autorités compétentes ;
- sensibiliser les acteurs politiques et les communautés à œuvrer pour un processus électoral apaisé et sans violence ;
- sensibiliser les acteurs politiques et les communautés à une réconciliation nationale ;
- s'impliquer dans la gestion des conflits communautaires et fonciers.

Aux populations

- respecter le plan Orsec défini par le gouvernement ;
- éviter d'obstruer les canalisations et autres passages d'eau ;
- s'impliquer dans le processus de réconciliation nationale ;
- s'engager pour un processus électoral apaisé et sans violence ;
- faire preuve de civisme ;
- prendre connaissance du fonctionnement du système judiciaire ;
- respecter les lois en vigueur ;
- connaître et respecter les institutions de la République et les personnes qui les incarnent ;
- éviter de se faire justice et saisir les institutions compétentes.



2. Recommandations récurrentes

Il s'agit des situations qui persistent en dépit des recommandations contenues dans les précédents rapports du CNDH qui requiert l'attention particulière du Gouvernement malgré les efforts consentis :

Phénomène des enfants en rupture sociale (Rapports 2013-2014-2015-2016-2017)

- Renforcer les mesures nécessaires pour éradiquer le phénomène des enfants en rupture sociale, ou en conflit avec la loi, ou agissant avec une extrême violence, tout en respectant leurs droits.

Phénomène des "Gnambros" (Rapports 2014-2015-2017)

- Renforcer toutes les mesures nécessaires pour combattre le phénomène des "gnambros".

Phénomène des coupeurs de route (Rapports 2014-2016-2017-2018)

- Prendre les dispositions afin de combattre efficacement le phénomène des coupeurs de route.

Forêts classées (2014, 2016, 2017)

- Poursuivre et achever les opérations de libération des forêts classées, en veillant au respect des droits des populations déguerpies.

Foncier rural (Rapports 2013, 2014, 2015, 2017)

- Renforcer les mesures nécessaires pour lever les obstacles à l'application de la loi relative au foncier rural (sensibilisation, réduction des coûts).

Femmes (Rapports 2013, 2014, 2015, 2016, 2017-2018)

- Prendre les mesures nécessaires pour rendre effectif l'accès des femmes à la propriété foncière rurale.



Enfants (Rapports 2013, 2014, 2015, 2016, 2017-2018)

- veiller à l'application effective de la loi portant répression de toutes les violations des droits de l'enfant et plus particulièrement du mariage précoce et des VBG ;
- Délocaliser le Centre d'Observation des Mineurs (COM) d'Abidjan.

Exploitation minière (Rapports 2014, 2016, 2017)

- Prendre les mesures pour protéger les populations et l'environnement contre les effets néfastes de l'exploitation minière.

3. Recommandations en rapport avec les Organes de Traités

- Le CNDH invite le Gouvernement, relativement à ses engagements internationaux, à :

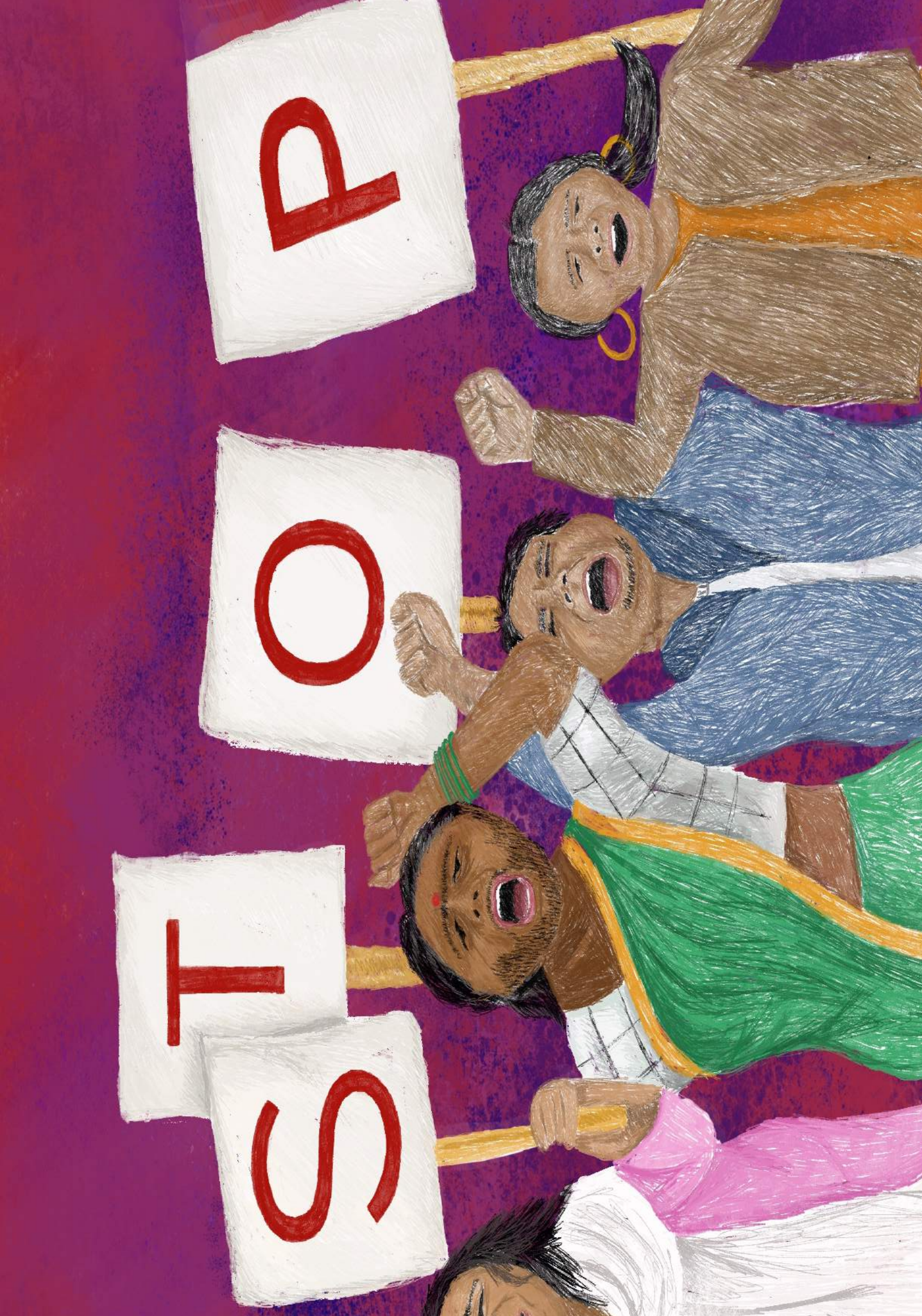
❖ Ratifier les conventions et protocoles suivants :

- La Convention Internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée en 1990 ;
- la Convention Internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée en 2006 ;
- le Protocole facultatif se rapportant à la convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, (instituant un mécanisme national de prévention de la Torture), adopté en 2002 ;
- accélérer la création du Mécanisme National de lutte contre la Torture (MNT) conformément au protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la Torture et les Traitements cruels, Inhumains ou Dégradants (OPC)
- le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adopté en 2006 ;
- le Protocole facultatif se rapportant au Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels, instaurant un mécanisme de traitement des plaintes, adopté en 2013.

❖ **Produire et présenter les rapports dus aux organes de traités.**

Instruments	Date de ratification ou d'adhésion	Rapport soumis	Rapport attendu par le Comité de surveillance
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC)	Adhésion 26 mars 1992	Non soumis	Rapport initial attendu depuis le 30 juin 1993 <i>A déposer : Rapport initial et cumulé</i>
Convention Internationale sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD)	Ratification 4 Janvier 1973	Rapports soumis les 23/07/1974 21/07/1980 01/10/2002	15ème Rapport périodique attendu depuis le 03 Février 2006 <i>A déposer : Rapport périodique cumulé</i>
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	Adhésion 12 mars 2012	Non soumis	Rapport initial attendu depuis le 12 mars 2014 <i>A déposer</i> <i>A déposer : Rapport initial et cumulé</i>
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	Adhésion 19 septembre 2011	Non soumis	Rapport initial attendu depuis le 19 Octobre 2013 <i>A déposer</i> <i>A déposer : Rapport Initial et cumulé</i>
Convention relative aux droits des personnes handicapées	Ratification 10 janvier 2014	Non soumis	Rapport initial attendu depuis le 10 février 2016

Le tableau ci-dessus donne l'état récapitulatif des rapports attendus par les mécanismes de surveillance des traités auxquels la Côte d'Ivoire est Partie.



DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES DU CNDH

Au cours de l'année 2019, le CNDH a mené diverses activités de promotion et de protection des Droits de l'Homme. Il a également développé une intense interaction avec plusieurs organisations et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux des Droits de l'Homme. La mise en œuvre de cette interaction a permis de capitaliser des acquis, de relever des difficultés et d'envisager des perspectives.



I. ACTIVITÉS DE PROMOTION

Le CNDH a organisé et participé à des activités de promotion des Droits de l'Homme au niveau national, régional et international.

Les activités ont porté sur la célébration de journées thématiques, les programmes de renforcement des capacités, l'Université des Droits de l'Homme, le Forum des Droits de l'Homme et le briefing du corps diplomatique.

1. Les célébrations de journées thématiques

Au cours de l'année 2019, le CNDH a commémoré cinq (5) journées internationales, à savoir :

- le 8 mars 2019, la Journée Internationale de la Femme (JIF). A cette occasion le CNDH a participé aux activités organisées par le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant du 04 au 08 mars à Abidjan et Bouaké, avec la tenue d'un stand dans le village JIF à Bouaké. En outre, le CNDH a célébré trente-neuf (39) femmes et un (1) homme pour leur implication sur la thématique « NTIC et innovation » ;
- les 2 et 3 août 2019, la célébration de la Journée Internationale de la Femme Africaine (31 juillet). Le CNDH a organisé des conférences et des panels sur le Leadership et les Droits de la femme Africaine, en collaboration avec l'Association Africa Femmes Initiatives Positives (AFIP) ;
- le 11 octobre 2019, la célébration de la journée Internationale de la Jeune Fille. Le CNDH a accueilli des organisations de jeunesse féminine estudiantine pour des échanges sur les droits de la jeune fille et la mise en application des instruments relatifs aux femmes en Côte d'Ivoire ;
- le 20 novembre 2019, la célébration de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant. A cet effet, le CNDH a donné le pouvoir



aux enfants. 12 enfants issus de toutes les couches sociales ont représenté les 12 Conseillers du CNDH. Ils ont tenu une Assemblée Générale qui avait comme ordre du jour : La situation des droits de l'enfant en Côte d'Ivoire et le point des saisines du Conseil.

- le 25 novembre 2019, la Journée de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG). A cet effet, le CNDH a organisé des marches suivies de remise de motions aux autorités administratives sur les violences faites aux femmes et aux filles, dans cinq (5) localités (Abengourou, Bangolo, Daoukro, Dimbokro et Guiglo).

2. Les programmes de renforcement des capacités

Les programmes de renforcement des capacités sont abordés d'une part dans le cadre d'ateliers/séminaires, et d'autre part de sessions de l'Université des Droits de l'Homme(UDH).

a. Ateliers/séminaires

En 2019, le CNDH a organisé des activités de renforcement des capacités au profit de ses membres et à l'attention du grand public. Il s'agit de :

Au niveau des membres du CNDH :

- L'atelier de formation initiale des membres du CNDH, du 08 au 09 mai 2019 à Grand Bassam ;
- l'atelier sur le thème :« *Bilan de la CNDHCI, défis et perspectives du CNDH* », du 30 juillet au 1^{er} août 2019 à Grand Bassam, avec l'appui financier du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-commissariat aux Droits de l'Homme (BRAO/HCDH) ;
- la formation des formateurs en "Droits de l'Homme et Élections" des 31 présidents des Commissions Régionales des Droits de l'Homme, du 21 au 23 août 2019 à Yamoussoukro, avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED) ;
- le renforcement des capacités des 31 présidents des Commissions Régionales des Droits de l'Homme, sur les notions de Droits de l'Homme du 14 au 19 octobre 2019 ;
- le renforcement des capacités du personnel du CNDH sur « Les écogestes et les ODD », le 25 octobre 2019 ;
- la session de renforcement des capacités de 25 personnes membres du CNDH sur la thématique de l'apatridie, du 29 au 31 octobre 2019 à Grand-bassam, organisée par la Direction d'Aide

et Assistance Aux Réfugiés et Apatrides (DAARA) du Ministère des Affaires Étrangères, en collaboration avec le HCR ;

- l'atelier de formation des 81 officiers des Droits de l'Homme sur les notions générales et les outils pratiques des Droits de l'Homme du 27 au 29 novembre 2019, avec l'appui financier et technique du PNUD.

Au profit des partenaires :

- Du 25 au 27 Septembre 2019 à Grand-bassam, atelier de renforcement de capacités, d'évaluation et de planification des activités 2019-2022 du mécanisme conjoint CNDH-FACI-PNUD, avec l'appui technique et financier du PNUD ;
- le 2 octobre 2019 à Abidjan, atelier stratégique d'orientation de la Société Civile sur la mise en œuvre des recommandations issues du 3ème passage de la Côte d'Ivoire à l'EPU, financé par UPR Info ;
- le 4 octobre 2019, à Grand Bassam : atelier stratégique d'orientation des parlementaires sur la mise en œuvre des recommandations issues du 3ème passage de la Côte d'Ivoire à l'EPU, avec l'appui financier de UPR Info ;
- du 10 au 12 octobre 2019 à Bouaké, première session de formation des acteurs locaux sur « Droits de l'Homme et Élections », avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED) ;
- le 30 octobre 2019 à Abidjan, journée de sensibilisation des défenseurs des Droits de l'Homme sur les cancers féminins.

b. Université des Droits de l'Homme

Le programme de renforcement des capacités dénommé "Université des Droits de l'Homme (UDH)" dont les activités ont démarré le 1^{er} février 2018, a permis en 2019, d'accueillir 163 auditeurs (59 femmes et 104 hommes). L'UDH est destiné aux acteurs de la Société Civile, aux fonctionnaires et agents de l'État ainsi qu'aux étudiants et porte sur le Droit international des Droits de l'Homme. Ce programme qui est à son deux^{ième} cycle de formation, était composé de trois (03) sessions de formation, deux sessions généralistes (janvier-mai et juin-novembre) et une session intensive (10 au 17 juin 2019).

En plus des sessions de formation sur les thématiques des Droits de l'Homme, l'UDH a mis en place un programme de cours d'anglais intensif. Ce programme dont l'objectif est de relever les capacités des OSC en général et de toute personne désireuse d'améliorer son niveau de langue plus particulièrement, a démarré le 03 juin 2019.



Notons que chaque session de l'UDH est couronnée par une évaluation sommative au terme de laquelle des certificats de réussite et attestations de participation sont délivrés aux auditeurs.

c. Les activités des Commissions Régionales des Droits de l'Homme

Les Commissions Régionales des Droits de l'Homme (CRDH) ont initié des activités entre autres :

- des rencontres et des séances de travail avec les Autorités Administratives, Politiques et Religieuses ;
- la participation des membres des CRDH à des séances de présentation des lois votées en 2018 par l'Assemblée Nationale ;
- les visites des Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) et des chambres de sûreté des brigades de Gendarmerie et des cellules de garde-à-vue des Commissariats de Police ;
- la facilitation et la participation à la mission du CNDH dans le village de Dimgbi dans le cadre des activités d'exploitation minière de la société de Bondoukou manganèse ;
- la sensibilisation de la population de Bena S/P de Séguéla sur la déclaration des naissances ;
- l'animation d'émissions radio sur les droits des enfants migrants ;
- la constitution de base de données club de citoyenneté et des Droits de l'Homme ;
- la réunion d'échanges et de présentation du projet « *Lutte contre les violences sexuelles et les punitions physiques et corporelles faites aux enfants* ».

d. Les projets et campagnes

Au cours de l'année 2019, le CNDH a conduit les projets suivants :

- renforcement des capacités et de sensibilisation des acteurs locaux sur les Droits de l'Homme et Élection (février 2019-31 janvier 2020) ;
- consultations nationales sur les conflits intercommunautaires et la sensibilisation au respect des Droits de l'Homme dans 32 localités, du 14 au 23 juillet 2019.

e. Le Prix des Droits de l'Homme 2019

Institué en 2016, ce prix honorifique est décerné à des personnes physiques et/ou morales qui se sont distinguées en matière de



promotion, de protection et de défense des Droits de l'Homme à travers des approches innovantes sur une thématique précise.

Le 17 septembre 2019, le CNDH a procédé au lancement de l'édition 2019 du « Prix des Droits de l'Homme » qui a été remportée par l'ONG « Seed 4 Africa », avec le projet intitulé : « Une femme, une terre ».

Ce prix vise à mobiliser les acteurs autour des principes et concepts fondamentaux des Droits de l'Homme, ceux de la Déclaration universelle et de nombreux mécanismes internationaux.

Le thème officiel de l'édition 2019 porte sur « La gouvernance foncière basée sur les Droits de l'Homme ». Sont concernées : les ONG, les Organisations à base communautaires, les associations et groupements agricoles et autres associations des Droits de l'Homme. Le prix est attribué, chaque 10 décembre.

f. La participation du CNDH à des ateliers et séminaires

Le CNDH a pris part à des ateliers et à des séminaires aux niveaux national et international.

Au niveau national :

- Le 11 janvier 2019, à Abidjan, séminaire-bilan du projet « Droits Humains » ;
- le 15 janvier 2019 à Abidjan, Processus de la revue à mi-parcours du PND 2016-2020 ;
- les 8 et 9 février 2019 à Grand-bassam, séminaire sur les médias et la paix électorale, organisé par la Fondation Konrad Adenauer Stiftung ;
- le 13 février 2019 à Abidjan, atelier de restitution de l'étude sur l'incivisme en Côte d'Ivoire, organisé par le Conseil National de Sécurité (CNS) ;
- les 15 et 16 février 2019 à Grand-bassam, atelier national de validation du Rapport d'évaluation du dispositif National de collecte et de gestion des données sur la Migration en Côte d'Ivoire, organisé par le Ministère du plan et du développement et par l'Office National de la Population ;
- les 19 et 22 février 2019 à Grand Bassam, atelier d'harmonisation des lois nationales avec les lois internationales sur les PPH, les MGF et les mariages d'enfants et violences sexuelles, organisé par la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- les 26 et 27 février 2019 à Jacqueville, atelier de validation du projet d'arrêté interministériel portant création, attribution,



- organisation et fonctionnement des bureaux d'accueil genre, organisé par le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant ;
- du 04 au 07 mars 2019 à Yamoussoukro, atelier de réflexions sur les directives techniques de conception et de construction des infrastructures pénitentiaires en Côte d'Ivoire, organisé par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
 - le 07 mars 2019 à Abidjan, atelier de lancement des travaux de préparation du rapport national volontaire 2019 de mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire, organisé par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ;
 - le 13 mars 2019 à Abidjan, atelier de formation et d'information sur les innovations apportées par le nouveau Code de Procédure Pénale, organisé par l'OIDH ;
 - le 21 mars 2019 à Cocody, atelier de présentation du plan d'opération 2020-2021, organisé par UNHCR ;
 - le 26 mars 2019 à Abidjan, table ronde sur le thème : « non au recrutement et à la manipulation politique des jeunes », organisée par le Réseau Action Justice et Paix-ICTJ,
 - le 26 mars 2019 à Abidjan, cérémonie de présentation et de restitution des résultats et recommandations de la mise en œuvre en CI du programme « prévention contre la torture dans la francophonie », organisé par le REQCI ;
 - du 28 au 29 mars 2019 à Grand-bassam, atelier de préparation de la mise en œuvre du nouveau code de procédure pénale, organisé par l'OIDH ;
 - le 04 avril 2019 à Abidjan, table ronde des acteurs de justice, organisée par l'ONG Alternative-Côte d'Ivoire ;
 - du 04 au 05 Avril 2019 à Abidjan, Colloque International sur la cohésion sociale : la Tarikat Tidjaniya et sa contribution à la cohésion sociale, organisé par la COFETCI ;
 - du 11 au 12 avril 2019 à Abidjan, 3^{ème} édition du Forum sous régional, organisé par l'Association de défense des droits des aide-ménagères de Côte d'Ivoire ;
 - le 18 avril 2019 à Abidjan, atelier de présentation du projet RESOnance, organisé par Groupe Plaidoyer AGnDR ;
 - le 30 avril 2019 à Abidjan, atelier de validation de la stratégie de modernisation de la chaîne criminalistique en Côte d'Ivoire, organisé par le PNUD ;
 - le 04 mai 2019 à Abidjan, 2^{ème} édition du séminaire « documatic », organisé par SOLIUM ;

- le 10 mai 2019 à Abidjan, atelier évaluatif-thématique, organisé par le Ministère du Plan et du Développement ;
- le 14 mai 2019 à Abidjan, cérémonie d'ouverture de la 2e réunion mondiale de l'Alliance 8.7 sur l'élimination du travail forcé, de l'esclavage moderne, de la traite des êtres humains et du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement, organisée par le Comité National de Surveillance des Actions de Lutte contre la Traite, l'exploitation et le travail des Enfants ;
- du 20 au 24 mai 2019 à Grand-bassam, 4e Session Internationale de Réflexions Stratégiques (SIRS), organisée par le Ministère d'État, Ministère de la Défense ;
- les 28 et 29 mai 2019 à l'hôtel des parlementaires de Yamoussoukro, réunion consultative nationale multipartite et de validation du rapport volontaire national sur la cible 16.10 de l'ODD 16, organisée par UNESCO ;
- le 29 mai 2019 à Abidjan, séminaire de présentation des résultats de la recherche participative dans le haut Sassandra, organisé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) ;
- du 29 au 30 mai 2019 à Grand-bassam, atelier de rédaction et de pré-validation du rapport national sur la mise en œuvre de la déclaration et programme d'action de Beijing, organisé par le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- du 03 au 07 juin 2019 à Abidjan, conférence régionale Afrique de l'Association Internationale des Femmes Juges (AIFJ), organisée par l'Association des Femmes Magistrats de Côte d'Ivoire (AFEMCI) ;
- le 04 juin 2019 à Abidjan, cérémonie d'ouverture de la rencontre régionale Afrique de l'association Internationale des Femmes Juges, organisée par l'Association des Femmes Magistrats de Côte d'Ivoire ;
- les 06 et 07 juin 2019, atelier de validation du rapport national volontaire sur les ODD, organisé par le Ministère du plan et du développement ;
- du 11 au 14 juin 2019, invitation à l'élaboration des projets de budget 2020, organisée par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme / Direction des affaires financières ;
- du 12 au 13 juin 2019, atelier d'information, organisé par le GIZ ;
- les 13 et 14 juin, atelier de concertation nationale sur le profil de gouvernance de la migration en CI, organisé par l'Organisation Internationale pour les Migrations ;

- le 21 juin 2019, table ronde sur « l'adaptation de la réponse aux Violences Basées sur le Genre (VBG) aux contextes nationaux dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD), organisée par Orchidée communication ;
- du 24 au 25 juin 2019, atelier d'échanges avec les parlementaires relatif au projet de loi sur la représentation de la femme dans les assemblées élues et les instances de prise de décisions, organisé par le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant ;
- du 24 au 26 juin 2019, Journées Portes Ouvertes des institutions de la République, organisé par le Ministère auprès du président de la République chargé des Relations avec les Institutions de la République ;
- le 27 juin 2019, atelier de clôture du projet de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées chez les adolescentes et jeunes, de 10 à 24 ans, dans les Districts sanitaires de Soubré et Méagui, organisé par l'Assemblée Nationale ;
- du 28 au 30 juin 2019, atelier de renforcement de capacité sur le mécanisme africain des Droits Humains, organisé par la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) ;
- du 11 au 12 Juillet 2019 à Grand Bassam, séminaire à l'intention de 25 Officiers de la Police Judiciaire sur les Innovations du Code de Procédure Pénale en Matière d'enquêtes Préliminaires et d'instruction, organisé par l'OIDH ;
- du 1^{er} au 2 Août 2019, Séminaire de Renforcement des Capacités de 25 Officiers de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale sur les Innovations du Code de Procédure Pénale en matière d'enquêtes préliminaires et d'instruction, organisé par l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH) ;
- du 04 au 06 juillet 2019, atelier-dialogue direct entre les journalistes, les magistrats et les forces de l'ordre, organisé par l'Intersyndicale du Secteur des Médias de Côte d'Ivoire (ISMCI) ;
- du 09 au 13 septembre 2019, atelier d'élaboration des actions prioritaires du plan de réponse au VACS (Violence Against Child Survey), organisé par le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant ;
- le 30 septembre 2019, atelier d'échange et de réflexion sur la création d'un Comité Interministériel et de comités départementaux de lutte contre la Migration irrégulière, organisé par le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur ;

- le 17 octobre 2019, atelier de rencontre périodique national des activités mises en œuvre par les structures communautaires des populations clés et HSH/TG dans le contexte d'atteinte des objectifs 90.90.90, organisé par l'ONG Alternative ;
- le 17 octobre 2019, table ronde sur le thème : « Participation des femmes et jeunes filles aux initiatives de prévention de conflits et au renforcement de la cohésion sociale en CI : défis et perspectives », organisé par ICTJ Justice Vérité et Dignité ;
- du 25 au 26 octobre 2019, atelier de validation du plan d'actions pour le renforcement du Système de collecte et de gestion des données sur les migrations en CI, organisé par l'Office National de la Population ;
- le 31 octobre 2019, atelier de validation des travaux de la mise en place d'un cadre innovant de concertation et d'échanges sur les Droits de l'Homme, organisé par le Secrétariat d'État auprès du Garde des Sceaux ;
- le 31 octobre 2019, atelier de présentation du rapport d'analyse de la Gouvernance de la Migration en Côte d'Ivoire, organisé par l'Office National de la Population ;
- du 04 au 07 novembre 2019, atelier de l'Avenir élections 2020, organisé par le National Democratic Institute (NDI) ;
- le 02 novembre 2019, table ronde sur les nouvelles lois relatives au mariage, à la filiation, à la minorité et aux successions, organisé par Label Causes Afrique ;
- du 05 au 06 novembre 2019, atelier de planification des activités du projet d'appui à la lutte contre la traite des personnes, organisé par Expertise France;
- du 11 au 14 novembre 2019, séminaire de formation sur « Comment mettre en place un dispositif de suivi et évaluation de projets et de programmes avec Ms Project Professionnel 2019, organisé par AGOSOFT ;
- du 18 au 19 novembre, atelier de renforcement de capacités, organisé par l'ONG DDECI (Dignité et Droit pour les Enfants en Côte d'Ivoire) ;
- du 18 au 22 novembre 2019, session de formation sur le thème : « Droit international des Droits de l'Homme et médias sociaux, organisé par la Fondation Friedrich Naumann ;
- du 19 au 21 novembre, atelier de Formation des Défenseurs des Droits de l'Homme, organisé par Alliance Cote d'Ivoire.
- En outre, le CNDH a pris part à des conférences publiques, des concours et des panels

Au plan international :

- le 29 Janvier 2019 à Ouagadougou (Burkina Faso) deux^{ième} Assemblée Générale du Réseau des Institutions Nationales des Droits de l'Homme de l'espace UEMOA ;
- du 26 février au 1^{er} mars 2019 à Bruxelles (Belgique) 7^{ème} Congrès contre la peine de mort ;
- du 14 au 19 mars 2019 à Addis-Abeba (Éthiopie), session de renforcement de capacités, dans le cadre du 14^{ème} forum des Organisations de la Société Civile suivie de la cérémonie d'ouverture de la 33^{ème} session du Comité Africain d'Experts pour le Droit et le Bien Être de l'Enfant, avec le soutien d'African Child Policy Forum (ACPF) ;
- du 08 au 13 avril 2019, participation au programme de visites, soutenu par la Fondation Friedrich Naumann à Strasbourg, Bruxelles et Berlin sur la promotion des Institutions Nationales de Protection des Droits de l'Homme ;
- du 06 au 07 mai 2019 à Abidjan, atelier de formation sur le rôle des INDH d'Afrique francophone dans la mise en œuvre du protocole à la charte africaine relatif aux Droits des Femmes en Afrique ;
- du 29 au 31 mai 2019, à Accra (Ghana), consultation régionale des INDH du Réseau des Institutions Nationales des Droits de l'Homme de la CEDEAO ;
- du 12 au 13 juin 2019 à Paris (France), participation à la réunion francophone sur la prévention et la lutte contre la corruption et les Droits de l'Homme à l'initiative de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;
- le 18 Juin 2019 à Abidjan, atelier de lancement et de plaidoyer sur le rapport africain sur le Bien-être de l'Enfant, organisé par l'ACPF ;
- du 2 au 3 juillet 2019 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), conférence internationale relative aux personnes disparues, à Sarajevo, organisée par le CICR ;
- le 4 Juillet 2019, à Abidjan (Côte d'Ivoire), 1^{er} Forum Africain des Établissements de Santé ;
- le 28 Août 2019, au siège de la Fondation Friedrich Naumann, atelier des médias portant sur les Techniques Innovantes de Reportage et de Vidéo Mobile en Ligne ;
- du 15 au 20 octobre 2019 à Tunis (Tunisie), Congrès International Francophone des Cadres dirigeants, Universal Compétences Consulting ;

- du 11 au 12 septembre 2019 à Abidjan, atelier sous-régional : « Défis sécuritaires, lutte contre le terrorisme et enjeux de la protection des Droits de l'Homme dans l'espace de la CEDEAO », avec l'appui financier de la Fondation allemande, Konrad Adenauer (KAS) ;
- du 5 au 6 novembre 2019, au Caire (Égypte), 12ème Conférence Biennale du RINADH sur le thème : « Le Pacte mondial sur les migrations : Vision commune des INDH africaines, opportunités et défis dans sa mise en œuvre » ;
- du 11 au 13 novembre 2019 à Paris (France), Forum de Paris sur la paix et la sécurité.

g. Les communications

Dans le cadre de sa mission de promotion des Droits de l'Homme, des communications ont été faites. Il s'agit entre autres de :

- Le 3 juin 2019 à Abidjan, « Justice et Genre », dans le cadre de la conférence régionale Afrique de l'Association Internationale des Femmes Juges ;
- du 2 au 3 juillet 2019 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), « l'accompagnement des familles dans le cadre des disparitions », à l'occasion de la conférence internationale relative aux personnes disparues organisée par le CICR.

h. Le Forum des Droits de l'Homme

Le Forum des Droits de l'Homme (FDH) est un espace de rencontres et d'échanges entre les acteurs étatiques et non étatiques des Droits de l'Homme, mis en place en 2014. Pour l'année 2019, trois (3) sessions ont été organisées :

- le jeudi 07 mars 2019 au siège du CNDH (Abidjan), la vingt-troisième (23ème) session du Forum des Droits de l'Homme, avec pour thème : « La justice pénale internationale » ;
- le 4 juin 2019 au siège du CNDH (Abidjan), la vingt-quatrième (24ème) session du Forum des Droits de l'Homme sur le thème : « Droits de l'Homme et Conflits sociaux » ;
- le 30 octobre 2019 au siège du CNDH (Abidjan), la vingt-cinquième (25ème) session sur « la présentation de la loi n°2014-388 du 20 juin 2014 portant promotion et protection des défenseurs des Droits de l'Homme et de son décret n°2017-121 du 22 février 2017 portant modalités d'application».

i. Le Briefing du corps diplomatique

Dans le cadre de son interaction avec les représentations diplomatiques accréditées en Côte d'Ivoire, le CNDH tient de façon périodique, des rencontres avec les membres du corps diplomatique accrédités en Côte d'Ivoire sur l'état des Droits de l'Homme. En 2019, le CNDH a eu deux sessions, l'une le 19 septembre 2019 et l'autre le 18 décembre 2019.

j. La participation du CNDH à des émissions radios

Le CNDH, au cours de l'année 2019 a pris part à des émissions :

- Avec la Radio de la Paix sur le thème : « *Comment lutter efficacement contre le travail domestiques des enfants, les nounous, les vendeuses d'eaux, d'aliments etc.* », le 11 juin 2019 ;
- avec la Radio de la Paix sur le thème : « *Comment lutter contre les violences sexuelles sur les mineurs* », le 08 octobre 2019.



II. ACTIVITES DE PROTECTION

Les activités de protection ont porté sur les saisines, les déclarations, les rapports thématiques. Il importe également de mentionner les notes techniques adressées aux Autorités.

1. Les déclarations et communiqués

De janvier à décembre 2019, le CNDH a produit un (1) communiqué de presse et huit (08) déclarations relatives aux Droits de l'Homme.

Au titre des communiqués, nous citons :

- Communiqué du 25 septembre 2019 relatif au rapport d'alerte précoce du CENTRE SIMON SKJODT pour la prévention de génocides en Côte d'Ivoire.

Au titre des déclarations, nous avons :

- déclaration du 06 février 2019 à l'occasion de la Journée Internationale de la tolérance zéro à l'égard des Mutilations Génitales Féminines ;
- déclaration du 06 février 2019 relative à la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire;
- déclaration du 8 mars 2019 relative à la Journée Internationale des Femmes ;

- déclaration du 19 mai 2019 relative aux conflits intercommunautaires dans les localités d'Abengourou, Agboville, Béoumi, Bin-Houinien, N'douci et Sipilou ;
- déclaration du 16 juin 2019 à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain ;
- déclaration du 11 octobre 2019 suite à la Journée Internationale de la Fille ;
- déclaration du 15 octobre 2019 suite à la Journée Internationale de la Femme Rurale ;
- déclaration du 17 octobre 2019 suite à la Journée Internationale pour l'Élimination de la Pauvreté.

2. Les rapports thématiques

Le CNDH a publié les rapports thématiques suivants :

- « Rapport d'étude sur la réalisation du Droit à une Éducation de qualité en Côte d'Ivoire », Mars 2019 ;
- « Consultation nationale et évaluation de la gestion des conflits communautaires en Côte d'Ivoire », Juillet 2019.

3. Les notes techniques

Le CNDH a adressé au total quinze (15) notes techniques aux autorités politiques, administratives et judiciaires ivoiriennes.

Ces notes techniques, portant sur diverses thématiques, visent à faire des propositions et recommandations au Gouvernement afin d'améliorer la situation des Droits de l'Homme.

Elles ont été adressées au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, au Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, au Ministre de la Sécurité, au Ministre de la Défense, au Ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, au Ministre de l'Environnement, au Ministre des Affaires Étrangères, au Ministre de l'Agriculture.





III. ACTIVITES DE COOPERATION

Au cours de l'année 2019, le CNDH a collaboré avec plusieurs structures privées et publiques aux plans national et international.

1. La coopération au plan national

Au plan national, ces activités mettent l'accent sur la coopération avec Gaou Production, le Conseil National de Sécurité et la Radio de la Paix.

a. GAOU production

Le CNDH a participé à l'organisation et à l'animation de la 12^{ième} édition du FEMUA, du 23 au 28 avril 2019 à Marcory (Abidjan), avec pour thème : « Genre et développement ».

b. Conseil National de Sécurité (CNS)-PNUD

La collaboration du CNDH avec le CNS-PNUD s'inscrit dans le cadre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). Le CNDH assure, relativement à ce partenariat, le renforcement des capacités en Droits de l'Homme des Magistrats, des Avocats, des Parlementaires, des forces militaires et paramilitaires.

c. Mécanisme FACI/CNDH/PNUD

Dans le cadre de ce mécanisme, 10 rencontres mensuelles ont été organisées, en plus du suivi des dossiers relatifs aux cas de violations des Droits de l'Homme commis par les FACI.

Un atelier de renforcement de capacités, d'évaluation et de planification des activités sur la période 2019-2022, a été organisé du 25 au 27 Septembre 2019 à Grand-bassam. Il a réuni aussi bien des militaires que des gendarmes, des policiers, des douaniers, et des représentants des Ministères de la Défense, de la Sécurité, des Droits de l'Homme.



d. Cadre de collaboration avec les Organisations de la Société Civile (OSC)

Le CNDH, dans le cadre de son mandat, est en interaction avec les OSC, avec lesquelles il organise des activités.

Ces OSC participent régulièrement aux sessions mensuelles du forum des Droits de l'Homme autour de thèmes d'actualité. Ces sessions accueillent les représentants d'Institutions, de Ministères et d'acteurs de la Société Civile pour échanger sur les défis et la conduite des plaidoyers à mener sur des questions d'actualité relative aux Droits de l'Homme.

A cet effet, le CNDH a mis en place un cadre de concertation selon les domaines d'intervention des organisations. Ainsi, le 22 octobre 2019, une rencontre a été organisée pour la mise en place d'une plateforme d'échanges et de collaboration. Il s'agit des ONG regroupées en thématiques :

- Les ONG des droits de l'enfant ;
- les ONG des droits des personnes en situation de handicap ;
- les ONG de la santé ;
- les ONG de l'environnement ;
- les ONG des victimes de guerre ;
- les ONG des droits de la femme ;
- les ONG généralistes de promotion et de défense des Droits de l'Homme ;
- les ONG de défense de droits des personnes détenues.

e. Cadre d'échanges avec les partis groupements politiques

Dans le cadre de son mandat et en prélude aux échéances électorales de 2020, le CNDH a mis en place une plateforme d'échanges avec les partis et groupements politiques, au travers de leurs points focaux Droits de l'Homme. Les 8 et 31 octobre 2019, deux rencontres ont été organisées.

2. Interaction du CNDH avec les institutions et réseaux de protection des Droits de l'Homme

Au cours de l'année 2019, le CNDH a interagi avec diverses institutions et réseaux des Droits de l'Homme : UPR Info, SIDH, ECPM, Fondation Friedrich Naumman, PNUD, Fondation NED, Konrad Adenauer, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-commissariat aux Droits de l'Homme (BRAO/HCDH).

-



3. La coopération avec les mécanismes internationaux des Droits de l'Homme

a. Participation aux sessions

Le 7 mai 2019, dans le cadre des interactions avec les mécanismes internationaux d'évaluation de la Côte d'Ivoire, le CNDH a participé aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU). Il a également participé les 20 et 21 mai 2019 au Comité des Droits de l'Enfant (CDE), et le 5 juillet 2019 au Comité pour l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF).

• Examen Périodique Universel (EPU)

Les 20 et 21 février 2019, en prélude au trois^{ième} cycle de l'EPU, le CNDH a organisé deux pré-sessions à l'attention du corps diplomatique à Abidjan et à Genève, en partenariat avec UPR Info et le Comité de Suivi EPU.

Du 2 au 5 avril 2019, le CNDH a participé à la pré-session de l'EPU de la Côte d'Ivoire organisée par UPR Info au Palais des Nations à Genève. Au cours de cette période, une délégation du CNDH a mené un plaidoyer auprès de plusieurs missions diplomatiques et autres parties prenantes au processus à Genève.

Le mardi 7 mai 2019, à l'occasion du passage de la Côte d'Ivoire devant le Comité, le CNDH a organisé une séance de retransmission de l'EPU de la Côte d'Ivoire à son siège.

Le vendredi 10 mai 2019, après le passage, un panel a été organisé au siège du CNDH avec l'Ambassadeur d'Allemagne en Côte d'Ivoire sur le thème : « 3^{ème} passage de la Côte d'Ivoire à l'Examen Périodique Universel : État des lieux et défis à relever ». Ont pris part à ce panel, une délégation de députés allemands et la Fondation Konrad Adenauer.

Le rapport final de l'évaluation de la Côte d'Ivoire, a permis de relever que 222 recommandations ont été acceptées par l'État ivoirien.

• Comité des Droits de l'Enfant

Conformément à l'article 44 de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), la Côte d'Ivoire a produit un rapport périodique et a été évaluée les 20 et 21 mai 2019, à Genève. Le CNDH a soumis un rapport alternatif et a pris part à l'examen du Comité des Droits de l'Homme durant ces deux (2) jours.

Les recommandations de cette session sont attendues pour une appropriation et un suivi au plan national par le Conseil et ses partenaires.

- **Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF)**

Conformément à l'article 18 de la Convention, la Côte d'Ivoire a produit son 4ème rapport périodique (attendu depuis 2015) et a été évaluée le 5 juillet 2019 au cours de la 73ème session du Comité pour l'Élimination de toutes les Formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF) qui s'est tenue du 1^{er} au 19 juillet 2019, à Genève (Suisse).

Avec une vingtaine d'organisations de la société civile de promotion et de protection des droits de la femme, avec l'appui financier de ONU Femmes, le Conseil a produit un rapport indépendant.

Ce rapport a été envoyé au secrétariat du Comité. En outre, le Conseil a pris part à la pré-session de cet organe du 12 au 16 novembre 2018 et à l'évaluation le 5 juillet 2019.

Les recommandations de cette évaluation sont attendues pour une appropriation et un suivi au plan national par le Conseil et ses démembrements.

b. Interaction avec les mécanismes régionaux et internationaux

Dans le cadre des interactions avec les mécanismes internationaux, le CNDH a effectué des missions. Celles-ci ont porté sur :

- 16 au 17 janvier 2019 : journée des Droits de l'Homme de la CEDEAO à Abuja (Nigeria) à l'initiative de la Commission de la CEDEAO ;
- 04 au 07 mars 2019 : session annuelle de l'Alliance Mondiale pour les INDH, et aux Assemblées Générales de l'AFCNDH et du RINADH à Genève (Suisse).
- 11 au 22 mars 2019 : 63e Session de la Commission des Nations Unies sur le statut de la femme (CSW), à New York (USA).
- 22 au 30 avril 2019 : 64e Session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) à Charm El Cheick (Egypte).
- 4 au 11 mai 2019 : 33e Session du Groupe de Travail de l'Examen Périodique Universel (EPU) à Genève (Suisse),
- 29 au 31 mai 2019 : consultation régionale pour les INDH en Afrique de l'Ouest et au Sahel à Accra (Ghana) à l'initiative du

Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

- 19 au 25 mai 2019 : 81^{ème} session du Comité des Droits de l'Enfant (CDE), à Genève (Suisse),
- 4 au 7 juillet 2019 : 71^{ème} session du Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) à Genève (Suisse).

4. Les audiences

Au cours de l'année 2019, des audiences ont été accordées aux représentants de missions diplomatiques, d'organisations internationales, de structures ou organisations nationales ainsi qu'à des membres de la société civile nationale et internationale. Nous pouvons citer entre autres :

- 9 janvier 2019 : audience accordée à Monsieur le Représentant Résident de l'UNICEF Côte d'Ivoire ;
- 10 janvier 2019 : audience accordée à Monsieur l'Ambassadeur d'Israël ;
- 14 janvier : l'audience avec le Collectif des Victimes en Côte d'Ivoire ;
- 24 janvier 2019 : audience accordée à une délégation de Amnesty International ;
- 25 janvier 2019 : audience accordée à Madame la Coordinatrice de la CSCI ;
- 31 janvier 2019 : audience accordée à Monsieur le Directeur Afrique de l'Ouest de la Fondation Friedrich Naumann ;
- 17 juin 2019 : audience accordée à Monsieur le Coordonnateur-Protection du Comité International de la Croix Rouge en Côte d'Ivoire ;
- 26 juin 2019 : audience accordée à Madame Sohyata MAÏGA Présidente de la CADHP



IV. ACQUIS, DIFFICULTES ET PERSPECTIVES

Le CNDH dans ce rapport relève ses acquis, souligne ses difficultés et annonce ses perspectives.

1. Acquis

Les acquis de la nouvelle INDH sont entre autres :

- L'adoption de la loi n°2018-900 du 28 novembre 2018 portant création, organisation, attributions et fonctionnement du CNDH ;
- les innovations de la nouvelle loi notamment le statut d' « Autorité Administrative Indépendante » et le recrutement du personnel par un processus interne au CNDH ;
- un siège propre au CNDH ;
- l'institutionnalisation du « Prix des Droits de l'Homme »;
- la tenue régulière du Forum des Droits de l'Homme et des Fora Régionaux ;
- l'organisation continue des sessions de l'Université des Droits de l'Homme;
- l'amélioration de la visibilité du CNDH ;
- la tenue régulière du briefing du corps diplomatique ;
- le fonctionnement du mécanisme FACI-CNDH-PNUD ;
- le fonctionnement du mécanisme CNHD-partis et groupements politiques ;
- la saisine du CNDH 24H/24 ;
- l'institutionnalisation et l'opérationnalisation des commissions régionales.



2. Difficultés

Le CNDH est confronté aux défis de son positionnement relativement à sa conformité avec les **Principes de Paris**. En effet, le statut B du CNDH, c'est-à-dire institution pas totalement conforme aux principes de Paris, limite son interaction avec les mécanismes internationaux des Droits de l'Homme et les autres INDH membres de GANHRI.

3. Perspectives

Les perspectives pour l'année 2020 sont :

Au plan institutionnel

- vulgariser la loi n°2018-900 du 28 novembre 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du CNDH auprès des institutions ;
- diversifier le partenariat du CNDH avec les institutions nationales et internationales.

Au titre de la promotion des Droits de l'Homme

- organiser des activités de vulgarisation des principaux instruments et mécanismes des Droits de l'Homme ;
- procéder à une large diffusion de la loi n°2014-388 du 20 juin 2014 portant promotion et protection des Défenseurs des Droits de l'Homme et de son décret d'application ;
- créer et assurer la diffusion d'un bulletin dédié aux Droits de l'Homme ;
- établir une coopération avec les professionnels des médias pour le développement d'un programme consacré à la diffusion des Droits de l'Homme ;
- poursuivre le plaidoyer pour la mise en place des mécanismes : enfants, personnes en situation de handicap, défenseurs des Droits de l'Homme et femmes ;
- œuvrer à la mise en œuvre du Programme Mondial de l'Éducation aux Droits de l'Homme.

Au titre de la protection et de la défense des Droits de l'Homme

- Poursuivre les visites des lieux de garde à vue : commissariats de police et des chambres des brigades de Gendarmerie, des établissements pénitentiaires et de tous les lieux de privation de liberté conformément à l'article 3, alinéa 10 de la loi habilitante du CNDH ;

- améliorer la présence, sur toute l'étendue du territoire, des Conseillers aux Droits de l'Homme des Commissions Régionales de Droits de l'Homme ;
- contribuer à la rédaction des rapports périodiques exigés dans le cadre des différents mécanismes régionaux et internationaux ;
- étendre le mécanisme FACI-CNDH-PNUD à la Police, à la Gendarmerie, à la Douane et aux Agents des Eaux et Forêts.

Au titre du renforcement des capacités :

- Poursuivre le renforcement des capacités des Conseillers et du personnel d'appui du CNDH ;
- poursuivre le renforcement de l'équipement des commissions régionales ;
- renforcer les capacités opérationnelles du centre de documentation et d'information du Conseil ;
- renforcer les capacités du mécanisme FACI-CNDH-PNUD en vue d'un meilleur suivi des cas de violation des Droits de l'Homme par les FACI ;
- poursuivre le renforcement des capacités des agents pénitentiaires, des membres des forces armées, de la Police et de la Gendarmerie en matière de Droits de l'Homme ;
- renforcer les capacités des personnels de santé en matière de Droits de l'Homme ;
- renforcer les capacités des encadreurs des Clubs Droits de l'Homme dans les établissements scolaires ;
- acquérir un logiciel plus performant de traitement de base de données statistiques sur les violations des Droits de l'Homme enregistrées en Côte d'Ivoire ;
- accompagner le Comité Interministériel dans l'élaboration des rapports dus aux organes de traité.

Au titre de la coopération :

- Obtenir le statut A ;
- renforcer la coopération avec les Réseaux des INDH (GANHRI, RINADH, AFCNDH...) ;
- créer un cadre de coopération avec les Instituts de formation et de recherche en Droits de l'Homme aux plans national, régional et international ;
- renforcer la coopération avec les mécanismes régionaux et internationaux des Droits de l'Homme ;

- renforcer la coopération avec les partenaires techniques et financiers ;
- renforcer la coopération avec les Institutions Nationales et le Gouvernement ;
- poursuivre la coopération avec les ONG nationales et internationales des Droits de l'Homme.





CONCLUSION

L'année 2019 a été marquée par la mise en place des organes de la nouvelle Institution Nationale des Droits de l'Homme issue de la loi n°2018-900 du 30 novembre 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), en remplacement de la loi n°2012-1132 du 13 décembre 2012 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, en abrégé (CNDHCI).

La loi n°2018-900 du 30 novembre 2018 s'inscrit dans l'objectif de conformer l'Institution aux lignes directrices appelées « Principes de Paris », adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies à travers la résolution 48/134 du 20 décembre 1993.

L'état des Droits de l'Homme fait ressortir diverses violations documentées par le CNDH. Certaines ayant fait l'objet de saisine, le Conseil a apporté des solutions appropriées à travers son mécanisme de gestion des requêtes. Au total, le renforcement du cadre d'exercice des Droits de l'Homme appelle des mesures aussi bien au niveau de la promotion, que de la protection des Droits de l'Homme.

Au cours de l'année 2019, le CNDH a mené des activités de promotion, de protection et de défense des Droits de l'Homme tout en conseillant le Gouvernement en vue de la réalisation de progrès notables en matière de Droit de l'Homme, aussi bien au plan international que national.

Cette année 2019 a été marquée également par le passage de la Côte d'Ivoire devant les mécanismes internationaux de promotion et de protection des Droits de l'Homme : le Conseil des Droits de l'Homme, avec l'Examen Périodique Universel (EPU), le 7 mai 2019 ; le Comité des Droits de l'Enfant les 21 et 22 mai 2019 et le Comité pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), le 5 juillet 2019.

Le CNDH s'est engagé dans ces processus et compte jouer pleinement son rôle dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations et observations issues desdits mécanismes ainsi que celles contenues dans le présent rapport.

La Côte d'Ivoire s'achemine vers l'échéance électorale de 2020 dont la surveillance revêt une réelle importance notamment sous l'angle du respect des Droits de l'Homme. L'action du CNDH, dans cette perspective, sera axée sur la promotion des Droits de l'Homme pour une paix et une stabilité durables.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	iv
CARTE POSTALE DE LA CÔTE D'IVOIRE*	vii
PRESENTATION DU CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME.....	viii
Indépendance.....	ix
Pluralisme	ix
Surveillance	x
a. Missions	x
b. Domaines d'intervention	xi
c. Modes d'action (Avis, études, enquêtes).....	xii
REPRÉSENTATION DU CNDH DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES	xiv
RÉSUMÉ EXECUTIF	16
INTRODUCTION.....	17

PREMIERE PARTIE : ETAT DES DROITS DE L'HOMME EN COTE D'IVOIRE

I. DROITS CIVILS ET POLITIQUES	19
1. DIALOGUE POLITIQUE SUR LA RÉFORME DE LA CEI	19
2. JUSTICE	21
a. Procès de Laurent GBAGBO et de Blé GOUDE	21
b. Visite périodique des prisons et lieux de détention.....	21
3. LIBERTÉS D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION, DE RÉUNION ET DE MANIFESTATION	35
a. Liberté d'expression.....	35
b. Liberté d'association, de réunion et de manifestation	35
4. SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE	36
a. Conflits intercommunautaires	36

b. Inondations.....	37
5. CARTE NATIONALE D'IDENTITÉ (CNI)	37
II. LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS.....	39
1. DROIT À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ	39
2. DROIT À LA SANTÉ	42
3. DROIT AU LOGEMENT	43
4. DROIT CULTUREL	44
5. DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE	45
III. DROITS CATEGORIELS	47
1. REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES INSTANCES DE PRISE DE DÉCISIONS	47
2. VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES	48
3. SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE	49
4. TRAVAIL DES ENFANTS ET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	49
5. LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	51
IV. LES SAISINES ET AUTOSAISINES.....	53
1. LES MODES DE SAISINES ET MÉTHODE DE TRAITEMENT DES REQUÊTES	53
a. Saisines directes	53
b. Saisines via le numéro vert (800 00 888).....	53
c. Saisines via les réseaux sociaux.....	54
d. Saisines par e-mail	54
e. Autosaisines du CNDH.....	54
2. DISTRIBUTION STATISTIQUE DES REQUÊTES ENREGISTRÉES EN 2019	55
a. Répartition des requêtes enregistrées en 2019	55
b. État du traitement des requêtes enregistrées en 2019.....	56
c. Catégorisation des requêtes enregistrées en 2019.....	57

d. Traitement des saisines concernant les droits civils et politiques	58
e. Traitement des saisines portant sur les droits économiques, sociaux et culturels	60
f. Traitement des saisines en lien avec les droits de solidarité	61
3. TRAITEMENT DES REQUÊTES ENREGISTRÉES DE 2012 À 2019	62
a. Description of the variation of Referrals registered from 2012 to 2019	62
b. Approche comparative des saisines enregistrées en 2018 et en 2019	63
4. ANALYSE GÉNÉRALE DES STATISTIQUES RELATIVES AUX REQUÊTES	64
V. RECOMMANDATIONS	66
1. RECOMMANDATIONS POUR LE PRÉSENT RAPPORT	66
2. RECOMMANDATIONS RÉCURRENTES	73
3. RECOMMANDATIONS EN RAPPORT AVEC LES ORGANES DE TRAITÉS	74

DEUXIEME PARTIE : ACTIVITES DU CNDH

I. ACTIVITÉS DE PROMOTION	78
1. LES CÉLÉBRATIONS DE JOURNÉES THÉMATIQUES	78
2. LES PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	79
a. Ateliers/séminaires	79
b. Université des Droits de l'Homme	80
c. Les activités des Commissions Régionales des Droits de l'Homme	81
d. Les projets et campagnes	81
e. Le Prix des Droits de l'Homme 2019	81
f. La participation du CNDH à des ateliers et séminaires	82
g. Les communications	88
h. Le Forum des Droits de l'Homme	88
i. Le Briefing du corps diplomatique	89
j. La participation du CNDH à des émissions radios	89

I. ACTIVITES DE PROTECTION	90
1. LES DÉCLARATIONS ET COMMUNIQUÉS	90
2. LES RAPPORTS THÉMATIQUES	91
3. LES NOTES TECHNIQUES	91
III. ACTIVITES DE COOPERATION.....	92
1. LA COOPÉRATION AU PLAN NATIONAL	92
a. GAOU production	92
b. Conseil National de Sécurité (CNS)-PNUD	92
c. Mécanisme FACI/CNDH/PNUD	92
d. Cadre de collaboration avec les Organisations de la Société Civile (OSC)	93
e. Cadre d'échanges avec les partis groupements politiques	93
2. INTERACTION DU CNDH AVEC LES INSTITUTIONS ET RÉSEAUX DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	93
3. LA COOPÉRATION AVEC LES MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME	94
a. Participation aux sessions	94
b. Interaction avec les mécanismes régionaux et internationaux.....	95
4. LES AUDIENCES	96
IV. ACQUIS, DIFFICULTES ET PERSPECTIVES	97
1. ACQUIS.....	97
2. DIFFICULTÉS	98
3. PERSPECTIVES	98
CONCLUSION.....	101



2019



ANNUAL REPORT

Conseil National des Droits de l'Homme
National Human Right Council

CNDH



SUMMARY

LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMSiv

POSTCARD OF CÔTE D'IVOIREvii

THE NATIONAL COUNCIL FOR HUMAN RIGHTSviii

CNDH REGIONAL REPRESENTATIVE OFFICESxiv

EXECUTIVE SUMMARY 14

INTRODUCTION 15

PART ONE: THE STATE OF HUMAN RIGHTS IN CÔTE D'IVOIRE

I. CIVIL AND POLITICAL RIGHTS 17

II. ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS 37

III. RIGHTS OF SPECIFIC GROUPS 45

IV. REFERRALS AND SELF-REFERRED CASES 51

V. RECOMMENDATIONS 64

PART TWO:

ACTIVITIES OF THE CNDH

I. PROMOTION ACTIVITIES 74

II. PROTECTION ACTIVITIES 86

III. COOPERATION ACTIVITIES 88

IV. ACHIEVEMENTS, DIFFICULTIES AND PROSPECTS 93

CONCLUSION 96

LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS

ACPF	African Child Policy Forum
ACPHR	African Commission on Human and Peoples' Rights
ACRWC	African Charter of the Rights and Welfare of the Child
AfCHPR	African Court on Human and Peoples' Rights
AFCNDH	Francophone Association of National Human Rights Commissions
AFEMCI	Association of Women Magistrates of Côte d'Ivoire
AFIP	Africa Woman Positive Initiatives
AGEPE	Agency for the Study and Promotion of Employment
ANAGED	National Waste Management Agency
APDH	Actions Action for the Protection of Human Rights
CDRP	Coalition for Democracy, Reconciliation and Peace
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CGRAE	General Retirement Fund for State Employees
CHU	University Hospital Center
CMU	Universal Health Coverage
CNAM	National Health Insurance Fund
CNDH	National Human Rights Council
CNDHCI	National Human Rights Commission of Côte d'Ivoire
CNEC	National Coordination of Research Professor and Researchers
CNI	National Identity Card
CNPS	National Social Insurance Fund
CNS	National Security Council
CODEC	Collective of Research Professors
COGES	School Management Committee
COSEFCI	Coalition of Trade Unions of the Education/Training Sector of Côte d'Ivoire
CPP	Penal Procedures Code
CRDH	Regional Human Rights Commission
CSO	Civil Society Organizations
DAARA	Department of Aid and Assistance to Refugees and Stateless Persons
DDECI	Dignity and Rights for Children of Côte d'Ivoire
DSPS	Strategies, Planning and Statistics Directorate
ECOWAS	Economic Community of West African States
ECPM	Together Against the Death Policy

EDHC	Human Rights and Civic Education
EDS	Together for Democracy and Sovereignty
FACI	Armed Forces of Côte d'Ivoire
FDH	Human Rights Forum
FEMUA	Urban Music Festival of Anoumaba
FESCI	Student Federation of Côte d'Ivoire
FGM	Female Genital Mutilation
FSU COM	Community-Based Urban Health Centers
GANHRI	Global Alliance of National Human Rights Institutions
GBV	Gender-Based Violence
GPS	Generations and People in Solidarity
HIV	Human Immunodeficiency Viruses
IAWJ	International Association of Women Judges
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
ICRC	International Committee of the Red Cross
ICRC	International Convention on the Rights of the Child
ICTJ	International Center for Transitional Justice
IEC	Independent Electoral Commission
ILO	International Labour Organization
IPS	Social Protection Institution
IPS-CGRAE	Social Protection Institution General Retirement Fund for State Employees
ISHR	International Service for Human Rights
ISMCI	Inter-Union of the Media Sector of Côte d'Ivoire
IWD	International Women's Day
JICA	Japan International Cooperation Agency
JPO	Judicial Police Officers
LMD	Bachelor's Master's Doctorate system
MAC	Correctional Facility
MENETFP	Ministry of National Education, Technical Education and Vocational Training
MUGEFCI	General Mutual Society for Civil Servants and State Employees of Côte d'Ivoire
NANHRI	Network of African National Human Rights Institutions
NDI	National Democratic Institute
NED	National Endowment for Democracy
NGO	Non-Governmental Organization
NHRI	National Human Rights Institute
NPMS	National Preventive Mechanism against Torture

OIDH	Ivorian Human Rights Observatory
OPCAT	Optional Protocol to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
PANB/PF	Budgeted National Action Plan / Family Planning
PDCI	Democratic Party of Côte d'Ivoire
PFSP	Social Safety Net Welfare Program
PHP	Physical and Humiliating Punishment
PNDS	National Health Development Plan
PS-Gouv	Government Social Program
RACI	Rally for Côte d'Ivoire
RADDHO	African Assembly for the Defense of Human Rights
RAJP	Action Justice and Peace Network
REQCI	Equitas Network in Côte d'Ivoire
RHDP	Rally of Houphouëtists for Democracy and Peace
RSS	Security Sector Reform
SDGs	Sustainable Development Goals
SIRS	International Session of Strategic Reflections
SYLECCI	Free Union of Teachers and Researchers of Côte d'Ivoire
UDH	Human Rights University
UDHR	Universal Declaration of Human Rights
UNDP	United Nations Development Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNHCR	Office of the United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOWAS	United Nations Office for West Africa and the Sahel
UPR	Universal Periodic Review
VACS	Violence Against Child Survey
WARO-UN-	West Africa Regional Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
HCHR	World Health Organization
WHO	

POSTCARD OF CÔTE D'IVOIRE *

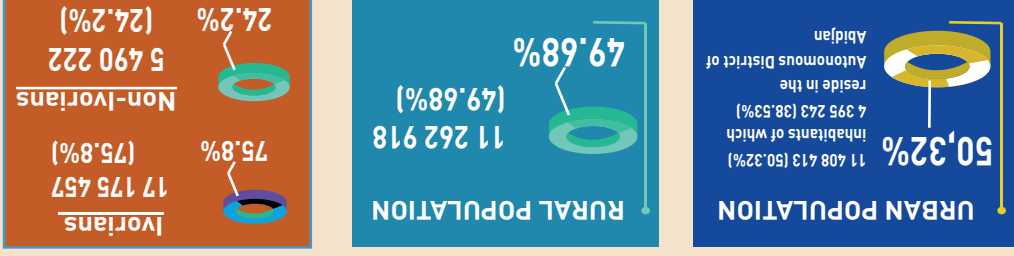
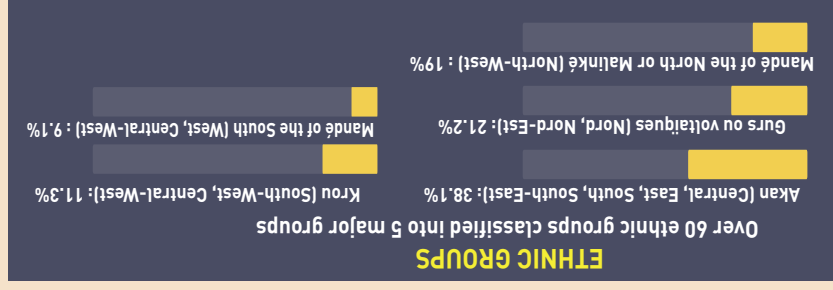
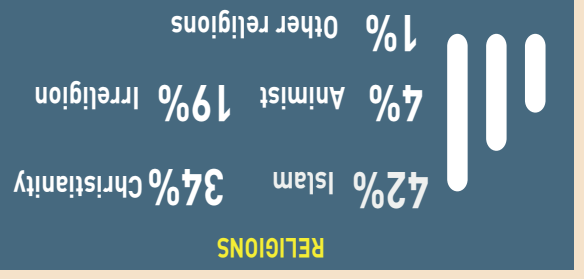
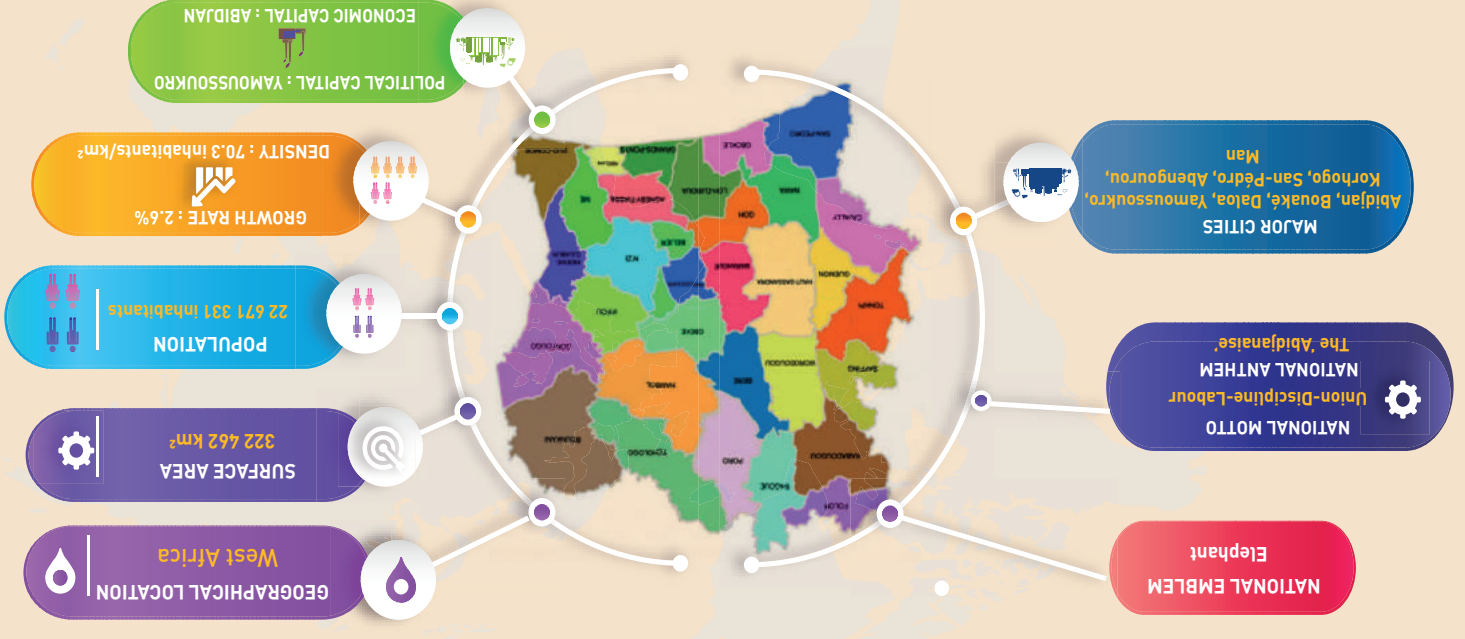
FLAG:
ORANGE-WHITE-GREEN
(VERTICAL STRIPES)



CÔTE D'IVOIRE

PRESIDENT OF THE REPUBLIC | Alassane OUATTARA
TYPE OF GOVERNMENT | REPUBLIC

Currency: West African CFA Franc (Fixed parity with the Euro; 1 Euro = 655.957 CFA Francs)

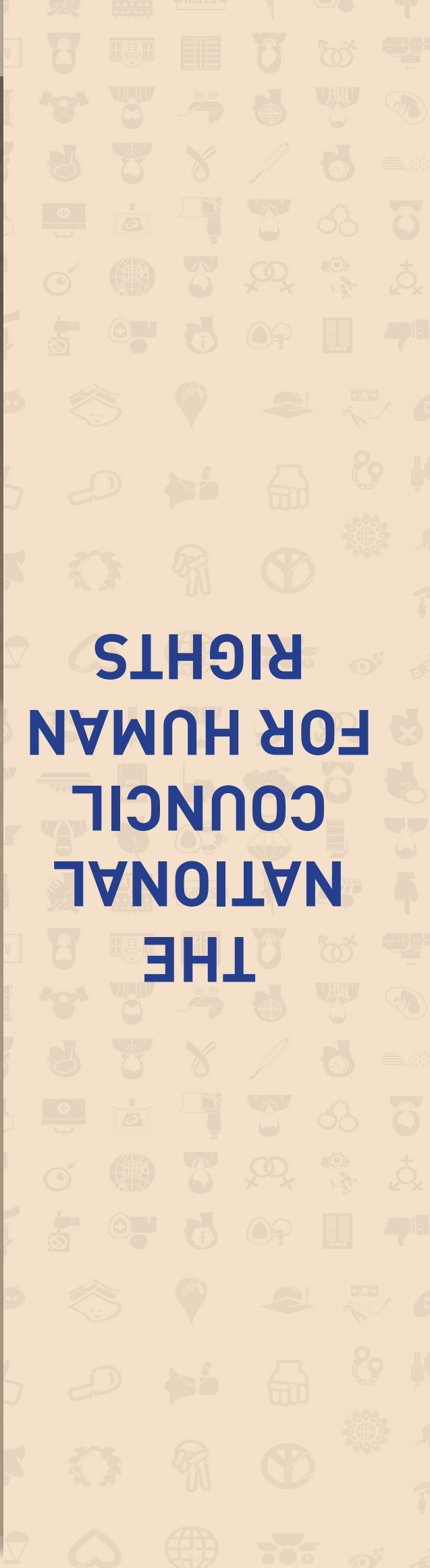


* The above data is cited from the RGP-2014 (General Census of Population and Housing of Côte d'Ivoire).
http://www.ins.ci/h/documents/RGPH2014_principaux_indicateurs.pdf (Consulted on 14 December 2018).



!!!

THE NATIONAL COUNCIL FOR HUMAN RIGHTS



The CNDH is made up of a Central Commission comprising 12 members called Human Rights Advisers, coming from associative and socio-professional structures, all having a deliberative voice.

They come from associative, socio-professional structures and expert designated below:

- One (01) personality, from non-governmental organizations, known for his/her skills in the field of promotion and protection of human rights field;
- One (01) personality, from non-governmental organizations, known for his/her skills in the field of promoting and protecting women's rights;
- One (01) personality, from non-governmental organizations, known for his/her skills in the field of promoting and protecting the rights of children;

Pluralism

The independence of the CNDH is perceptible on two levels, on the one hand, because it is an independent Administrative Authority (IAA) and on the other hand, because it owns a financial autonomy and a headquarter.

In addition, this independence manifests itself through the absence of any political or any kind of interference in the functioning of the institution, the accomplishment of its missions and the methods of appointing its members.

Independence

Created by Law n° 2018-900 of November 30th 2020, the National Council for Human Rights (CNDH) is an Independent Administrative Authority (IAA) which exercises advisory functions, conducts consultations, conducts missions of assessment and make proposals to the Government and to all other competent authorities, within the framework of the promotion, protection and defence of human rights on the national territory.

In accordance with the Paris principles, the action of the CNDH is based on the following principles:



- **receive complaints and denunciations** relating to cases of human rights violations;
- **promote national legislation and ensure** its harmonization with international standards;
- **encourage** the ratification or accession to international human rights instruments, as well as their effective implementation at the national level;
- **report**, as necessary, on the situation of Human Rights on the national territory by writing reports;
- **Proposals and reports** in the field of Human Rights: on its own initiative (self-referral), **opinions, recommendations, Parliament and any other competent body, at their request or Provide in an advisory capacity to** the Government, the Law, the attributions of the CNDH are presented in **14 axes:**

a. **Missions**

The CNDH monitors the respect for human rights in the country and also ensures compliance with Côte d'Ivoire's international commitments resulting from the ratification of human rights instruments. It prepares an annual report on the state of human rights and an activity report presented to the President of the Republic, the President of the National Assembly and the President of the Senate. This report is made public.

Surveillance

- One (01) psychologist.
- One (01) doctor ;
- One (01) lawyer ;
- One (01) magistrate ;
- One (01) personality from professional media organizations;
- Two (02) personalities known for their skills in the field of promoting and protecting human rights, experts;
- One (01) personality from the labour sector;
- One (01) personality, from non-governmental organizations, known for his/her skills in the field of promoting and protecting the rights of people living with disabilities;

- **carry out non-judicial investigations**, conduct all necessary investigations on complaints and denunciations of human rights violations;
- **question any authority or any person having a power of coercion** on human rights violations in the fields which concern them and to propose measures tending to put an end to them;
- **issue opinions** on all matters relating to the promotion, protection and defense of Human Rights;
- **receive laws relating to public freedoms** before their publication in order to disseminate them to human rights organizations;
- **visit places of detention**, in particular to prevent the commission of acts of torture, inhuman or degrading treatment and to strengthen protection against such acts;
- **contribute to the preparation of reports** prescribed by international legal instruments to which Côte d'Ivoire is a party;
- **maintain**, within the framework of its mission, relationships with National and International Institutions and Organizations intervening in the field of Human Rights, in accordance with the legislation in effect;
- **analyze** any question relating to the promotion, protection and defense of Human Rights;
- **contribute** to the protection of human rights defenders.

b. Areas of intervention

- **Promotion of human rights:** the CNDRH disseminates national and international legal instruments relating to human rights, raises awareness of human rights among the populations and trains state and non-state actors (civil society actors, leaders community and religious, etc.) on human rights through its university;
- **Protection of human rights:** the CNDRH conducts non-judicial investigations on allegations of rights violations brought to it by citizens, victims or of which it is aware. It works to repair the damage caused by the violation by accompanying victims in the quest for justice or putting an end to any ongoing violation;

c. Modes of action (opinions, studies, surveys)

- Under the terms of Article 2 paragraphs 5 to 8, the CNDRH receives and deals with complaints and denunciations relating to cases of human rights violations;

- carry out non-judicial inquiries, conduct all necessary investigations into complaints and denunciations brought before it (or which it takes responsibility for), and draw up a report containing the measures it proposes to put an end to them.

To this end, the CNDH developed a Manual for processing requests on April 18, 2019 in accordance with the provisions of Law 2018-900 of November 30, 2018. The CNDH also revitalized the operation of its toll-free number 80000888, then made operational after the test and compliance phase with the Request Processing Manual started in 2018, the request management software. The Council also created, in accordance with the organic framework of the institution, a Directorate of Studies and thematic programs covering all categories of law and a Directorate of Requests and Investigations having in addition to the Department of Prisons and Private Places of Liberty, a department dedicated to the management, processing and monitoring of requests.

More specifically, the Department of Requests missions are to:

- receive, format and record requests;
- process calls via the toll-free number (800 00 888) aimed at requesting information or denouncing human rights situations;



- manage the database, as well as carry out electronic and physical filing of files;
 - conduct preliminary hearings and inquiries;
 - provide advice, guidance, or referral to applicants;
 - support the Advisors and Regional Commissioners in the processing of requests;
 - notify the applicants of the conclusions and recommendations of the CNDH, in particular the closure or continuation of the procedures following the processing of their requests;
 - ensure the consolidation and follow-up of the recommendations arising from the review sessions of the General Assembly;
 - perform all tasks related to the management and monitoring of requests.
- In its policy of proximity to the populations, the CNDH has 31 regional commissions which carry out the missions of the Central Commission at the local level. These are the operational units of the CNDH, supported by 81 human rights officers and office workers.



CNDH REGIONAL REPRESENTATIVE OFFICES



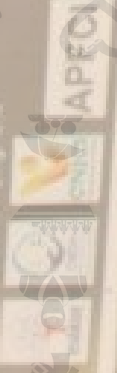
Administrative organization of regions in Côte d'Ivoire: 31 regions
Presence of the CNDH: 31 regions of Côte d'Ivoire
Source: CNDH

Rassemblement à 7h30 sur le planade de l'ASITARRAIL

JUSTICE POUR

ROXANE

LE 12 OCTOBRE



TOUCHE PAS A MON PAYS



EXECUTIVE SUMMARY



This report, drawn up in accordance to Article 3 of Law No. 2018-900 of 30 November 2018 establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the National Human Rights Council (also known under its French acronym, CNDH) summarizes the state of human rights in Côte d'Ivoire and the activities carried out by the CNDH over the course of the year 2019.

While the overall state of human rights is described and analyzed in the present report, a particular emphasis is placed on the documented cases of human rights violations. To this end, the present report is divided into two (02) parts. The first part addressing the state of Human Rights and the second summarizing the activities of the CNDH.

Concerning the state of Human Rights, the report primarily addresses Civil and political rights, Economic, social and cultural rights and Categorical rights. A particular focus is placed on the different types of referrals processed by the CNDH and the categories of human rights found to be in suffering. Recommendations based on the themes addressed are made at the end of this situational analysis of the state human rights.

As part of its activities, the CNDH has focused on the implementation of its promotion and protection activities. These activities included, on the one hand, promotion activities such as: celebrating thematic days, providing training under the "Human Right University" (UDH) program, mandated activities carried-out by and with the Regional Human Rights Commissions (CRDH), running of awareness-raising campaigns, awarding of a 'Human Rights Prize' and the organizing of workshops, seminars, as well as numerous other meetings related to existing mechanisms and interactions maintained alongside other national and international institutions. On the other hand, the implementation of protection activities included the drafting and distribution of: official statements, press releases, thematic reports and technical notes. Finally, the report highlights the achievements and difficulties that could be noted, as well as the prospects moving forward.



INTRODUCTION

As part of the reform of the National Human Rights Institution (NHRI), in view of aligning it to the "Paris Principles", the National Assembly of the Republic of Côte d'Ivoire adopted a new law establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the National Human Rights Council (also known under its French acronym, CNDH), enacted under Law No. 2018-900 of 30 November 2018.

In accordance to Article 2 of this law, the CNDH is responsible for the promotion, protection and defense of human rights throughout the national territory. It also exercises advisory functions, conducts consultations, conducts assessment missions and makes proposals to all competent authorities.

In order to report on the execution of its mandate, the CNDH, under the terms of Article 3 of its enabling law "(...) prepares an annual report on the state of Human Rights and a report of its activities to be presented to the President of the Republic, the President of the National Assembly and to the President of the Senate.

The presentations to the National Assembly and to the Senate giving rise to debates. These reports are made public."

This present report is the first to be produced by the NHRI under the new law. It deals with issues relating to Political dialogue, Justice, Freedom of expression, association and demonstration, Security, Civil protection and Identity. It also reports on the state of the rights to education, health, housing, culture and social security. It goes on to address subjects relating to the representation of women in decision-making bodies, violence committed against women (notably referring to female genital mutilation), reproductive sexual health, child labor, human trafficking and people with disabilities. Finally, it recaps the activities carried out in the year 2019 and puts a focus on the achievements made, difficulties noted and prospects moving forward.

This report is structured into two (02) parts:

Part One: The State of Human Rights in Côte d'Ivoire
Part Two: Activities of the CNDH

PART ONE: THE STATE OF HUMAN RIGHTS IN COTE D'IVOIRE

The analysis of Human Rights over the course of the year 2019 is focused on certain rights relating to Civil and Political Rights (CPR), Economic, Social and Cultural Rights (ESCR) and the rights of Specific Groups. The CNDH was seized for various referrals relating to allegations and violations of Human Rights for which, in accordance with its established powers, it implemented its referral processing mechanism.

I CIVIL AND POLITICAL RIGHTS

The analysis of the state of civil and political rights, as pertains to the present report, focuses on political dialogue (notably on the reform of the Independent Electoral Commission (IEC), justice, freedoms of expression, of association and demonstration, security and civil protection as well as the issue of the national identity card.

1. Political Dialogue on the Reform of the IEC

During his address to the Nation on 31 December 2018, the President of the Republic announced the opening of a political dialogue with political parties and groups of the opposition, as well as civil society organizations on the reform of the IEC.

This initiative follows the judgment rendered by the African Court on Human and Peoples' Rights (AfCHPR) rendered on 18 November 2016 in the Case of the NGO "Actions for the Protection of Human Rights" (APDH) vs. the State of Côte d'Ivoire".

Indeed, the APDH seized by Application No. 001/2014 dated 07 July 2014, the AfCHPR to note the non-compliance of the law¹ relating to the IEC with the regional and international legal instruments to which the State of Côte d'Ivoire is a party.

By judgment rendered on 18 November 2016, the AfCHPR ordered the State of Côte d'Ivoire to amend Law No. 2014-335 of 18 June 2014 relating to the IEC to align it with its international commitments, in particular to Article 26 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to Articles 10 Paragraph 3 and 17 of the African Charter on Democracy, Good Governance and Elections and Article 3 Paragraph 2 of the ECOWAS Protocol on democracy.

¹ Law No. 2014-335 amending Law No 2001-634 of 09 October 2001 relating to composition, organization and attribution of powers and functioning of the Independent Electoral Commission (IEC).



The said judgment provoked many reactions from all levels including from the Government, the political parties and groups, as well as from civil society.

The CNDH, in accordance with its mandate, initiated a series of actions, in particular, holding consultations with actors from civil society, academia, and political parties. The CNDH also advocated to encourage the competent authorities and other stakeholders to implement the judgment.

On 21 January 2019, the Government initiated a political dialogue with political parties and groups. On 24 January 2019, a framework for discussions with civil society actors was also initiated.

The CNDH is pleased to note that all of the stakeholders were indeed invited to the discussion table. However, the CNDH noted the withdrawal of the PDCI and the EDS on the grounds of differences over the methodology proposed by the Government.

Despite this withdrawal and the differences noted, the CNDH is delighted to observe that all of the stakeholders made their proposals available to the government and that the outcome of the IEC reform initiative gave way to Law No. 2019-708 of 05 August 2019 on the restructuring of the Independent Electoral Commission (IEC).

Under the terms of the above-mentioned law, the CNDH, for the first time, entered into the IEC by appointing a person from the fifteen (15) members of its Central Commission. After the swearing in of the central commissioners on 27 September 2019, the members of the bureau were elected.

The CNDH notes the presence of 2 women out of 7 members (i.e. a female representation of 28.5% in the bureau of the central commission) and the designation of 4 women out of 15 members in the Central Commission as a whole. (i.e. a female representation of 26.6%).

From 08 to 31 December 2019, the central commission proceeded with the establishment of 549 Local Electoral Commissions (LEC) each composed of 7 members including three from the opposition (AFD-CI / LMP / RD-GP-PAIX, AID-UMPP), three from the RHDP and a representative from the Ministry of Territorial Administration and Decentralization. As for the Electoral Commissions of Diplomatic Representations, the IEC indicates that they will be established between February and March 2020.

Furthermore, the CNDH notes that the PDCI-RDA and its political allies have submitted an application to the AfCHPR for the purpose of suspending the implementation of the new law on the grounds that it would not be in compliance with the aforementioned judgment, with a request for interim measures that would suspend the establishment

of the new IEC. The application was declared admissible. However, the Provisional Measures Order of 28 November 2019 states that «the request for interim measures to prevent the application of said law has become moot ... the IEC having already been established».

2. Justice

The CNDH monitored the trials of former President Laurent Gbagbo and of Mr. Charles Blé Goude. The CNDH also periodically visited places of detention.

a. Trials of Laurent Gbagbo and Charles Blé Goude

The trials of former President Laurent Gbagbo and Mr. Charles Blé Goude retained the attention of the CNDH both nationally and internationally.

At the national level, the CNDH monitored with interest, the trials of former President Laurent Gbagbo and Mr. Charles Blé Goude. Former President Laurent Gbagbo was sentenced in absentia to 20 years of imprisonment for the case of the «Robbery of the BCEAO» while Mr. Charles Blé Goude, whose trial, opened on 18 December 2019, was sentenced in absentia to 20 years of imprisonment accompanied by 10 years of deprivation of civil and political rights and to the payment of 200 million Cfa Francs in damages, for acts of torture, rapes and intentional homicides.

At the international level, the CNDH notes that on 15 January 2019, the Trial Chamber of the International Criminal Court (ICC), by majority, acquitted both Laurent Gbagbo and Charles Blé Goude of all charges of crimes against humanity perpetrated in Côte d'Ivoire in 2010 and 2011. However, the ICC Prosecutor appealed against this acquittal on 16 September 2019.

The CNDH continues to monitor the on-going trials.

b. Periodic visits to prisons and other places of detention

In accordance with Article 2, 10th section of Law No. 2018-900 of 30 November 2018, the Council carried-out several visits to various places of detention, both civil and military.

In view of the powers conferred to it by the above-mentioned law, the Institution can now, without prior notification, conduct visits to places of deprivation of liberty in order to prevent the committing of acts of torture and treatments considered cruel, inhuman or degrading with a view of strengthening protection against such acts.



At the end of the year 2019, the CNDH carried-out three (3) sets of visits to places of deprivation of liberty on the basis of the themes specified for each set of visits:

- In September 2019, a survey on overcrowding in the Correctional Facilities (MAC);
- In October 2019, a survey on the conditions of detention for persons detained for military offenses at the Abidjan Military Correctional Facility (MAMA);
- In December 2019, a survey on access to health care in penal establishments.
- The below-mentioned analysis highlights the conclusions of the visits carried-out.

❖ Survey on overcrowding in the Correctional Facilities (MAC) in September 2019

The purpose of this visit was to establish a situation analysis of the overpopulation of the MACs in connection with the duration of pre-trial detentions with regard to the provisions of Article 167 of the new Law No. 2018-975 of 27 December 2018 relating to the Penal Procedures Code.

Table I: General statistics from the twenty-three (23) MACs in Côte d'Ivoire at 12 September 2019

N°	Correctional Facility (MAC)	Hosting Capacity	Actual # of detainees	Overflow of detainees	Occupancy Rate
1	Abengourou MAC	145	557	412	284%
2	Abidjan MAC	1500	6767	5267	351%
3	Agboville MAC	150	289	139	93%
4	Bondoukou MAC	140	350	210	250%
5	Bongouanou MAC	100	181	81	81%
6	Bouaflé MAC	150	276	126	86%
7	Bouaké MAC	150	692	542	361%
8	Bouna MAC	140	171	31	22%
9	Boundiali MAC	150	103	-47	-31%
10	Dabou MAC	150	140	-10	-7%
11	Daloa MAC	400	1260	860	215%
12	Dimbokro MAC	300	446	146	49%
13	Divo MAC	120	253	133	110%
14	Gagnoa MAC	200	391	191	95%

No	Correctional Facility (MAC)	Hosting Capacity	Actual # of detainees	Overflow of detainees	Occupancy Rate
15	Grand-Bassam MAC	229	219	-10	-4%
16	Katiola MAC	150	177	27	18%
17	Lakota MAC	150	73	-77	-51%
18	Man MAC	125	1117	992	894%
19	Oumé MAC	200	49	-151	-24%
20	Sassandra MAC	250	477	227	91%
21	Soubre MAC	150	517	367	245%
22	Touba MAC	100	100	0	0%
23	Toumodi MAC	150	200	50	133%
TOTAL		5,299	14,805	9,506	179%

In the twenty-three (23) Correctional facilities (MACs) concerned by this set of visits, it appears that, with the exception of the MACs in Boundiali, Dabou, Grand-Bassam, Lakota and Oumé, all the others MACs are overcrowded and indeed over their maximum holding capacity. Indeed, with maximum holding capacity of 5,299 detainees for all of the 23 MACs taken into account by this survey, the actual number of detainees counted revealed a total of 14,805 inmates (i.e. an occupancy rate of 179%, with an overcrowding estimated at 9,506 detainees.

Table II : General statistics from the twenty-three (23) MACs on 12 September 2019

N°	Correctional Facilities (MACs)	Number of Detainees				Detainees in Pre-Trial detention (remanded)			Detainees tried and convicted			Detainees having logged an appeal			Detainees having logged a final appeal						
		F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL	F	M	J	TOTAL				
1	Abengourou MAC	08	539	10	557	01	87	09	97	08	452	00	460	07	100	00	107	00	20	00	20
2	Abidjan MAC	195	6203	369	6767	110	2039	335	2484	85	4164	34	4283	16	532	0	548	4	73	0	77
3	d'Agboville MAC	06	275	08	289	01	89	08	98	05	186	00	191	04	91	00	95	00	01	00	01
4	Bondoukou MAC	09	341	10	350	08	84	00	102	03	245	10	248	00	69	00	69	00	00	00	00
5	Bongouanou MAC	10	159	12	181	00	59	08	67	10	100	04	114	03	40	00	43	00	00	00	00
6	Bouafé MAC	03	264	09	276	01	71	02	74	02	187	09	198	00	00	01	01	00	00	00	00
7	Bouake MAC	15	637	40	692	04	209	40	253	11	428	00	439	06	66	00	72	01	04	00	05
8	Bouna MAC	04	164	03	171	02	66	03	71	02	88	00	90	00	10	00	00	00	00	00	00
9	Boundjalil MAC	06	97	00	103	02	43	00	45	04	54	00	58	00	02	00	02	00	00	00	00
10	Dabou MAC	15	117	08	140	05	43	06	54	10	74	02	86	00	29	00	29	00	00	00	00
11	Daloa MAC	23	1181	56	1260	08	399	33	440	11	718	12	741	03	591	00	594	00	03	00	00
12	Dimbokro MAC	04	48	04	446	02	39	03	45	02	399	01	452	01	24	00	25	00	00	00	00
13	Divo MAC	03	244	06	253	01	127	06	134	02	117	00	119	02	27	00	29	02	14	00	16

TABLE II : GENERAL STATISTICS FROM THE TWENTY-THREE (23) MACS ON 12 SEPTEMBER 2019

N°	Correctional Facilities (MACs)	Number of Detainees			TOTAL	Detainees in Pre-Trial detention (remanded)			TOTAL	Detainees tried and convicted			TOTAL	Detainees having lodged an appeal			TOTAL	Detainees having lodged a final appeal			TOTAL
		F	M	J		F	M	J		F	M	J		F	M	J		F	M	J	
14	Gagnoa MAC	13	369	09	391	06	110	09	125	07	259	00	266	03	74	00	77	00	00	00	
15	Grand-Bassam MAC	07	208	04	219	02	81	04	87	05	127	00	132	05	30	00	35	00	00	00	
16	Katiola MAC	07	163	07	177	03	63	00	66	04	100	07	111	00	21	00	21	00	00	00	
17	Lakota MAC	03	69	01	73	01	26	01	28	02	43	00	45	02	12	00	14	00	00	00	
18	Man MAC	32	1037	48	1117	10	666	43	719	22	371	05	398	22	371	05	398	00	00	00	
19	Oumé MAC	00	48	01	49	00	15	01	16	00	33	00	33	00	19	00	19	00	01	01	
20	Sassandra MAC	05	458	14	477	04	208	11	223	01	250	03	254	00	43	00	43	00	00	00	
21	Soubre MAC	09	496	12	517	05	146	09	156	04	354	03	361	00	00	00	00	00	00	00	
22	Touba MAC	04	91	05	100	00	16	05	21	04	75	00	79	00	00	00	00	00	00	00	
23	Toumodi MAC	02	190	08	200	02	65	08	75	00	125	00	125	00	00	00	00	00	00	00	
	TOTAL	384	13787	634	14805	178	4751	555	5483	194	8949	90	9322	74	2151	06	2231	07	116	00	123

Legend: F= Females, M = Males, J = Juveniles

Out of a total of 14,805 detainees held across the twenty-three (23) MACs, 37.03% are in pre-trial detention. (i.e. one third (1/3) of the detainees)

Table III: Duration of pre-trial detention for misdemeanors at 12 September 2019

CORRECTION- AL FACILI- TIES (MACs)	Under (1) month				Between one (1) to six (6) months				Between six (6) to twelve (12) months				Between twelve (12) to eighteen (18) months				Over eighteen (18) months			
	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total	F	M	J	Total
Abengour- ou MAC	01	26	00	27	00	03	00	03	00	00	07	07	00	00	01	01	00	00	400	00
Abidjan MAC	07	221	14	242	23	09	281	383	14	230	41	285	12	183	21	216	09	376	14	399
Agboville MAC	00	09	00	09	01	14	00	15	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Bondoukou MAC	00	00	00	00	04	27	00	31	01	11	00	12	03	10	00	13	00	35	00	35
Bongouan- ou MAC	00	00	00	00	00	00	00	00	00	22	04	26	00	19	03	22	00	18	01	19
Bouaflé MAC	00	12	03	15	01	04	00	05	02	16	04	22	00	20	02	22	00	02	00	02
Bouake MAC	00	08	04	12	01	17	13	31	01	10	14	25	00	16	02	18	00	25	02	27
Bouna MAC	00	03	00	03	00	17	01	18	00	13	00	13	00	02	00	02	00	00	00	00
Boundiali MAC	00	03	00	03	03	02	02	07	00	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Dabou MAC	01	05	02	08	02	11	01	14	01	14	03	18	01	06	00	07	00	07	00	07
Daloa MAC	04	51	16	71	00	36	08	44	00	12	12	24	02	31	06	39	00	15	00	15
Dimbokro MAC	01	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	02	00	02	00	02	00	02
Divo MAC	00	22	01	23	01	31	02	34	00	12	01	13	00	03	04	07	00	03	00	03
Gagnoa MAC	00	37	01	38	03	52	03	58	03	06	00	09	00	06	00	06	00	00	00	00
Grand-Bas- sam MAC	07	208	04	219	02	81	04	87	05	127	00	132	00	00	00	00	00	00	00	00
Katiola MAC	00	06	00	06	00	00	03	03	00	07	00	07	00	01	00	01	00	00	00	00
Lakota MAC	00	01	00	01	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00

TABLE III: DURATION OF PRE-TRIAL DETENTION FOR MISDEMEANORS AT 12 SEPTEMBER 2019

CORRECTION-AL FACILITIES (MACs)	Under (1) month			Between one (1) to six (6) months			Between six (6) to twelve (12) months			Between twelve (12) to eighteen (18) months			Over eighteen (18) months							
Man MAC	00	10	03	13	01	75	16	92	00	23	04	27	01	89	02	92	02	95	04	101
Oumé MAC	00	01	00	01	00	12	00	12	00	02	01	03	00	00	00	00	00	00	00	00
Sassandra MAC	00	03	00	03	00	25	09	34	01	21	00	22	00	11	00	11	00	00	00	00
Soubre MAC	01	31	00	32	00	01	03	04	01	04	00	05	00	03	02	05	00	00	00	00
Touba MAC	00	00	00	00	00	02	02	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Toumodi MAC	00	00	00	00	01	12	05	15	01	08	03	12	00	03	00	08	00	04	00	12
TOTAL	22	657	46	727	43	874	82	889	30	317	90	637	19	405	43	472	11	582	21	622

This table shows that 622 persons prosecuted in correctional matters (misdemeanors) have been placed in pre-trial detention for more than 18 months, while the Penal Procedure Code currently in force specifies, in its Articles 163 and its followings that in correctional matters, that the period of pre-trial detention, including the exhaustion of extensions required by the investigation, may not exceed eighteen (18) months. Beyond the cited time period, the accused party is considered as held in detention without justification and must be released on statutory release (Article 166).

Table IV: Duration of pre-trial detention for felonies in MACs at 12 September 2019

CORRECTIONAL FACILITIES (MACs)	Between one (1) and eight (8) months			Total	Between eight (8) and sixteen (16) months			Total	Between sixteen (16) and twenty-four (24) months			Total	Over twenty-four (24) months			Total
	F	M	J		F	M	J		F	M	J		F	M	J	
Abengourou MAC	00	18	00	18	00	11	00	11	00	00	00	00	29	01	30	
Abidjan MAC	08	206	34	248	04	75	08	87	11	199	20	230	08	375	11	394
Agboville MAC	00	07	00	07	00	05	00	05	00	01	00	05	00	00	00	
Bondoukou MAC	04	00	00	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Bongouanou MAC	00	00	00	00	00	22	04	26	00	34	04	38	00	02	00	02
Bouaflé MAC	02	46	04	52	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Bouaké MAC	00	02	01	03	00	32	02	34	01	48	01	50	01	48	03	52
Bouna MAC	00	01	00	01	00	08	00	08	00	06	00	06	02	16	02	20
Boundiali MAC	01	05	01	07	00	11	01	12	00	02	01	03	00	01	00	01
Dabou MAC	00	04	00	04	00	08	01	09	00	05	00	05	00	46	01	47
Daloa MAC	03	71	06	80	00	62	03	65	00	03	00	03	02	169	05	176
Dimbokro MAC	01	15	01	17	01	24	02	27	02	05	02	09	00	10	01	11
Divo MAC	00	20	01	21	00	07	00	07	00	00	00	00	00	27	00	27
Gagnoa MAC	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	04	04	00	09	00	09
Grand-Bassam MAC	00	42	00	42	00	08	00	08	00	08	00	08	00	04	00	04
Katiola MAC	00	10	01	11	00	09	00	09	00	04	00	04	00	08	00	08
Lakota MAC	00	09	00	09	00	06	00	06	01	01	00	02	00	09	00	09
Man MAC	01	41	01	43	02	33	02	37	01	101	03	105	02	199	08	209
Oumé MAC	00	01	00	01	00	14	01	15	00	00	00	00	00	00	00	00
Sassandra MAC	00	11	01	12	00	14	00	14	03	20	01	24	00	66	00	66

TABLE IV: DURATION OF PRE-TRIAL DETENTION FOR FELONIES IN MACS AT 12 SEPTEMBER 2019

CORRECTIONAL FACILITIES (MACs)	Between one (1) and eight (8) months			Between eight (8) and sixteen (16) months			Between sixteen (16) and twenty-four (24) months			Over twenty-four (24) months						
Soubre MAC	02	15	00	17	01	08	03	12	00	00	00	01	32	00	33	
Touba MAC	00	00	04	04	00	00	00	00	00	00	00	00	14	01	15	
Toumodi MAC	00	05	00	05	00	03	00	03	00	01	00	01	00	08	08	
TOTAL	22	529	56	607	08	360	27	395	19	436	36	497	16	1072	36	1121

The survey showed that 1,121 persons involved in criminal proceedings have remained in pre-trial detention for over 24 months. Yet, the Penal Procedures Code specifies that the maximum time frame is 24 months. Beyond which time, the accused person shall be considered as held in unjustified detention and must be released on statutory release [Article 167].

In view of the above, a large number of defendants, whether in correctional or criminal matters, are in pre-trial detention exceeding time periods of 18 months for the first category and of 24 months for the second category. These pre-trial detentions going beyond the legal deadlines are therefore unjustified in the light of the prescriptions of Articles 163 and followings of the aforementioned law relating to the Penal Procedures Code.

❖ **The conditions of detention for persons detained for military infractions at the Abidjan Military Correctional Facility (MAMA) at October 2019**

The purpose of this survey was to assess compliance with the rules and conditions of detention in this prison establishment which holds military personnel having committed military offenses, as well as those specific to Admiral Faussignaux VAGBA and ex-General Blé Bruno DOGBO.

The MAMA which is located within the Gallieni Military Camp in Abidjan-Plateau, is made up of two buildings: Building A and Building B. The first building holds detainees of the rank of non-commissioned officers and non-commissioned members (enlisted rank) and the second is assigned to officers. The facility has a maximum holding capacity of 60 persons.

During the survey, the CNDH noted that there were forty six (46) detainees counting among them one (1) female presence, thirty eight (38) held in Building A and seven (07) held in Building B. Originally, the MAMA was not built to be a prison.

For this reason, the facility does not have the characteristics typical to international standards and norms relating to penitentiary establishments, namely the presences of barbed wire, watchtowers, visiting rooms, etc. In addition, the separation of men and women is not taken into account in its facilities. Consequently, the only woman detained does not have a specific prison cell.

It should be noted that unlike the MACs intended for civilian prisoners, the MAMA is not overcrowded, since for a holding capacity of sixty (60) persons is not reached, the present survey noted the presence of forty-six (46) detainees.

Based on the above and from the information collected from these detainees, it appears that the MAMA generally respects the rules concerning the treatment of detainees. However, much remains to be done, particularly in terms of the infrastructure of the facilities and access to health care for detainees.

Concerning Admiral Faussignaux VAGBA and ex-General Blé Bruno DOGBO, this visit consisted of discussions with the aforementioned detainees on their conditions of detention and their concerns. As a reminder, they are held separately. Their conditions of detention are relatively good. Their respective living environment is acceptable, with the basic necessities. They appear to be in good health and show no signs of torture or ill-treatment.

As for their concerns, the ex-Commander of the National Navy, Admiral Faussignaux VAGBA made certain allegations that would constitute attacks on his rights as a detained person. He claims that



healthcare.

For this final survey carried-out in 2019, the CNDH placed a particular emphasis on detainees' right to health, in particular access to

❖ **Survey on access to healthcare in correctional facilities in December 2019**

detained person.

As for ex-General Blé Bruno DOGBO, he did not raise any concerns regarding his current conditions of detention and his rights as a

detained person. In addition, he has an arm disability. As for ex-General Blé Bruno DOGBO, he did not raise any concerns regarding his current conditions of detention and his rights as a detained person. In the previous prisons where he was detained before his transfer. In incarcerated since 2011 and his conditions of detention were difficult to receive a monthly doctor's visit. Especially since he has been VAGBA deploras the fact that, despite his elderly age, he does not receive a monthly doctor's visit. Admiral Faussignaux the freezing of his assets since his arrest. Admiral Faussignaux permission to communicate with him. He has also protested against people, even his family members, notably his children are denied the justification. Apart from his wife who has special authorization, other denied visiting rights to certain persons from his entourage, without the Chief Public Prosecutor of the Court of First Instances in Abidjan

Table V: Access to healthcare by detainees in the Correctional Facilities in Côte d'Ivoire at 12 December 2019

Correctional Facilities	Existence of Health Services		Hospitalization capacity of the health service	Medical Evaluation of detainees upon arrival		Number of consultations recorded in 2019	Existence of prisoners with HIV		Medical care of detainees on-site or by appointment (Rdv)		Detainees extracted for external medical care in 2019	Presence of a first-aid box for emergencies		Supply of medication	
	Yes	No		Yes	No		Yes	No	On-Site	Rdv		Yes	No	Yes	No
Abengourou MAC	✓		00	✓		6600	✓		✓		28	✓		✓	
Abidjan MAC	✓		50	✓		14400	✓		✓		10	✓		✓	
Aboisso MAC	✓		03	✓		1272	✓		✓		18	✓		✓	
Adzope MAC	✓		00	✓		2880	✓		✓		22	✓		✓	
Agboville MAC	✓		02	✓		360	✓		✓		07	✓		✓	
Bondoukou MAC	✓		04	✓		3000	✓		✓		27	✓		✓	
Bongouanou MAC	✓		01		✓	960	✓			✓	24	✓		✓	
Bouaflé MAC	✓		30	✓		1800	✓		✓		48	✓		✓	
Bouaké MAC	✓		00	✓		6016	✓		✓		40	✓		✓	
Bouaké Penal Camp	✓		10	✓		13200	✓		✓		54	✓		✓	
Bouna MAC	✓		30	✓		10800	✓		✓		240	✓		✓	
Boundiali MAC	✓		03	✓		1500	✓		✓		48	✓		✓	
Dabou MAC		✓	00			2575					05			✓	
Daloa MAC	✓		20	✓		5400	✓		✓		24	✓		✓	
Danané MAC	✓		02	✓		2435	✓		✓		15	✓		✓	

TABLE V: ACCESS TO HEALTHCARE BY DETAINEES IN THE CORRECTIONAL FACILITIES IN CÔTE D'IVOIRE AT 12 DECEMBER 2019

Correctional Facilities	Existence of Health Services		Hospitalization capacity of the health service	Medical Evaluation of detainees upon arrival		Number of consultations recorded in 2019	Existence of prisoners with HIV		Medical care of detainees on-site or by appointment (Rdv)		Detainees extracted for external medical care in 2019	Presence of a first-aid box for emergencies		Supply of medication	
	Yes	No		Yes	No		Yes	No	On-Site	Rdv		Yes	No	Yes	No
Dimbokro MAC	✓		03	✓		3000	✓		✓		80	✓		✓	
Divo MAC	✓		00	✓		1400	✓		✓		03	✓		✓	
Gagnoa MAC	✓		03	✓		3192	✓		✓		57	✓		✓	
Grand-Bassam MAC	✓		02	✓		1000	✓		✓		10	✓		✓	
Katiola MAC	✓		02			1963			✓		29	✓		✓	
Korhogo MAC	✓		25	✓		1495	✓		✓		65	✓		✓	
Lakota MAC	✓		03	✓		500	✓		✓		00	✓		✓	
Man MAC	✓		03	✓		6900	✓		✓		25	✓		✓	
M'Bahiakro MAC		✓	00	✓		160	✓		✓		01	✓		✓	
Odienné MAC	✓		02			960	✓		✓		02	✓		✓	
Oumé MAC		✓	00			1703			✓		31	✓		✓	
Sassandra MAC	✓		02	✓		3000	✓		✓		03	✓		✓	
Séguéla MAC			06	✓		2912	✓		✓		33	✓		✓	
Soubré MAC	✓		03	✓		3564	✓		✓		74	✓		✓	
Tabou MAC	✓		02	✓		1856	✓		✓		49	✓		✓	
Tiassalé MAC	✓		05	✓		720	✓		✓		05	✓		✓	
Touba MAC	✓		02	✓		600	✓		✓		15	✓		✓	
MAC Toumodi	✓		10	✓		2220	✓		✓		28	✓		✓	

The results of this survey show that out of a total of thirty-four (34) correctional facilities visited, almost all, with the exceptions of the Dabou, M'Bahiakro and Oumè MACs, have a functional health service (generally in the form of an infirmary).

It should be noted that the Abidjan Correctional Facility (MACA) is the only facility that disposes of a specialized clinic equipped for tuberculosis screening and treatment, a medical analysis laboratory, an x-ray department (not operational on the day of the visit) and within which, in addition to the usual health personnel (nurse, midwife, nursing assistant), a resident general practitioner can be found. In most MACs, only one state-certified nurse practices.

However, it is to be deplored that in the infirmary of the Touba MAC, failing to have a registered nurse, this task is assigned to a prison officer «trained on the job” to take on the duties as acting nurse, since 2012.

With regard to the functioning of the health facilities, the visit made it possible to realize that not all health personnel are on-call. This situation does not guarantee access to night care within the correctional facilities, which restricts access to health care.

However, it should also be noted that upon their admission into the correctional facilities, with the exception of the Bongouanou MAC, all detainees were subjected to a medical evaluation exam which included an HIV test. Detainees who tested positive for HIV are taken in charge by all MACs, except for the M'Bahiakro and Odiennè MACs. As of 20 December 2019, the number of detainees who received a consultation over the course of the year varied between 160 and 14,400.

As for the number of sick detainees who have been cared for outside their correctional facility (for cases of hypertension, child birth, heart disease, surgery, etc.), it does not exceed 240.

Only half of the requests for medical transfers, namely requests for exit tickets made to the competent authorities, are granted. This is the case at the Abidjan MAC where out of twenty (20) exit tickets requested by the dispensary, ten (10) were executed. The medical staff explained this, among other things, by the difficulty experienced by relatives of sick detainees to cover the medical costs, the lack of ambulances, etc.

Health services are free for detainees, but the lack of adequate medication and equipment does not promote optimal access to health care.

Regarding the pathologies encountered in the visited correctional facilities, in addition to malaria, some may be the consequence

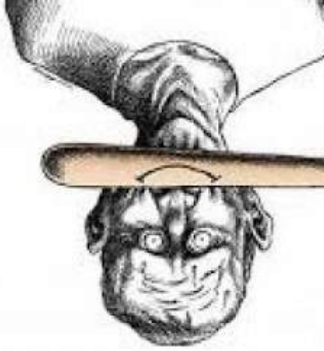
of overcrowding. These include pneumonia (acute respiratory infections), dermatosis (skin diseases), malnutrition, etc.

3. Freedom of expression, of association and demonstration

The CNDH observed the exercise and respect of the freedoms of expression, association, assembly and demonstration, recognized by the Ivorian Constitution in its Articles 19 and 20.

a. Freedom of expression

The CNDH notes, with regret, the resurgence of verbal violence and incitement to hatred between various political actors as well as the publication of personal data without prior authorization via social media. These actions undermine public order and tend to undermine social cohesion and peace.



In a statement produced on 06 February 2019, the Council urged political actors to exercise restraint and responsibility on the eve of the election year. The Council also invited the population to respect one another despite their ideological, religious and political differences. The CNDH also invited the written press, the media and activists on social media to respect the institutions of the Republic and the persons who embody them.

b. Freedom of association, assembly and demonstration

The CNDH observed several social movements which have disrupted the proper functioning of certain services, thus causing violations of certain rights such as the rights to health, to education, to property, to the freedom to go and come, etc.

The Council also noted a reconfiguration of the political landscape. As can be observed by the creation of a unified party called the RHDH (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix literally translated as the Rally of Houphouëtists for Democracy and Peace), the political group currently in power, on the other hand the CDRP (Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix literally translated as the Coalition for Democracy, Reconciliation and Peace) and of the political movement called GPS (Génération et Peuples Solidaires literally translated as Generations and People in Solidarity) which are both on the opposition side. This situation testifies to the vitality of the freedom of association which contributes to promoting and consolidating democracy in Côte d'Ivoire.



In addition, during the meeting held by the Minister of Territorial Administration and Decentralization with the Union of Cities and Municipalities of Côte d'Ivoire (UVICOCI), he recommended to mayors

to suspend all political activities in their respective localities until the beginning of January 2020.

A meeting of the PDCl (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire – literally translated as the Democratic Party of Côte d'Ivoire) was interrupted by the gendarmerie in Sangouiné on 05 August 2019. Another meeting co-organized by the PDCl and the FPI (Front Populaire Ivoirien – literally translated as the Ivorian Popular Front) scheduled for 21 December in Yopougon FICGAYO was relocated to the SENI FOFANA stadium in Port-Bouët following municipal Decree No. 16/MYOP/SG of 13 December 2019 prohibiting all public demonstrations that could cause crowd movements in the open spaces of the commune of Yopougon, during the period starting 16 December 2019 and up until 05 January 2020.

In addition, the former President of the National Assembly, Mr. Guillaume SORO, being outside the country, is the subject of an international arrest warrant issued on 23 December 2019 for the undermining of national security, embezzlement of public funds and money laundering.

It should be reminded that his return to Côte d'Ivoire planned for the same date of 23 December saw the mobilization of his supporters who were prevented from reaching the airport to welcome him. The course of these events led to the arrest of fifteen (15) executives close to Mr. Kigbafori Guillaume SORO including five (05) parliamentarians, one (01) mayor and one (01) municipal advisor prosecuted for spreading false news, offences against public order and incitement to hatred.

4. Security and Civil Protection

Two variables serve as the basis for this analysis of security and civil protection, notably inter-community conflicts with their corollaries and the harmful effects of climate change.

c. Inter-community conflicts

The CNDH has observed an escalation of conflicts between communities, which have shown themselves to progressively become more violent. Beyond the destruction of private and public property, there have been losses of life and numerous displacements of people who often find themselves homeless.

In order to understand this situation, the CNDH initiated consultations with populations in 32 localities in Côte d'Ivoire. The following types of conflicts emerged from these consultations:



- Conflicts related to land management (rural and urban) in almost all localities visited;
- Violence and violations of the right to life in connection with illegal gold mining;
- Recurrent conflicts between indigenous and non-indigenous populations, as well as between indigenous populations and non-natives;
- Challenges to the legitimacy of certain customary chiefs;
- Lack of civism by youth, especially from students who defy the authority of the School Administration;
- Battles for the control of drug sales and consumption networks;
- Non-respect for the authority of State Representatives in certain localities;
- The report of the national consultations carried-out highlights the recurrent nature of land disputes, power struggles at local level for control of new sources of wealth (gold mining sites, plantations ...).

d. Floods

In October 2019, heavy rains fell in Côte d'Ivoire, causing floods in several cities of the country, the most affected were Abidjan, Ayamé, Alépé and Grand-Bassam.

This situation resulted in six (6) losses of life, including five (5) in Abidjan and one (1) in Ayamé, and numerous material damages as well as the closing of several roads which became unusable. The General Hospital of Ayamé and the Ayamé School Group 1, 2 and 3 suffered significant damages. In Grand-Bassam, several dwellings in the Oddos, Phare, Petit Paris, France and Moossoou neighborhoods were flooded.

The CNDH deployed a fact-finding mission on the field, the conclusions of which state that these floods are the combined consequence of natural phenomenon and human actions (closure of the outlet), having caused several cases of human rights violations, in particular the rights to security, life, health, education, housing, as well as the right to the free movement of goods and persons.

The CNDH remains committed to raising awareness among the population to evacuate dangerous sites.



5. National Identity Card (CNI)



Côte d'Ivoire, as a State Party to the UDHR and the ICESCR, is committed to the promotion of the right to identity for all persons living on its territory.

Under Article 3 of Law No. 2004-303 of 03 May 2004 amending Law No. 2002-03 of 03 January 2002 on the identification of persons and the stay of foreigners in Côte d'Ivoire : "The identity of nationals is established by a document called the National Identity Card (...)".

The CNDH notes that many CNIs established in 2009, as part of the 2010 electoral process, expired during the year 2019. In response to this situation, the Government issued Decree No. 2019-590 of 03 July 2019 determining the transitional period of validity of the CNI, until 30 June 2020.

On Wednesday 11 December 2019, the President of the Republic H.E.M. Alassane Ouattara was registered for the establishment of his new CNI. This enrollment of the Head of State marked the launch of the CNI renewal operations for the cards which will expire by June 2020, at the end of the period set out in the above-mentioned Decree. The identification process, which will continue in 2020, will allow each person residing or passing through Côte d'Ivoire, to have a National Identification Number (NNI). The implementation of the National Register of Natural Persons (RNPP) will result in the modernization of civil status systems, good control of the production of identity documents and the management of migratory flows.

The issue relating to the payment of a stamp duty fee fixed at 5,000 CFA Francs as set out by Law No. 2019-566 of 26 June 2019 on the establishment of a national biometric identity card in Côte d'Ivoire, gives rise to debates. The supporters of the thesis of "free issuance of the national identity card" oppose the payment of a stamp duty fee, as was the case during the exceptional period just after the last crisis.

The Government considers that the principle of the payment of a stamp duty fee was already affirmed in Law No. 62-64 of 20 February 1962 on identity and reaffirmed by Law No. 2014-319 of 04 June 2014 laying down conditions of establishment, obtainment and on the form of the national identity card.

The issue of the National Identity Cards (CNI) arouses a lot of passion because of the approaching 2020 electoral deadlines.

III. ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS

The analysis of the state of economic, social and cultural rights focused on issues related to education, housing, health, culture and social protection.

1. Right to a quality education

Article 10 of the Ivorian Constitution of 08 November 2016 states that «(...) The State and public authorities ensure education for children. They create favorable conditions for this education”.

Law No. 2015-635 of 17 September 2015 amending Law No. 95-696 of 07 September 1995, establishes compulsory free schooling for all children aged 6 to 16. Article 10 of the Constitution of 08 November 2016 gives a basis for this law implementing mandatory free schooling.

This law contributes to increasing the offer of educational services and to improving the quality and efficiency of the educational system, in accordance with Goal 4 of the Sustainable Development Goals (SDGs) which ensures equitable, inclusive and quality education and opportunities for all and throughout life.

This Country-wide policy made it possible to reach a net enrollment rate of 91.3% in 2019 according to the 2018-2019 statistical record log of the Ministry of National Education, Technical Education and Vocational Training, and more specifically a schooling rate of 43% for girls in secondary school.

The CNDH noted that the 2018-2019 school and academic year was disrupted by strikes by teachers, pupils and students.

Indeed, the months of January, February and March 2019 were marked by strikes initiated by the CES-CI (Coordination of Secondary School Teachers of Côte d'Ivoire) and the COSEFCI (Coalition of Trade Unions of the Education/Training Sector of Côte d'Ivoire). They demanded the reevaluation of housing allowances for all educational staff, the abolition of Wednesday classes in the primary school



system, the revaluation of bonuses linked to exams and the payment of a sum of 500,000 CFA francs to contract teachers recruited over past years by the State of Côte d'Ivoire. A march to the headquarters of the RTI (National Radio/Television Station) was organized by the students of the Classic Secondary School of Abidjan (better known by its registered French name : Lycée Classique d'Abidjan) and took place on 12 March 2019 to call upon the Ivorian authorities on the failure to resume classes in several establishments in Côte d'Ivoire. After a month of suspension, COSEFCl launched a new strike to draw more attention from 14 to 17 May 2019, renewed from 20 to 24 May 2019 stating that their motivation was the lack of response to their demands. In the same period, the CNEC (National Coordination of Research professor and Researchers), the SYLEC (Free Union of Teachers and Researchers of Côte d'Ivoire) and the CODEC (Collective of Research professors) initiated a strike on 20 May 2019 to demand, among other things, the payment of the balance of overtime hours due from the 2015/2016 and 2016/2017 periods, the effective application of the new hourly rate and the revaluation of wages and of the research bonus.

Faced with the recurrence of strikes in the education-training sector, the CNDH initiated two major actions:

- A consultation with 100 students from 30 university associations whose objective was to have a regular and peaceful academic year
- A survey carried out at the Félix Houphouët Boigny University in Cocody to better understand the problems of the university system

At the end of these initiatives, a set of difficulties were identified and recommendations made:

At the academic level:

- Difficulties in understanding the implementation of and the absence of a stable educational model for the proper application of the Bachelor-Master-Doctorate (BMD) system
- Learning difficulties for students oriented into the virtual materials, notably access to teachings, availability of teaching materials, as well as adequate supervision and assessment facilities for learners

At the infrastructure and equipment level:

- A general state of degradation of university infrastructures



- The deterioration or insufficiency of table-benches, air conditioning systems, teaching materials in several amphitheatres or in tutorial classes
- Non-functional practical work laboratories in the science and biosciences departments.

At the social level:

- Mismatch between demand and supply of dorm rooms, due to the non-completion of the rehabilitation of university dorm buildings
- Irregular payment of scholarships and a low number of beneficiaries per year;
- The limited number of meal offers by university restaurants which forces students sometimes to leave the classroom early to secure a place in line/queue (6,000 meals/day for a university population estimated at around 30,000 persons/day);
- The insufficiency of university bus lines in Abidjan and their non-existence in the rural parts of the country (cities of Bouaké, Korhogo, Man and Daloa);
- The high, disparate and non-uniform cost of enrollment fees in the universities and other higher education establishments;

- The existence of high additional costs in secondary school system. In addition, the issue of additional and complementary costs instituted by COGES² in public primary and secondary schools is a concern for parents of students. This situation is likely to limit access to education for children from disadvantaged families.

Similarly, the persistence of the phenomenon of pregnancies in the school setting is a source of concern for the CNDH. Indeed, according to data from the Strategies, Planning and Statistics Directorate (DPS) of the Ministry of National Education, Technical Education and Vocational Training, 4,475 cases of pregnancies were recorded during the 2018-2019 period against 4,137 cases in the 2017-2018 period (i.e. an increase of 338 cases [+ 8.17%]).

Pregnancies in the school setting are an obstacle to the realization of the right to education and for development young girls. This data indicates that the means of control used so far, namely awareness-raising campaigns and sex education, have shown their limits.

In addition, according to the Ministry of National Education, Technical Education and Vocational Training, 1,141,942 primary school students do not have a birth certificate. The DRENET (Regional Directorates

² The mission of the COGES (School Management Committee - SMCs written here as its french acronym - Comité de Gestion des Etablissements Scolaires) is to contribute to the promotion of the institution in which it is based and to create the conditions for better functioning.

of National Education and Technical Education) most affected by this phenomenon are those of Daloa (127,712 including 56,837 girls and 70,875 boys), Soubré (81,461 including 36,994 girls and 44,467 boys) and Man (74,105 including 33,797 girls and 40,308 boys). The non-declaration of births of these students constitutes an obstacle to the adequate implementation of their right to education, as it prevents said students from registering and participating in major exams which are required for their promotion from primary to secondary school and later on from secondary school to higher education (for lack of a birth certificate which is required for the process).

2. Right to Health

The right to health is guaranteed by Article 9 Paragraph 2 of the Ivorian Constitution of 08 November 2016 which states that: «All persons have the right to access health services” and by the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR)³ in its Article 12 which states that: «The States Parties the present Covenant recognize the right of all persons to the enjoyment of the highest state of physical and mental health which he/she is capable of achieving”. To live up to its commitments, the Ivorian government implemented several initiatives including the National Health Development Program (PNDS 2016-2020).

However, surveys carried out by the CNDH since 2015 on the right to health reveal a mismatch between supply and demand in the health care sector. Despite the adoption of the PND5 to align supply with demand, in accordance with the Abuja Declaration, the development of health infrastructures has not always kept pace with dynamism of population trends.

The CNDH carried out, in May 2019, a survey on the implementation of the right to health in five (5) communes of Abidjan: Abobo, Koumassi, Port-Bouët, Treichville and Yopougon. The results of the survey showed that the target populations are faced with various situations or deficits which limit their access to the right to health. These include:

- The unavailability of infrastructures, health personnel, equipment, medicines and blood products
- The average level of medical-technical platforms available
- Systematic non-display of the costs of medical procedures and of treatment protocols
- Insufficient number of functional ambulances



- Low hosting capacities
- Unsanitary conditions

In addition, the treatment of new pathologies is not always extended to all health facilities throughout the territory. For example, cancer care is only carried out within the University Hospital Center (CHU) of Treichville. Also to be noted, is an insufficiency and an uneven distribution of health personnel, the lack of uniform application of protocols and the absence of complaint mechanisms at the administration and health structure levels.

The CNDH observed that many health care facilities in the country are experiencing a state of deterioration as clearly shown by the closure of the University Hospital Center (CHU) of Yopougon on 01 November 2019 for rehabilitation. Several alternative measures to the closure of the said center have certainly been adopted by the authorities, however the resources linked to the deployment of staff and the strengthening of the technical platforms of the reception structures (the General Hospital of Yopougon ex PMI, the Community-Based Urban Health Center (FSU COM) of Yopougon Ananeraie) are not monitored. This situation impedes the implementation of the right to health for these populations.

Law No. 2014-131 of 24 March 2014 established Universal Health Coverage (CMU), as a compulsory system of health risk coverage for all persons residing in Côte d'Ivoire. This program, after several postponements, returned to its active phase since 01 October 2019. Although Community-Based Urban Health Centers (FSU COM) are involved in the program, they denounce the non-payment by the State of a backlog of fees. In fact, the shortfall resulting from the harmonization of the tariffs for medical procedures, the regular non-payment of agents' salaries, the lack of maintenance, or even renewal of technical platforms and infrastructures in general could cause obstacles to the implementation of the right to health for these populations. Also, the linkage of other insurances to the CMU could weaken the health insurance system.

3. Right to Housing

Article 11 of the ICESCR states that: "The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to an adequate standard of living for himself and his family, including adequate food, clothing and housing, and to the continuous improvement of living conditions. The States Parties will take appropriate steps to ensure the realization of this right (...)". For the application of this provision, the State of Côte d'Ivoire has committed since 2012 to build 150,000 social housings. This commitment found its anchor in the



2016 Constitution in its article 38 which stipulates that: «the State promotes citizens' access to housing (...)».

Reviewing the progress of this operation, the Minister of Construction, Housing, Sanitation and Urban Planning announced in 2018 that: "12,785 housing units were built over the 2012-2017 period, of which 4003 were delivered in 2017"⁴.

Faced with the scarcity of housing, owners and intermediaries working in the real estate sector overprice by imposing inaccessible costs under conditions contrary to the legislation in force⁵.

Notwithstanding the provisions of Law No. 2018-575 of 13 June 2018 on residential leases fixing the leasing deposit to a value of two months of rent and an advance of two months of rent to be given (value of 4 months of rent in total), it is clear that the owners attempt to counter these measures by imposing exorbitant amounts for rent on future tenants.

4. Cultural Rights

The issue of cultural rights is addressed in terms of diversity and cultural identity. For its promoters who seek to have this notion recognized as a "fundamental right", they aim to guarantee everyone the freedom to live their cultural identity, understood as "all of the cultural references by which a person, alone or in common, defines, constitutes, communicates and intends to be recognized with dignity" (Declaration of Fribourg, in Switzerland, on cultural rights, 2007).

Côte d'Ivoire has ratified the ICESCR and enshrined this right in Article 24 of the 2016 Constitution and is committed to promoting it. The Ivorian cultural world was shaken by numerous upheavals following a conflict between the Ivorian Copyright Office (BURIDA) and certain of its members (artists). To resolve this dispute, the State of Côte d'Ivoire, through its Ministry of Culture and of La Francophonie, commissioned an audit of the artists' house. This audit revealed many weaknesses in the governance of the BURIDA. Thus, the Ministry of Culture and La Francophonie, in agreement with the Government, has taken protective measures for the suspension of the Chairman of the Board of Directors (PCA) and the Director General (DG). This crisis ended with the election of a new leadership team.

As part of its missions, the CNDH noted that several tourists and cultural cities are in a state of deterioration or on their way to disappearing. This situation is due to natural phenomena (torrential rains, marine erosion) and/or to human action (uncontrolled urbanization). It should be reminded that the city of Grand-Bassam,



⁴ Web link to published article citing quote: <https://news.abidjan.net/h/641311.html>
⁵ Law No. 2018-575 of 13 June 2018 on the residential leasing

listed as a UNESCO World Heritage Site since 29 June 2012, suffers with the degradation of several historic buildings and centenary trees. The town of Grand-Bassam, having suffered extensive damage following torrential rains, was forced to postpone its traditional Abissa cultural festival.

Faced with coastal erosion, the village of Lahou-Kpanda is threatened to fade away, with the loss of several cultural symbols including the fishing village and the cemetery. This situation has led to the displacement of populations.

5. Right to Social Security

Article 9 of the ICESCR states that: «The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to social security, including social insurance:”

A social security policy and its implementation guarantee the respect of a certain number of rights for people. In terms of social security, the national social protection strategy adopted in May 2014 provides for a more comprehensive and effective social protection system while prioritizing measures and programs that reduce the vulnerability of the poorest and those most at risk.

In Côte d'Ivoire, the majority of workers in the public and private sectors benefit from social measures. This is not the case for the unemployed and those never having been employed.

In implementing its social protection policy, the State of Côte d'Ivoire set up five (5) main social security structures, namely the IPS-CNPS (*Institution de Prévoyance Sociale Nationale* Social -literally translated as the Social Protection Institution National Social Insurance Fund)⁶, the IPS-CGRAE (*Institution de Prévoyance Sociale -Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat- literally translated as Social Insurance Institute General Retirement Fund for State Employees*)⁷, the MUGEFCI (*Mutuelle Générale des Fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire-literally translated as General Mutual Society for Civil Servants and State Employees of Côte d'Ivoire*)⁸, the CNAM National Health Insurance Fund (*Caisse Nationale d'Assurance Maladie-literally translated as National Health Insurance Fund*)⁹, and the AGEPE (*Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi -literally translated as Agency for the Study and Promotion of Employment*)¹⁰.

6 Created on 15 December 1955 under the name Caisse de Compensation de Prestations Familiales, then on 20 December 1968 under its current name by Decree No. 2000-487 of 12 July 2000.

7 Created by Decree No. 2012-367 of 18 April 2012

8 Decree No. 73-176 of 27 April 1973, creating the MUGEFCI.

9 Decree No. 2014-395 of 25 June 2014, it provides the care inherent to illness or accident, maternity and physical and functional rehabilitation. It supports populations residing in Côte d'Ivoire, whether they are Ivorian or not following enrollment.

10 Created by decree No. 93-221 of 03 February 1993.



On analysis, these structures are geared towards specific groups (civil servants, state agents and their dependents, workers declared to the CNPS and their beneficiaries, with the exception of the target groups of the AGEPF). These services do not take into account a large part of the population. These include the unemployed and young graduates never having been employed, as well as workers in the formal or informal sector not declared to the CNPS.

The operationalization of the CMU for the benefit of all populations living in Côte d'Ivoire, could further strengthen the social protection system and work towards the achievement of Goal 3 of the SDGs for better health for all social layers.

Finally, the State adopted the Government Social Program (PS-Gouv) 2018-2020 which "(...) aims, more specifically, to provide populations with efficient health services, to facilitate access for and keep children in school, to promote affordable access for the population to essential services such as housing, energy, drinking water and transportation, and to improve employability and access to decent and stable employment for young persons and for women".

The implementation of the PS-Gouv made it possible to provide the target populations with quality basic social services.

The analysis of the rights of specific groups focuses on the representation of women in decision-making bodies, female genital mutilation, sexual and reproductive health, child labor and human trafficking.

a. Representation of women in decision-making bodies

Pursuant to Article 36 of the Ivorian Constitution¹¹, the Parliament adopted Law No. 2019-870 of 14 October 2019 promoting the representation of women in elected assemblies. Article 3, Paragraph 1, of this law states that «For single-member or list-based ballots, at least 30% of the total number of candidates presented during the electoral consultation must mandatorily be female representatives." It therefore establishes a quota of 30% for female representation on the lists during legislative, senatorial, regional and municipal elections, making the requirement applicable to all lists of candidates.

Even better, Article 4 of the aforementioned law includes incentive measures to strengthen the participation of women in public affairs. Thus, «Any political party or political group whose electoral lists reaches at least 50% of female representation (...) receives additional public funding".

¹¹ «The State works to promote women's political rights by increasing their likelihood of access to representation in elected assemblies. The modalities for the implementation of this Article shall be determined by law...»

III. RIGHTS OF SPECIFIC GROUPS



According to a study carried out by the World Bank in 2018, concerning gender equality, Côte d'Ivoire occupies the following ranks: 136th representation of women in elected assemblies. Article 3, Paragraph 1, of this law states that «For single-member or list-based ballots, at least 30% of the total number of candidates presented during the electoral consultation must mandatorily be female representatives.” It therefore establishes a quota of 30% for female representation on the lists during legislative, senatorial, regional and municipal elections, making the requirement applicable to all lists of candidates.

Even better, Article 4 of the aforementioned law includes incentive measures to strengthen the participation of women in public affairs. Thus, «Any political party or political group whose electoral lists reaches at least 50% of female representation (...) receives additional public funding”.

1. Representation of women in decision-making bodies

Pursuant to Article 36 of the Ivorian Constitution¹², the Parliament adopted Law No. 2019-870 of 14 October 2019 promoting the representation of women in elected assemblies. Article 3, Paragraph 1, of this law states that «For single-member or list-based ballots, at least 30% of the total number of candidates presented during the electoral consultation must mandatorily be female representatives.” It therefore establishes a quota of 30% for female representation on the lists during legislative, senatorial, regional and municipal elections, making the requirement applicable to all lists of candidates.

Even better, Article 4 of the aforementioned law includes incentive measures to strengthen the participation of women in public affairs. Thus, «Any political party or political group whose electoral lists reaches at least 50% of female representation (...) receives additional public funding”.

According to a study carried out by the World Bank in 2018, concerning gender equality, Côte d'Ivoire occupies the following ranks: 136th out of 144 countries according to the World Economic Forum, 43rd out of 52 African countries according to the AfDB and 171st out of 188 for the United Nations¹³. In terms of representation in national institutions, the CNDH notes that the National Assembly counts among its ranks 11% women, 0.31% in Regional Councils with out of 144 countries

¹²The State works to promote women's political rights by increasing their likelihood of access to representation in elected assemblies. The modalities for the implementation of this Article shall be determined by law...»

¹³ Cf. World Bank 2018 study «Inequality between men and women in Côte d'Ivoire, a staggering gap».



according to the World Economic Forum, 43rd out of 52 African countries according to the AfDB and 171st out of 188 for the United Nations¹⁴. In terms of representation in national institutions, the CNDH notes that the National Assembly counts among its ranks 11% women, 0.31% in Regional Councils with a single female President of the Cavalry Regional Council and 7% female representation sitting in the municipal councils.

With regard to appointments to high positions of responsibility, the last cabinet reshuffle (of the Government) made on 04 September 2019, brings to eight (8) the number of women appointed out of the forty-eight (48) positions (i.e. 16.67% including a Secretary of State to the Minister for Women, Family and Children, responsible for the Empowerment of Women.

The CNDH notes that the rate of female representation in decision-making bodies remains low. The Council will follow, with interest, the implementation of the law promoting the representation of women in elected assemblies.

2. Violence committed against women and girls

Côte d'Ivoire's commitment to fighting against harmful cultural practices leaves no room for ambiguous interpretation, given the international texts ratified by it. It has ratified several international instruments including the International Convention on the Rights of the Child (ICRC), the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), the African Charter on Human and Peoples' Rights (also known as the Banjul Charter) and the Additional Protocol on the Rights of Women in Africa (also known as the Maputo Protocol).

These texts are reinforced by a national legal system which punishes FGM through Article 5 of the Constitution of 08 November 2016 which states: "(...) female genital mutilation, as well as all other forms of debasement or degrading of human beings are prohibited" and Law No. 98-757 of 23 October 1998 punishing certain forms of violence against Women, which states that: "any attack on the integrity of the female genital organ, total or partial removal, excision, desensitization or any other practice".

According to the Ministry of Women, Family and Children, the prevalence rate of FGM in Côte d'Ivoire is between 36 and 38%¹⁵. In the West, North-West and North zones, this rate rises to over 70% of 15-49 year olds. But this rate is declining in the Center, South and East regions.



14 Cf. World Bank 2018 study «Inequality between men and women in Côte d'Ivoire, a staggering gap»
15 2018 CEDAW Report

In recent years, Côte d'Ivoire has experienced significant progress in the fight against FGM. Indeed, according to the National Institute of Statistics (INS), the national rate of women and girls having undergone genital mutilation, went from 45% in 1998, to 38% in 2012, to then reach 36.7% in 2016 with 10.9% having an age between 0 and 14 years old.

In addition, the issue of harmful practices and sexist stereotypes was raised with the State of Côte d'Ivoire during its review by the CEDAW on 05 July 2019 at the Palace of Nations in Geneva. The Committee recommended that the action plans and strategies drawn up by Côte d'Ivoire be reinforced.

3. Sexual and Reproductive Health

Sexual and Reproductive Health (SRH) is a state of total physical, mental and social well-being in all aspects that concern the reproductive system.

Persons in good SRH are able to enjoy a satisfying and safe sex life. These same persons also have the ability to reproduce and to decide if and when they would like to so.

The CNDH notes that Côte d'Ivoire faces some problems and challenges as concerns SRH.

SRH experienced a contraceptive prevalence rate which increased from 14% in 2012 to 19% in 2018.

Although Côte d'Ivoire adopted a Budgeted National Action Plan / Family Planning (PANB/PF 2016-2020), it should however be noted that the regulatory framework remains insufficient in accordance with the commitments made, notably the absence of a law on SRH.

The CNDH organized, in collaboration with the NGO 'Engender Health', an information workshop on the commitments of the State of Côte d'Ivoire concerning SRH. This workshop aimed to contribute to building the capacities of the populations in terms of health, and more specifically in terms of their SRH rights.

The workshop made recommendations to the State of Côte d'Ivoire.

4. Child Labor and Human Trafficking

Child labor and its worst forms, as defined by the Conventions of the International Labor Organization (ILO), are detrimental to the health of children, compromise their education and lead to other forms of exploitation and of abuse. Article 32 of the ICRC, which Côte d'Ivoire ratified on 04 February 1991, recognizes "the right of the child to be protected against economic exploitation and not to be required to



perform any work involving risks or likely to jeopardize his/her education or harm his/her health or his/her physical, mental, spiritual, moral or social development”.

The Ivorian Constitution in its Article 16 states that: “Child labor is prohibited and punishable by law. It is prohibited to employ a child in an activity that endangers him or that affects his health, growth or his/her physical and mental balance.”

Thus, the government established, by Decree No. 2011-366 of 03 November 2011, the National Committee for Monitoring Actions Against Child Exploitation and Child Labor, the mission of which is to monitor and evaluate actions by Government and non-government actors in the fight against human trafficking, exploitation and child labor.

A key institutional player in the national system to fight against the worst forms of child labor in Côte d’Ivoire, the CNDH notes that the Committee for Monitoring carried out several actions over the course of the year, including the adoption of the National Action Plan for the fight against child labor, presented on 26 June 2019, the construction of a shelter in Bouaké for child victims of human trafficking and exploitation, strengthening the intervention capacity of the police in charge of the fight against these particular sets of crimes by providing them with two (02) Each 4 x 4 type vehicles, computers and office equipment given to the sub-directorate of the Child trafficking and Juvenile delinquency Criminal Police Unit .

Also on the same subject, during its fact-finding missions to the localities of Bondoukou, Dimbokro and Hire, the CNDH noted the presence of children on illegal gold panning sites. The Council counted the presence of approximately 200 children on the clandestine gold panning site of Booré-Etienkro in the Department of Dimbokro.

The CNDH observes that despite the existence of a set of texts on the rights of children, and more specifically Law No. 2016-1111 of 08 December 2016 on the fight against trafficking, the phenomenon persists in a disturbing manner especially in areas of clandestine gold panning.

The presence of children in these areas shows other types of violations and attacks on children’s rights.

Transnational human trafficking networks, employing adolescent girls, are present on certain sites, thus exposing these children to drug usage, physical and psychological violence and sexual exploitation. Another obstacle that can be noted for children’s rights is the non-compliance by parents and communities to Law No. 2015-635 which calls for mandatory schooling of children ranging from 6 to 16 years old. As a result, a high dropout rate is observed in

mining areas, as children drop-out of school to go work on illegal gold panning sites in order to earn money for basic necessities such as food for themselves and their families.

5. Persons with Disabilities

By ratifying the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CPDH) on 10 January 2014, Côte d'Ivoire undertook to implement a set of measures taking into account the rights of people with disabilities, by promoting their rights and combating discrimination against them.

To do so, the Government proceeded in 2018 to a targeted recruitment of 158 persons with disabilities. An operation included in a list of actions to be implemented within the framework of the PS-Gouv 2019-2020. Thus, two hundred (200) persons were recruited in the year 2019, which brings to 1,295 the number of persons with disabilities recruited by waiver into Public Administration since the start of this operation in 1997.

In addition, raising the issue of access to education for children with motor, sensory and intellectual disabilities, the CNDH notes:

- 378 children with sensory disabilities integrated into schools, including 46 in secondary school
- 78 others registered into preparation centers
- 157 teachers trained and leading inclusive classes
- 107 supervisors (including: Regional Directorate of National Education (DREN) Inspectors of Pre-School and Primary Education (IEPP) and Joint-Steering Committee for Vocational and Technical Training (CPT)

- 91 social workers with reinforced capacities;
- 13 localities concerned ;
- 13 local promotion and monitoring committees established and now operational;
- 27 traditional primary schools concerned¹⁶.

The structural inadequacy of public education infrastructures making them not able to receive children with motor, sensory and intellectual disabilities, as well as the lack of qualified personnel, constitutes an obstacle to the enjoyment of the right to education for this category of children.

¹⁶Cf. Steering committee report of the project «Inclusive school for deaf and hearing-impaired children and blind and visually impaired children» conducted jointly by the Ministry of Education, National Education, Technical Education and Vocational Training, Employment and the Ministry of Social Protection, Women, Family and Children in partnership with the NGO Société Sans Barrières and its partners.



As for children with intellectual disabilities, they do not benefit from any specialized public institution. Children with motor disabilities integrate more or less into mainstream schools where the issue of accessibility is not often taken into account.

IV. REFERRALS AND SELF-REFERRED CASES

1. Types of Referrals and Query Processing Method

From 01 January to 31 December, 2019, the CNDH received **1,068 queries for human rights violations** from individuals, groups, unions, civil society organizations and state entities. These referrals relate to alleged or founded human rights violations.

The aforementioned natural or legal persons of public or private law can seize the Council through the following five (05) methods of referral:

- Direct referral
- Referrals by call on toll-free line (800 00 888)
- Referrals via social media
- Referrals by e-mail to the Institution
- Self-Referred by the Institution

a. Direct referral

Direct referrals are queries that populations send to the CNDH by postal mail or during on-site hearings. In 2019, the Queries Department recorded **310 direct queries (i.e. 29.03%** of the total recorded queries for the year).

b. Referrals by call on toll-free line (800 00 888)

Referrals via the toll-free number are recorded from the processing of received calls. These calls placed by people on Human Rights related issues, including but not limited to requests for advice and orientation, as well as denunciations of violations of Human Rights or attacks on the same. In 2019, the CNDH recorded via the toll-free number, **668 calls (i.e. 62.55%** of the total queries recorded for the year).



It is important to specify that with regard to this method of referral, following telephone exchanges, two situations may arise depending on the nature of the concern expressed. Indeed, it may be a question that requires an instant response that aims to direct the caller to public or private services that are equipped to follow up on their query. However, if the applicant demonstrates that he/she has encountered a refusal for assistance or a silence from said services, he/she is invited to report to Council's headquarters. He/she is received for a hearing, a file consisting of the query is opened, with the supporting documents for the alleged violation of the law. This file follows the same processing system reserved for the other methods of referral, namely the preparation of a technical note

CNDH who, according to the specificity of the case, assigns it to an Advisor for due diligence.

c. Referrals via social media

Referrals via social media consists of queries from the public, which are addressed through social interaction platforms such as Facebook, Twitter etc. From these social media accounts, the Department recorded **13 queries (i.e. 1.22%** of the total queries recorded for the year).



d. Referrals by e-mail to the Institution

As for referrals sent in via the official CNDH e-mail addresses (requetecndh@cgmail.com and c.centralcndh@cgmail.com), the Queries Department registered 51 referrals (i.e. 4.78% of the total queries recorded for the year).

e. Self-Referred by the CNDH

Self-referred queries consists of the Council, in accordance with Article 6 of the Query Processing Handbook, seizing ex officio cases of human rights violations on the initiative of its Executive Secretary. In 2019, the Queries Department recorded **26 cases of self-referred cases (i.e. 2.43%** of the total queries recorded for the year).

The below tables and graphs describe in detail the statistical breakdown of the queries registered from 01 January to 31 December 2019, as well as their processing by the departments of the CNDH.



2. Statistical Breakdown of Queries Registered in 2019

a. Breakdown of Queries Registered in 2019

The processing of queries consists in investigating them and carrying-out all necessary due diligence, with a view of providing follow-up to the inquiring party. This activity also takes into account queries, for which the Queries and Investigations Department ensures monitoring, in particular after their review by the General Assembly. In 2019, 887 referrals were thus fully processed (i.e. 95.14%) and 92 files (i.e. 4.86%) were still being processed.

The breakdown of queries registered in 2019 by type of referral is described in Table 1 seen below.

Table 1: Breakdown of Queries registered from 01 January to 31 December 2019

Types of Referrals	No. of Referrals	Percentage
Direct Referrals	310	29.03%
Self-Referrals by the institution	26	2.43%
Referrals via social media	13	1.22%
Referrals via call on toll-free line	668	62.55%
Referrals by e-mail	51	4.78%
Total	1068	100.00%

Source : Queries Department, CNDH, 2019

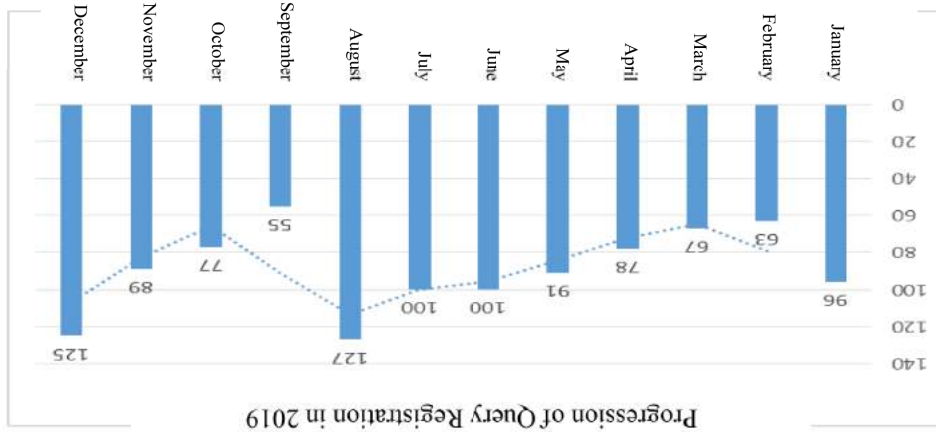
Table 1 shows that referrals called in via the toll-free number represents 668 referrals (i.e. 62.55% of all cases registered during the year). With regard to the other means of seizing the CNDH, we noted 310 direct referrals (i.e. 29.03% of all cases registered), 26 Self-Referrals cases by the institution (i.e. 2.43% of all cases registered). Referrals by e-mail and via social networks represented 4.78% and 1.22% respectively of all cases registered.

It was shown that the establishment of the toll-free number (800 00 888) strengthened the accessibility of the CNDH. Indeed, certain populations prefer to contact the CNDH by this means given its free nature and the constraints linked to travel to the headquarters of the institution in Abidjan. But it is necessary to encourage the use of other methods of referral which remain scarcely used.

After observation of the monthly distribution of referrals over the period from 01 January to 31 December 2019, it can be noted from Graph 1 seen below that:

- There was a spike in August 2019, with 127 referrals registered
- An average of 89 queries per month can be counted
- A revitalization of the query processing activities through the creation of the Queries and Investigations Department.

Graph 1 : Monthly distribution of Queries Registered from 01 January to 31 December 2019



Source: Queries Department, CNDH, 2019

In 2019, the increase noted in January (96 referrals) faded until March, before reaching the peak of 127 referrals in August. The reactivation of the regional commissions starting in September 2019 is the cause of the increase in numbers since that time, going up to 125 queries in December.

b. Status of queries processed in 2019

It can be noted from Table 2 seen below that of the total 1,068 queries registered in 2019, 887 were processed (i.e. 83.05% of the total referrals registered during the year). Of this subset of files processed, 824 (i.e. 92.90%) were closed. 181 cases (i.e. 16.95%) are still ongoing and being processed by the Advisers, Regional Commissioners and the Requests and Investigations Department to whom those referrals were handed.

Table 2: Status of queries processed in 2019

Modalities	Recorded Cases	Processed Cases	Closed Cases	Open Cases	# of Referrals
	1068	887	824	181	

Modalities	Recorded Cases	Processed Cases	Closed Cases	Open Cases
Percentages (%)	100.00%	83.05%	92.90%	16.95%

Source : *Queries Department, CNDH 2019*

According to Table 2, the 181 files still being processed concern those whose due diligence are on-going and those for which the involvement of other public services has been solicited. Regular monitoring of these due diligence procedures is necessary to evaluate how best to proceed with these referrals.

c. Breakdown by category of queries recorded in 2019

The referrals received during the year 2019 are classified into three (03) broad categories with regard to the main instruments for the protection of Human Rights. These are: Civil and political rights (521 referrals i.e. 48.78%), Economic, social and cultural rights (536 cases i.e. 50.19%), and Solidarity rights (11 cases i.e. 1.03%). The following Tables display the breakdown of queries for cases of alleged violations and clear cases of violations according to the categories of Human Rights concerned.

Table 3: Breakdown of queries registered in 2019 by category of Human Rights allegedly violated

Categories of Human rights	allegedly violated	Number of Referrals	Percentage by Category (%)
Civil and Political Rights	521	48.78%	
Economic, Social and Cultural Rights	536	50.19%	
Solidarity Rights (Right to a healthy and peaceful environment)	11	1.03%	
Total	1068	100.00%	

Source : *département Requêtes, CNDH, 2019*

Table 3 seen above shows that more than half of the queries registered concern firstly Economic, social and cultural rights (50.19% of all referrals) and secondly, Civil and political rights (48.78 %).

d. Processing of Referrals concerning Civil and Political Rights

521 of the referrals registered in 2019, according to their subject matter, relate to civil and political rights. According to Table 4a seen

below, the majority of the queries related to the rights to justice / a fair trial / the enforcement of court decisions (162 cases – i.e. 31.09% of the sub-total), access to information and documents of public interest, in this case on judicial or administrative procedures (143 cases – i.e. 27.45% of the sub-total), and to the protection of persons, notably women and girls against all forms of attacks on their physical integrity (96 cases – i.e. 18.43% of the sub-total).

Table 4a: Breakdown of Queries relating to Civil and Political Rights

Types of rights allegedly violated	# of Referrals	Percentages (%)
Right to justice / fair trial / enforcement of court decisions	162	31.09
Right to information (public information)	143	27.45
Right to physical integrity	96	18.43
Right to security of the person	42	8.06
Right to life	23	4.41
Right to free movement of people and goods	17	3.26
Right to security	15	2.88
Right to identity or nationality	8	1.55
Right to freedom to consent to marriage	7	1.35
Right to participate in the management of public affairs	3	0.57
Right to freedom of opinion	2	0.38
Right to freedom of assembly / association / peaceful protest	2	0.38
Right to freedom of religion	1	0.19
Total of all categories	521	100.00%
Proportion of overall base	48.78%	

Source : *Queries Department, CNDH, 2019*

According to Table 4a, the situation of detained persons as well as the need for information on judicial procedures and remedies appear in 162 referrals relating to civil and political rights (i.e. 31.09% of the sub-total). As for issues relating to the right to information, most of the requests are concerns from population related to their daily reality.

As part of the processing of these requests, as shown in Table 4b seen below, the CNDH found that 76 cases (i.e. 14.59%) out of the 521 files registered under civil and political rights were indeed violations

of Humans Rights. These types account for 47.50% of all 160 cases of violations for which the CNDH was seized in 2019.

Table 4b: Breakdown of Civil and Political Rights violated

Types of Rights Violated	# of Referrals	Percentages (%)
Right to justice / fair trial / enforcement of court decisions	42	55.26
Right to physical integrity	11	14.47
Right to Life	10	13.16
Right to Security	4	5.26
Right to security of the person	3	3.95
Right to free movement of people and goods	3	3.95
Right to information (public information)	2	2.63
Right to freedom of assembly / association / peaceful protest	1	1.32
Total of all categories	76	100.00%
Proportion of overall base		47.50%

Source : *Queries Department, CNDH, 2019*

Indeed, it appears that the violations registered related to civil and political rights primarily concern the rights to justice / to a fair trial / to the execution of court decisions (42 cases – i.e. 55.26% of the sub-total of cases observed), the physical integrity of persons, notably victims of domestic violence and rape (11 cases – i.e. 14.47% of the sub-total of cases found) and to life (10 cases – i.e. 13.16%).

e. Processing of Referrals relating to Economic, Social and Cultural Rights

Regarding economic, social and cultural rights, as can be seen in Table 5a seen below, 536 requests (i.e. 50.19% of all the referrals registered) relate to the right to work, particularly to non-compliance with social laws by companies and to inadequate working conditions (152 cases – i.e. 28.36% of the sub-total), the right to compensation for damages suffered, notably in connection with the crises that underwent Côte d'Ivoire, natural disasters, etc. (78 cases – i.e. 14.55% of the sub-total) and the right to property, mostly in the context of land disputes (67 cases – i.e. 12.50% of the sub-total).

Table 5a: Breakdown of referrals related to Economic, Social and Cultural Rights

Types of rights allegedly violated	# of Referrals	Percentages (%)
Right to work	152	28.36
Right to reparations	78	14.55

Types of rights allegedly violated	# of Referrals	Percentages (%)
Right to property	67	12,50
Right to education	63	11,75
Right to social protection	55	10,26
Right to health	39	7,28
Right to housing	34	6,35
Inheritance Rights	26	4,85
Right to potable water and an decent standard of living	22	4,10
Total of all categories	536	100,00
Proportion of overall base	50,19%	

Source: Queries Department, CNDH, 2019

According to Table 5a, complaints concerning non-compliance with the law by certain employers are present in 362 cases (i.e. 37.28%) of referrals relating to economic, social and political rights. The next highest volume is seen in the referrals relating to the right to reparations which represents 158 cases (i.e. 16.27%), to the right to property for 113 cases (i.e. 11.64%), and to childrens' right to protection from abuse counting 100 cases (i.e. 10.30%).

As part of the processing of these requests, as shown in Table 5b seen below, the CNDH noted that 421 cases (i.e. 43.36%) of the 971 allegations of violations relating to economic, social and cultural rights, were confirmed as violations of Human Rights.

Table 5b: Breakdown of Economic, Social and Cultural Rights violated

Types of Rights Violated	# of Referrals	Percent-ages (%)
Right to work	25.30	
Right to property	19.28	
Right to reparations	15.66	
Right to health	14.46	
Right to social protection	8	9.64
Right to education	7	8.43
Right to housing	4	4.82
Right to potable water and an decent standard of living	2	2.41
Total	100.00	
Proportion of overall base	51.88%	

Source: Queries Department, CNDH, 2019

It can be noted by observation of Table 5b that the registered violations of economic, social and cultural rights primarily concern the right to work (21 cases – i.e. 25.30% of the sub-total of cases found), right to property (16 cases – i.e. 19.28% of the sub-total of cases found), right to reparations (13 cases – i.e. 15.66% of the sub-total of cases found), and health (12 cases – i.e. 14.46% of the sub-total of the cases observed).

f. Breakdown of referrals related to Solidarity Rights

Concerning solidarity rights, the referrals focused mainly on issues related to the right to a healthy and peaceful environment, in particular allegations relating to neighborhood disputes, uncontrolled installation of garbage dumps or leisure areas causing noise disturbances. And when the applicants were directed towards services such as town halls, police stations or to the National Waste Management Agency (ANAGED), their concerns were resolved (11 requests – i.e. 1.03% of the 1,068 referrals registered).

Since 2018, One (01) violation was found under the right to a healthy and peaceful environment, involving a Court Clerk in Boudiali. In summary, the right to a healthy and peaceful environment deserves to be taken into account in the context of awareness-raising activities, since its violation risks having serious repercussions on other fundamental rights (to life, health, personal security, physical integrity, etc.). Also, all components of Human Rights are interdependent and collectively call for the attention of the Authorities and the mobilization of communities.

3. Processing of Queries registered from 2012 to 2019

This part of the report presents the progression of referrals since 2012 and the processing of requests during 2019, by the departments of the CNDH. The queries processed in 2019 also include those that had been registered in previous years and whose processing continued.

a. Description of the variation of Referrals registered from 2012 to 2019

Table 6 below describes the progression of referrals registered from 2012 to 2019.



Table 6: Breakdown of Queries registered from 2012 to 2019 by type of Referral

Year	Type of Referral	Total								
		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
	Direct Referrals	20	57	78	76	227	358	326	310	1452
	Self-Referred by the institution	-	-	-	-	-	-	41	26	67
	Referrals via social media	-	-	-	-	-	-	4	13	17
	Saisines par Numéro vert	-	-	-	-	61	1222	1486	668	3437
	Referrals via call on toll-free line	-	-	-	-	22	41	36	51	150
	Total	20	57	78	76	310	1621	1893	1068	5123

Source: Queries Department, CNDH, 2019

It can be noted after observation of the above table that the CNDH recorded a drop in referrals in 2019, compared to the number of queries (1,893) registered in 2018 (i.e. a variation rate of 43.58%).

As for the overall processing of referrals recorded by its departments, as observed in Table 7 seen below, the CNDH has registered 5,123 queries in all from 2012 up to 31 December 2019.

Table 7: Global Processing of Queries Registered from 2012 to 2019

Modalities	Record-ed Cases	Processed Cases	Closed Cases	Open Cases
Number	5123	4936	4562	187
Percentages	100.00%	96.35%	92.42%	3.65%

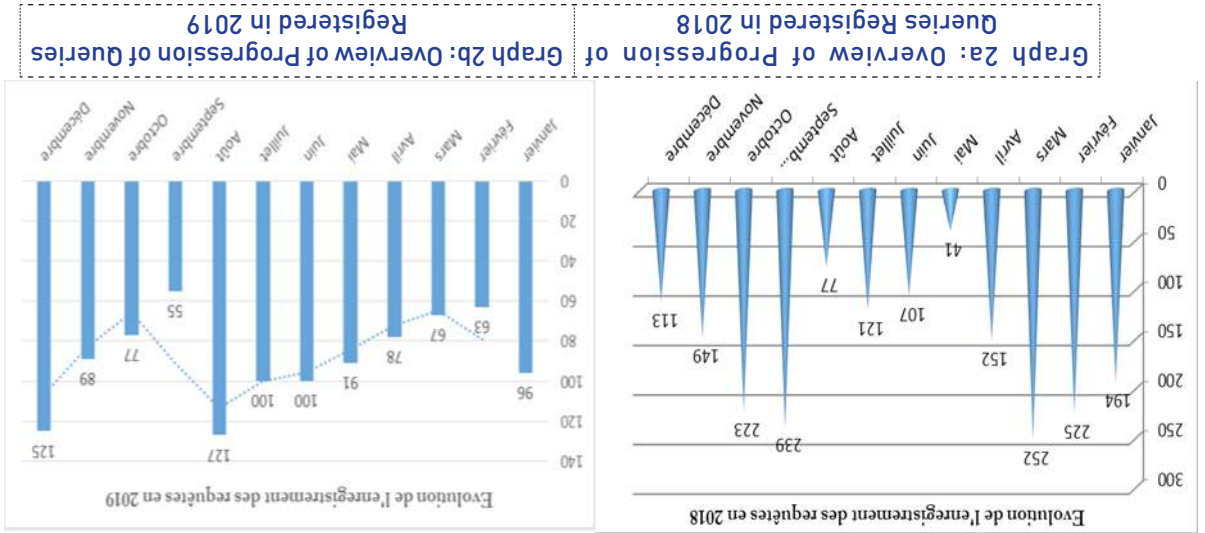
Source : Queries Department, CNDH, 2019

Since 2012, the CNDH has registered a total of 5,123 referrals and self-referrals. Of these 5,123 files, the CNDH processed 4,936 queries (i.e. 96.35%) and proceeded to close 4,562 files (i.e. 92.42%), after all due diligence having been completed. In summary, 187 requests (i.e. 3.65%) of the overall volume of referrals registered from 2012 to 2019 are still being processed.

b. Comparative Approach of Referrals Registered in 2018 and 2019

The graphs below show a comparative approach to queries per month as well as the results achieved in the further processing of referrals in 2018.

Graph 2: Comparative Approach of the Progression of Referrals in 2018 and 2019



After observation of Graph 2a and Graph 2b, it can be noted that the year was marked by a significant drop in the number of referrals, varying between 127 cases in August (peak) and 55 cases in September, (lowest volume). This could be explained, at least partially, by the process of establishing the regional structures of the CNDH as set out under Law No. 2018-900 of 30 November 2018.

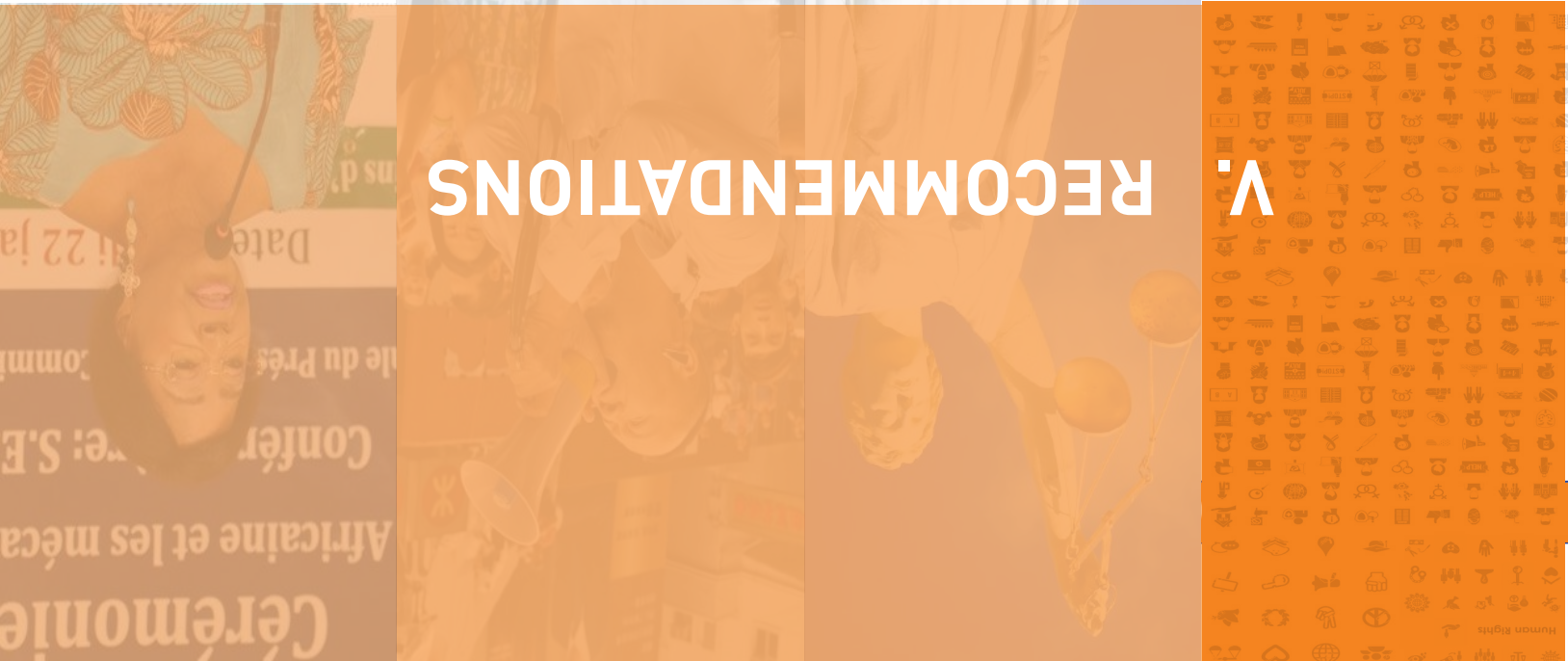
4. General Analysis of statistics related to Queries

After analysis of the statistical data presented below, it can be noted as follows:

- A dozen or so referrals were sent by applicants while outside of the national territory, in these case Ivorians living outside (France, USA, Kuwait, Mauritania, Burkina Faso, Mali);
- General knowledge of the missions and attributions of the CNDH, as well as those of state structures such as the Inspectorate of Labor and Social Law, military or civil courts, etc. has improved thanks to the information and awareness-raising actions organized by the Council;
- The social-political situation and the proper functioning of State services influence, in part, the pace of referrals registered at the CNDH;

- The monitoring of files whose processing required the collaboration or at times the full involvement of public structures has been strengthened, with convincing results (restoration of violated rights, review of social files, recommendations of recourse by certain applicants, etc.);
 - 160 cases of human rights violations, (i.e. 14.98% of all referrals recorded in 2019) were registered in the context of the processing of referrals and self-referrals, due to inaction, omission or difficulties encountered by users to state services;
 - The referrals recorded, compared to 2018, dropped by 43.58%, in part, due to the difficulties encountered by the regional commissions;
 - The evolution of referrals, according to their monthly distribution, depends on awareness-raising or mass information activities such as the broadcasting of the institutional spots on the television channel RTI 1;
 - The processing rate of queries registered in 2019 reached 83.05% compared to 94.61% for the previous year;
 - The overall processing rate of requests in 2019 reached 96.35% of files processed and 92.42% of files closed after due diligence carried out by the departments of the CNDH.
- The violations observed, by category and type, relate to the following specific rights:
- The right to justice / to a fair trial / to the execution of court decisions (42 cases – i.e. 26.25% of the 160 proven cases), in particular the procedural slowness, difficulties encountered in the context of free legal aid to populations, the situation of persons placed in pre-trial detention, etc.
 - The right to work (21 cases – i.e. 13.12% of the sub-total of 160 proven cases)
 - Land disputes in rural or urban areas (16 cases i.e. 10.00% of the 160 proven cases), and sometimes involving officials of the administration
 - The Right to reparations, in connection to the social-political crises that Côte d'Ivoire has known in the past or insurance companies not providing services after natural disasters covered by claims (13 cases – i.e. 08.12% of the violations noted)
 - The right to health (12 cases i.e. 07.50% of the 160 proven cases);
 - The right to physical integrity of people, in particular that of women and girls victims of violence (11 cases i.e. 06.87% of the 160 proven cases);

- The right to life (10 cases i.e. 06.25% of the 160 proven cases), often involving defense and security forces;
- The right to social protection of persons, in particular that of children, widows and retired populations (8 cases i.e. 05.00% of the 160 proven cases);
- The right to quality education (7 cases i.e. 07.50% of the 160 proven cases).



V. RECOMMENDATIONS

Regarding the state of Human Rights in Côte d'Ivoire, the CNDH makes the following recommendations:



1. Recommendations Based on the Present Report

To the Government

- Strengthen political dialogue by encouraging the participation of other actors;
- Support awareness-raising programs to promote the holding of non-violent elections;
- Work to encourage political parties and groups that have withdrawn from political dialogue to return to the negotiating table;
- Ensuring justice for all and with regard to all;
- Strengthen the material and human capacities of actors in the justice system;
- Improve the living conditions of people detained in correctional facilities and other places of custody (drinking water/ health care/ regular, healthy and balanced food supply);
- Processing of cases pending before the courts within a reasonable time;
- Reinforce adherence to conditions and deadlines governing pre-trial detention in both correctional and criminal matters in accordance to Article 167 and pursuant the Penal Procedures Code;
- Continue the building of Courts (including regional) courts to bring justice closer to the populations;
- Build new Correctional facilities (MAC) in compliance with international standards and norms;
- Build an Abidjan Military Correctional Facility in accordance with international standards for penal establishments;



- Guarantee the freedoms of association, expression and demonstration;
- Raise awareness of texts relating to the exercise of civil and political rights;
- Build-up the capacity of actors on the concept of freedom of expression, association and demonstration;
- Strengthen public policies to help create new jobs for young people in both urban and rural areas;
- Strengthen social and economic investment policies in localities and areas with strong community polarization;
- Raise awareness and accelerate the implementation of the law relating to Rural Property throughout the territory;
- Accelerate the demarcation of village lands which are a source of conflict;
- Facilitate the obtainment of land certificates;
- Bring to justice the alleged perpetrators of violations of Article 12 of the Constitution prohibiting the use of ethnicity in political actions;
- Guarantee political freedoms for all national political parties;
- Promote the principles of public service in the management of public affairs;
- Institute frameworks for periodic consultations and dialogues between public administration in the localities and communities, without discrimination, to address priority issues;
- Continue operations for the indemnification of victims of past political crises;
- Raise awareness of populations to heed meteorological alerts;
- Accelerate and extend the dredging works in coastal cities;
- Establish remote offices for the national office for civil protection in at-risk areas;
- Raise awareness of populations on the ORSEC plan;
- Establish a permanent framework for dialogue between the authorities, teaching staff and partners in the educational system in order to guarantee the smooth running of school and academic years;
- Provide educational and teaching structures with adequate means for their functioning and the improvement of learning conditions;

- Sanction educational staff or any person having impregnated a minor against a minor student or person having impregnated a minor student;
- Sensitize educational staff and students on the respect of the established school calendar in order to reach the total amount of hours required for its completion;
- Guarantee the right to health for all by equipping health structures, including the rehabilitation and strengthening of technical platforms;
- Build new health infrastructures respecting international standards and norms;
- Raise awareness of laws governing access to health, notably the circular relating to the free coverage for the first 48 hours of an emergency;
- Encourage health workers to adopt a code of ethics and professional conduct;
- Sensitize populations to regularly use health centers;
- Accelerate the operationalization of Universal Health Coverage (CMU);;
- Adopt a national housing policy to guarantee access to housing for all
- Sensitize and enforce Law No. 2018-575 of 13 June 2018 on residential leasing;
- Enforce the city master plan;
- Lower the cost of construction materials;
- Adopt a restoration and preservation policy for cultural events and sites;
- Promote Ivorian culture on both the national and international level;
- Establish a social security policy, easily understood for groups and populations with specific needs;
- Sensitize the actors of the informal sector to adhere to the national social protection strategy;
- Sanction employers who do not declare their employees and do not pay social security contributions;
- Ensure compliance with the law favoring the representation of women in elected assemblies;
- Encourage political parties and groups to present women during electoral processes;

- Educate the general public about respect for gender;
- Further improve prevention and care for victims by specialized basic social structures;
- Raise awareness of Law No. 98/757 of 23 December 1998 on the suppression of the different forms of violence against women;
- Strengthen political and community action to accelerate the elimination of Female Genital Mutilation (FGM);
- Raise awareness of the population on harmful cultural practices;
- Integrate FGM practitioners into new activities to rejoin the economic fabric;
- Pass a law on sexual and reproductive health;
- Implement the commitments made concerning sexual and reproductive health, notably by increasing the budget allocated to sexual health;
- Raise awareness of the population on reproductive sexual health;
- Conduct awareness-raising campaigns against the presence of children on illegal gold mining sites, plantations, markets and any other place of work;
- Sanction the authors of child exploitation in accordance with Law No. 2016-1111 of 08 December 2016 relating to the fight against human trafficking;
- Sensitize local communities on Law No. 2015-635 establishing mandatory schooling for all children ages 6 to 16 year olds;
- Adopt a Decree implementing Law 98-594 of 10 November 1998 on guidance for people with disabilities;
- Draft plan for the implementation of United Nations Convention 61/106 on the rights of persons with disabilities;
- Adopt a national policy for the promotion and protection of people with disabilities;
- Build specialized schools to accommodate children with disabilities in each region of the country;
- Create a high-level institutional framework responsible for coordinating actions to promote and protect the rights of people with disabilities;
- Integrate accessibility for people with disabilities as a quality standard in public, private and voluntary services;
- Develop an Inclusive National Education Program;
- Sensitize populations on all legal provisions concerning the issue of gender;

- Take into account the actors of the informal sector in the social protection strategy.

To Political Parties and Groups

- Participate in the political dialogue initiated by the Government; contribute to the holding of inclusive and peaceful elections in 2020;
- Train supporters in democratic culture;
- Deliver peaceful and unifying speeches that go in the sense of national reconciliation;
- Exercise rights in strict compliance with national law;
- Train supporters and sympathizers of political parties and groups to guarantee a better use of their rights;
- Promote gender equality within political groups;
- Comply with Law No. 2019-870 of 14 October 2019 promoting the representation of women in elected assemblies for future electoral deadlines.



To Civil society

- Participate in the reform of the Electoral Code which will be initiated by the Government;
- Raise awareness of the electoral process;
- Denounce cases of human rights violations in the health sector;
- Sensitize the general public about respect for medical staff;
- Continue to sensitize populations against FGM;
- Sensitize local communities on Law No. 2015-635 establishing compulsory schooling for children ages 6 to 16 yrs. old;
- Raise awareness of child exploitation in accordance with Law No. 2016-1111 of 08 December 2016 on the fight against human trafficking;
- Remind the State of its commitments in matters of sexual and reproductive health, notably the increase of the budget allocated to sexual health;
- Sensitize populations on sexual and reproductive health culture;
- Intensify awareness efforts for the promotion and respect of the rights of people with disabilities;



- Raise awareness of the issues of civism and respect for the institutions of the Republic;
- Sensitize the populations to become more involved in the process of national reconciliation;
- Sensitize populations on the mechanisms for access to justice. To Media
- Respect the code of ethics and professional conduct;
- Process information with the aim of consolidating peace;
- Dedicate sections in their editorial line to human rights .

To Teachers' Unions

- Show flexibility during talks for union (corporatist) demands; Use strikes as a last resort;
- Guarantee the apolitical nature of the school;
- Differentiate between corporatist and political demands.

To the Order of Physicians and health workers' unions

- Respect the code of ethics and professional conduct;
- Keep in mind the Hippocratic Oath during the exercise of their function;
- Bring Physicians found guilty of human rights violations during the exercise of their functions before the Council of the Order of Physicians.



To Owners of Housings

- Comply with Law No. 2018-575 of 13 June 2018 on residential leasing.

To the Ivorian Copyright Office (BURIDA)

- Establish transparent management of members' funds;
- Develop a culture of accountability vis-à-vis the members;
- Raise awareness for better understanding of copyright and royalties by the members;
- Establish representative Offices throughout the country;
- Continue and reinforce the fight against piracy.

To Community Leaders

- Denounce all perpetrators and accomplices of FGM to the competent authorities;
- Sensitize political actors and communities to work for a peaceful and violence-free electoral process;
- Sensitize political actors and communities on national reconciliation;
- Participate in the management of community and land conflicts.

To the Populations

- Respect the ORSEC plan defined by the government;
- Avoid obstructing gutters, drainage pipes and other water passages;
- Participate in the national reconciliation process;
- Participate for a peaceful electoral process;
- Show civism;
- Learn about the functioning of the judicial system;
- Comply with the laws currently in force;
- Know and respect the institutions of the Republic and the people who embody them;
- Avoid taking justice into your own hands and seize the competent institutions.



2. Recurrent Recommendations

These are the situations which persist despite the recommendations made in the previous CNDH reports which require the special attention of the Government despite the efforts that have been made: *Phenomenon of children in conflict with society (Reports of 2013-2014-2015-2016-2017)*

- Take all necessary measures to eradicate the phenomenon of children in conflict with society, or in conflict with the law, or acting with extreme violence, all the while ensuring their rights.
- Take all necessary measures to combat the phenomenon of “gnambros”.

Phenomenon of Highway Robbers (Reports of 2014, 2016, 2017 and 2018)

- Take steps to effectively combat the phenomenon of highway robbers.

Protected Forests (Reports of 2014, 2016 and 2017)

- Continue and complete the operations of the liberation of the protected forests, all the while ensuring the respect of the rights of evicted populations.

Rural Land (Reports of 2013, 2014, 2015 and 2017)

Take the necessary measures to remove obstacles to the application of law relating to rural land (awareness, cost reduction).

Women (Reports of 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 and 2018)

Take the necessary measures to make women's access to rural land ownership effective.

Children (Reports of 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 and 2018)

- Ensure the effective implementation of the law repressing all violations of the rights of the child and more particularly of early marriage and GBV ;

- Relocate the Juvenile Observation Center (COM) of Abidjan.

- Mining Operations (Reports of 2014, 2016 and 2017)

- Take steps to protect populations and the environment from the adverse effects of mining operations.

3. Recommendations Concerning Treaty Bodies

The CNDH encourages the Government, as concerns its international commitments, to:

❖ **Ratify the following conventions and protocols:**

- The International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families, adopted in 1990;
- The International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, adopted in 2006;
- The Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (establishing a national mechanism for the prevention of torture), adopted in 2002;

- Accelerate the creation of the National Mechanism Against Torture in accordance with the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (OPC);



- The Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, adopted in 2006;
- The Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, establishing a complaints mechanism, adopted in 2013.

❖ **Produce and present the reports awaited by the treaty bodies.**

The above table summarizes the reports awaited by the monitoring mechanisms

of the various treaties to which Côte d'Ivoire is a Party.

Report expected by the Supervisory Committee	Submitted Reports	Date of ratification /adhesion	Instruments
Initial report expected since 30 June 1993 To submit: Initial and cumulated report	Not submitted	Adhesion on 26 March 1992	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR)
15th periodic report expected since 03 February 2006 To submit: Initial and cumulated report	Reports submitted 23 July 1974 - 21 July 1980 - 10 January 2002	Ratification 04 January 1973	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (CERD)
Initial report expected since 12 March 2014 To submit: Initial and cumulated report	Not submitted	Adhesion on 12 March 2012	Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict
Initial report expected since 19 October 2013 To submit: Initial and cumulated report	Not submitted	Adhesion on 19 September 2011	Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography
Initial report expected since 10 February 2016	Not submitted	Ratification on 10 January 2014	Convention on the Rights of Persons with Disabilities

PART TWO: ACTIVITIES OF THE CNDH

Over the course of the year 2019, the CNDH carried out various activities for the promotion and protection of human rights. It also developed an intense interaction with several national, regional and international human rights organizations and mechanisms. The implementation of these interactions allowed for achievements to be made, challenges to be noted and to look towards the future by establishing clear prospects.



I. PROMOTION ACTIVITIES

The CNDH organized and participated in activities to promote human rights at the national, regional and international levels.

Activities focused on the celebration of thematic days, capacity building programs, the University of Human Rights, the Human Rights Forum and the briefing of the diplomatic corps.

1. Celebration of Thematic Days

Over the course of the year 2019, the CNDH commemorated five (5)

thematic days:

- 08 March 2018, celebration of **International Women's Day (IWD)**. On this occasion, the CNDH participated in activities organized by the Ministry of Women, Family and Children from 04 to 08 March in Abidjan and in Bouaké, with the holding of an information stand in the "IWD village" in Bouaké. Also, the CNDH honored thirty-nine (39) women and one (1) man for their involvement on the theme of «NICT and innovation»:

On this occasion, the CNDH organized, on 02-03 August 2019, conferences and panels on Leadership and the Rights of African Women, in collaboration with the Association "AFIP" (Africa Femmes Initiatives Positives – literally translated as: Africa Woman Positive Initiatives);

- 11 October 2019, celebration of **International Day of the Girl Child**. On this occasion, the CNDH hosted student female youth organizations for exchanges on the rights of the girl child and the implementation of instruments relating to women in Côte d'Ivoire;

- 20 November 2019, celebration of **Universal Children's Day**. On this occasion, the CNDH allowed children to take over for the day, 12 children from all social layers represented the 12 Advisors of the CNDH. They held a General Assembly which had as its agenda: The state of children's rights in Côte d'Ivoire and a review of the referrals registered by the Council;



MARCH
8

WOMEN'S DAY
International

- 25 November 2019, celebration of **International Day for the Elimination of Violence against Women**. To this end, the CNDH organized marches followed by the delivery of motions to the administrative authorities on violence perpetrated against women and girls in five (5) localities (Abengourou, Bangolo, Daoukro, Dimbokro and Gtiglo).

2. Capacity-Building Programs

Capacity building programs included a framework of workshops / seminars, as well as training sessions of the Human Rights University (UDH).

a. Workshops / Seminars

In 2019, the CNDH organized capacity-building activities for the benefit of its members and for the general public. These included the followings:

- An Initial Training Workshop for CNDH members, held 8 – 9 May 2019 in Grand Bassam;
- A workshop on the theme: «Review of the CNDHCI, challenges and prospects for the CNDH», held 30 July to 01 August 2019 in Grand Bassam, with the financial support of the West Africa Regional Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (WARO-UNHCHR);
- Training the Trainer Workshop on «Human Rights and Elections» for the 31 presidents of the Regional Human Rights Commissions, held 21-23 August 2019 in Yamoussoukro, with the financial support of the National Endowment for Democracy (NED);
- Capacity building for the 31 presidents of the Regional Human Rights Commissions, on the concepts of Human Rights held 14-19 October 2019;
- Capacity building of CNDH staff on “Eco-friendly behavior and the SDGs”, held 25 October 2019;
- Capacity building session for the 25 CNDH members on the issue of statelessness, held 29-31 October 2019 in Grand-Bassam, organized by the Department of Aid and Assistance to Refugees and Stateless Persons (DAAARA) of the Ministry of Foreign Affairs, in collaboration with the UNHCR;
- A Capacity-Building Workshop for 81 Human Rights officers on general concepts and practical tools of Human Rights held 27 29

For members of the CNDH:



November 2019, with the financial and technical support of the UNDP.

For Partners:

- 25-27 September 2019 in Grand-Bassam, capacity building, evaluation and planning workshop for 2019-2022 activities of the joint CNDH-FACI-UNDP mechanism, with technical and financial support from the UNDP;
- 02 October 2019 in Abidjan, strategic orientation workshop for Civil Society on the implementation of the recommendations resulting from the 3rd review of Côte d'Ivoire, funded by UPR Info;
- 04 October 2019, in Grand Bassam: strategic orientation workshop for parliamentarians on the implementation of the recommendations resulting from the 3rd review of Côte d'Ivoire under the UPR, with the financial support of UPR Info;
- 10 12 October 2019 in Bouaké, first training session for local actors on «Human Rights and Elections», with the financial support of the National Endowment for Democracy (NED);
- 30 October 2019 in Abidjan, awareness day for human rights defenders on female cancers.

Human Rights University

b.

The capacity-building program called the "Human Rights University" (also known by its French acronym UDH), whose activities started on 01 February 2018, made it possible in 2019 to host 163 participants (59 women and 104 men). The UDH is aimed at civil society actors, civil servants and state agents, as well as students. The content deals with international human rights law. This program, which is in its second training cycle, consisted of three (03) training sessions, in two general sessions (January-May and June-November) and an intensive session (10-17 June 2019).

In addition to training sessions on human rights, the UDH has set up an intensive English course program. This program, the objective of which is to raise the capacities of CSOs in general and of anyone wishing to improve their language level in particular, started on 03 June 2019.

It should be noted that each session of the UDH is ended by a summative evaluation at the end of which certificates of achievement and certificates of participation are issued to the participants.



c. Activities of the Regional Human Rights Commissions

- The Regional Human Rights Commission (CRDH) initiated activities including, but not limited to the following:
 - Meetings and working sessions with Administrative, Political and Religious officials;
 - The participation of CRDH members in sessions presenting the laws passed in 2018 by the National Assembly;
 - Visits to Correctional Facilities (MAC) and to holding tanks of the gendarmerie brigades and of the holding cells at police stations;
 - Facilitation and participation in CNDH mission in the village of Dimgbi as part of the mining activities of the Bondoukou manganese company;
 - Raising awareness among the population of Bena (Sub-Prefecture of Ségoula) on birth registration;
 - Hosting radio programs on the rights of migrant children;
 - The establishment of a database of aivism and human rights clubs;
 - A meeting to exchange on and present the project «Fight against sexual violence and physical and corporal punishment of children»;

d. Projects et Campaigns

Over the course of the year 2019, the CNDH led the following projects:

- Capacity building and awareness raising of local actors on Human Rights and Elections (February 2019 – 31 January 2020);
- National consultations on inter-community conflicts and awareness-raising on respect for human rights in 32 localities, from 14 to 23 July 2019.

e. The Human Rights Prize 2019

Established in 2016, this honorary prize is awarded to natural and/or legal persons who have distinguished themselves in the promotion, protection and defense of Human Rights through innovative approaches on a specific theme.

On 17 September 2019, the CNDH launched the 2019 edition of the "Human Rights Prize" which was won by the NGO "Seed 4 Africa" and their project entitled: "One Woman, One Plot" (better known by its original French name: «Une femme, une terre»).



This prize aims to mobilize actors around the fundamental principles and concepts of Human Rights, those of the Universal Declaration and many other international mechanisms.

The official theme of the 2019 edition was «Land governance based on Human Rights». The following were involved: NGOs, community-based organizations, agricultural associations and groups and other human rights associations. The prize is awarded every 10th of December.

f. Participation of the CNDH in Workshops and seminars

The CNDH participated in workshops and seminar at both the national and international level.

At the National Level:

- 11 January 2019, in Abidjan, review seminar of the "Human Rights" project;
- 15 January 2019 in Abidjan, mid-term review process of the PND 2016-2020;
- 8-9 February 2019 in Grand-Bassam, seminar on the media and electoral peace, organized by the Konrad Adenauer Foundation;
- 13 February 2019 in Abidjan, workshop to reiterate the study on incivism in Côte d'Ivoire, organized by the National Security Council (CNS);
- 15-16 February 2019 in Grand-Bassam, national workshop to validate the evaluation report of the National system for collecting and managing data on Migration in Côte d'Ivoire, organized by the Ministry of Planning and Development and by the National Population Office;
- 19-22 February 2019 in Grand Bassam, workshop to harmonize national laws with international laws on PHP, FGM and child marriage and sexual violence, organized by the Directorate of Judicial Protection for Children and Youth, of the Ministry of Justice and Human Rights;
- 26-27 February 2019 in Jacqueline, workshop to validate the inter-ministerial decree project establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the gender Issues Offices, organized by the Ministry of Women, the Family and Children;
- 04-07 March 2019 in Yamoussoukro, workshop on the technical guidelines for the design and construction of prison infrastructures in Côte d'Ivoire, organized by the Ministry of Justice and Human Rights;



- 07 March 2019 in Abidjan, workshop to launch the preparation of the 2019 voluntary national report on the implementation of the SDGs in Côte d'Ivoire, organized by the Ministry of the Environment and Sustainable Development;
- 13 March 2019 in Abidjan, training and information workshop on the innovations brought on by the new Penal Procedures Code, organized by OJDH;
- 21 March 2019 in Cocody, workshop to present the 2020-2021 operation plan, organized by UNHCR;
- 26 March 2019 in Abidjan, round table on the theme: «No to the recruitment and political manipulation of young people», organized by the Justice and Peace Action Network-ICTJ;
- 26 March 2019 in Abidjan, ceremony of presentation and restitution of the outcomes and recommendations of the implementation in CI of the program "prevention against torture in the Francophone countries", organized by the REQCI;
- 28-29 March 2019 in Grand-Bassam, workshop to prepare for the implementation of the new Penal Procedures Code, organized by OJDH;
- 04 April 2019 in Abidjan, round table of actors of the justice system, organized by the NGO Alternative-Côte d'Ivoire;
- 04-05 April 2019 in Abidjan, International Colloquium on social cohesion: the Tarikat Tidjaniya and its contribution to social cohesion, organized by COFETCI;
- 11-12 April 2019 in Abidjan, 3rd edition of the Regional Forum, organized by the Association for the Defense of the Rights of Household Helpers in Côte d'Ivoire;
- 18 April 2019 in Abidjan, workshop to present the RESOnance project, organized by the Advocacy Group 'AgndR';
- 30 April 2019 in Abidjan, validation workshop of the modernization strategy of the forensic chain in Côte d'Ivoire, organized by the UNDP;
- 04 May 2019 in Abidjan, 2nd edition of the «documentary» seminar, organized by SOLIUM
- 10 May 2019 in Abidjan, thematic-evaluation workshop, organized by the Ministry of Planning and Development;
- 14 May 2019 in Abidjan, opening ceremony of the 2nd global meeting of Alliance 8.7 on the elimination of forced labor, modern slavery, human and child trafficking in the supply chains, organized by the National Committee for the Monitoring of Actions Against Child Trafficking, Child Exploitation and Child Labor;

- 20-24 May 2019 in Grand-Bassam, 4th International Session of Strategic Reflections (SIRS), organized by the Ministry of State, Ministry of Defense;
- 28-29 May 2019 in Yamoussoukro, multi-stakeholder national consultative meeting and validation of the national voluntary report on Target 16.10 of SDG 16, organized by UNESCO;
- 29 May 2019 in Abidjan, seminar to present the results of participatory research in 'Haut Sassandra', organized by the Japanese Agency for International Cooperation (JICA);
- 29-30 May 2019 in Grand-Bassam, workshop for drafting and pre-validation of the national report on the implementation of the Beijing declaration and action program, organized by the Ministry of Women, the Family and the Child;
- 03-07 June 2019 in Abidjan, Africa regional conference of the International Association of Women Judges (AIWJ), organized by the Association of Women Magistrates of Côte d'Ivoire (AFEMCI);
- 04 June 2019 in Abidjan, opening ceremony of the Africa regional meeting of the International Association of Women Judges, organized by the Association of Women Magistrates of Côte d'Ivoire;
- 06-07 June 2019, validation workshop for the voluntary national report on the SDGs, organized by the Ministry of Planning and Development;
- 11-14 June 2019, invitation to the elaboration of the 2020 draft budgets, organized by the Ministry of Justice and Human Rights / Directorate of Financial Affairs;
- 12-13 June 2019, information workshop, organized by GIZ;
- 13-14 June 2019, national consultation workshop on the governance profile of migration in CI, organized by the International Organization for Migration;
- 21 June 2019, round table on «adapting the response to Gender-Based Violence (GBV) to national contexts within the framework of the Sustainable Development Goals (SDGs), organized by Orchidée communication;
- 24-25 June 2019, exchange workshop with parliamentarians on the Draft Law on the representation of women in elected assemblies and decision-making bodies, organized by the Ministry of Women, Family and Children;
- 24-26 June 2019, Open Days of the institutions of the Republic, organized by the Ministry of the President of the Republic in charge of Relations with the Institutions of the Republic;

- 27 June 2019, closing workshop of the project to prevent and manage unwanted pregnancies in adolescents and young people, from 10 to 24 years old, in the Health Districts of Soubré and Meaqui, organized by the National Assembly;
- 28-30 June 2019, capacity building workshop on the African human rights mechanism, organized by the African Assembly for the Defense of Human Rights (RADDDHO);
- 11-12 July 2019 in Grand Bassam, seminar for 25 Judicial Police Officers on the Innovations of the Criminal Procedure Code in matters of Preliminary Investigation and Instruction, organized by the OJDH;
- 01-02 August 2019, Capacity Building Seminar of 25 Judicial Police Officers of the National Gendarmerie on the Innovations of the Code of Criminal Procedure in matters of preliminary investigations and examinations, organized by the Ivorian Human Rights Observatory (OIDH);
- 04-06 July 2019, direct dialogue workshop between journalists, magistrates and law enforcement, organized by the Inter-Union of the Media Sector of Côte d'Ivoire (ISMCI)
- 09-13 September 2019, workshop to develop the priority actions of the response plan to the VACS (Violence Against Child Survey), organized by the Ministry of Women, Family and Children;
- 30 September 2019, exchange and reflection workshop on the creation of an Inter-ministerial Committee and departmental committees to fight against irregular migration, organized by the Ministry of African Integration and the Ivorian Diaspora;
- 17 October 2019, national periodic meeting workshop on the activities implemented by community structures of key populations and MSM / TG in the context of achieving the 90.90.90 objectives, organized by the NGO Alternative;
- 17 October 2019, round table on the theme: "Participation of women and girls in conflict prevention initiatives and strengthening social cohesion in CI: challenges and prospects", organized by ICTJ Justice, Truth and Dignity;
- 25-26 October 2019, workshop to validate the action plan for strengthening the System for collecting and managing data on migrations in CI, organized by the National Population Office;
- 31 October 2019, workshop to validate the work on the establishment of an innovative framework for consultation and exchange on Human Rights, organized by the State Secretariat to the Keeper of the Seals;

- 31 October 2019, workshop to present the analysis report on the Governance of Migration in Côte d'Ivoire, organized by the National Population Office;
 - 04-07 November 2019, workshop on the Future elections 2020, organized by the National Democratic Institute (NDI);
 - 02 November 2019, round table on new laws relating to marriage, filiation, minority and inheritance, organized by Label Causes Africa;
 - 05-06 November 2019, activity planning workshop for the project to support the fight against human trafficking, organized by Expertise France;
 - 11-14 November 2019, training seminar on «How to set up a monitoring and evaluation system for projects and programmes with Ms Project Professionnel 2019, organised by AGOSOFI;
 - 18-19 November, capacity building workshop, organised by the NGO DDECI (Dignity and Rights for Children in Côte d'Ivoire);
 - 18-22 November 2019, training session on the theme: «International Human Rights Law and Social Media, organized by the Friedrich Naumann Foundation;
 - 19-21 November, Training Workshop for Human Rights Defenders, organized by Alliance Cote d'Ivoire .
- In addition, the CNDH took part in public conferences, contests and panels

At the international level:

- 29 January 2019 in Ouagadougou (Burkina Faso), Second General Assembly of the Network of National Human Rights Institutions of the UEMOA region;
- 26 February to 01 March 2019 in Brussels (Belgium), 7th Congress against the death penalty;
- 14-19 March 2019 in Addis Ababa (Ethiopia), Capacity building session, as part of the 14th forum of Civil Society Organizations followed by the opening ceremony of the 33rd Session of the African Committee of Experts for the Child Rights and Welfare, with the support of the African Child Policy Forum (ACPF);
- 08-13 April 2019, participation in the visits program, supported by the Friedrich Naumann Foundation in Strasbourg, Brussels and Berlin for the promotion of National Institutions for the Protection of Human Rights;

- 06-07 May 2019 in Abidjan, training workshop on the role of NHRIs in French-speaking Africa for the implementation of the Protocol to the African Charter on the Rights of Women in Africa;
- 29-31 May 2019, in Accra (Ghana), regional consultation of NHRIs of the Network of National ECOWAS Human Rights Institutions; 12-13 June 2019 in Paris (France), participation in the francophone meeting on preventing and combating corruption and Human Rights on the initiative of the International Organization of La Francophonie (OIF);
- 18 June 2019 in Abidjan, launching and advocacy workshop of the African report on Child Welfare, organized by the ACPF;
- 2-3 July 2019 in Sarajevo (Bosnia and Herzegovina), international conference on missing persons, in Sarajevo, organized by the ICRC;
- 4 July 2019, in Abidjan (Côte d'Ivoire), 1st African Forum of Health Establishments;
- 28 August 2019, in Abidjan, at the headquarters of the Friedrich Naumann Foundation, media workshop on Innovative Techniques of Reporting and Mobile Video use Online;
- 15-20 October 2019 in Tunis (Tunisia), International Francophone Congress of Leaders, Universal Competences Consulting;
- 11-12 September 2019 in Abidjan, sub-regional workshop: «Security challenges, fight against terrorism and challenges of the protection of Human Rights in the ECOWAS region», with the financial support of the Konrad Adenauer Foundation (KAS);
- 5-6 November 2019, in Cairo (Egypt), 12th Biennial Conference of NANHRI on the theme: «The Global Compact on Migration: Common vision of African NHRIs, opportunities and challenges in its implementation»;
- November 11-13, 2019 in Paris (France), Paris Forum on Peace and Security.

9. Communications

As part of its mission to promote human rights, communications were made. These included:

03 June 2019 in Abidjan, «Justice and Gender», as part of the Africa regional conference of the International Association of Women Judges;

02-03 July 2019 in Sarajevo (Bosnia and Herzegovina), «supporting families in the context of disappearances», on the occasion of the international conference on missing persons organized by the ICRC.

h. The Human Rights Forum (FDH)

The Human Rights Forum (FDH) is a space for meetings and exchanges between state and non-state Human Rights actors, established in 2014. In the year 2019, three (03) sessions were held: 07 March 2019 at the CNDH headquarters (Abidjan), the twenty-third (23rd) session of the Human Rights Forum, with the theme: «International criminal justice»;

04 June 2019 at the CNDH headquarters (Abidjan), the twenty-fourth (24th) session of the Human Rights Forum on the theme: «Human Rights and Social Conflicts»;

30 October 2019 at the CNDH headquarters (Abidjan), the twenty-fifth (25th) session on the "Presentation of Law No. 2014-388 of 20 June 2014 promoting and protecting human rights defenders and of its Decree No. 2017-121 of 22 February 2017 relating to the application methods".

i. Briefings of the Diplomatic Corps

As part of its interaction with accredited diplomatic representations in Côte d'Ivoire, the CNDH holds periodic meetings with members of the diplomatic corps accredited in Côte d'Ivoire on the state of Human Rights. In 2019, the CNDH had two sessions, one on 19 September 2019 and the other on 18 December 2019.

j. Participation of the CNDH in radio shows

The CNDH, during the year 2019 took part in the following programs: With the station "Radio de la Paix" on the theme: «How to fight effectively against child domestic labor, children working as nannies, sellers of water, food etc.», 11 June 2019

With the station "Radio de la Paix" on the theme: "How to combat sexual violence against minors", 08 October 2019



II. PROTECTION ACTIVITIES

Protection activities included referrals, statements, and thematic reports. It is also important to mention the technical notes addressed to the authorities.

1. Declarations and Press Releases

From January to December 2019, the CNDH produced one (1) press release and eight (08) declarations on Human Rights. Concerning the press releases, we cite the following:

- Press release of 25 September 2019 relating to the early warning of report from the SIMON SKJODT CENTER for the prevention of genocide in Côte d'Ivoire.

Concerning the declarations, we can cite the following:

- Declaration of 06 February 2019 on the International Day of Zero Tolerance for Female Genital Mutilation
- Declaration of 06 February 2019 relating to the socio-political situation in Côte d'Ivoire
- Declaration of 08 March 2019 relating to International Women's Day
- Declaration of 19 May 2019 relating to inter-community conflicts in the localities of Abengourou, Agboville, Béoumi, Bin-Houinien, N'douci and Sipilou
- Declaration of 16 June 2019 on the occasion of the Day of the African Child
- Declaration of 11 October 2019 following the International Day of the Girl
- Declaration of 15 October 2019 following the International Day of Rural Women



The CNDH addressed a total of fifteen (15) technical notes to political, administrative and judicial authorities of Côte d'Ivoire. These technical notes, on various themes, aim to make proposals and recommendations to the Government in order to improve the state of human rights.

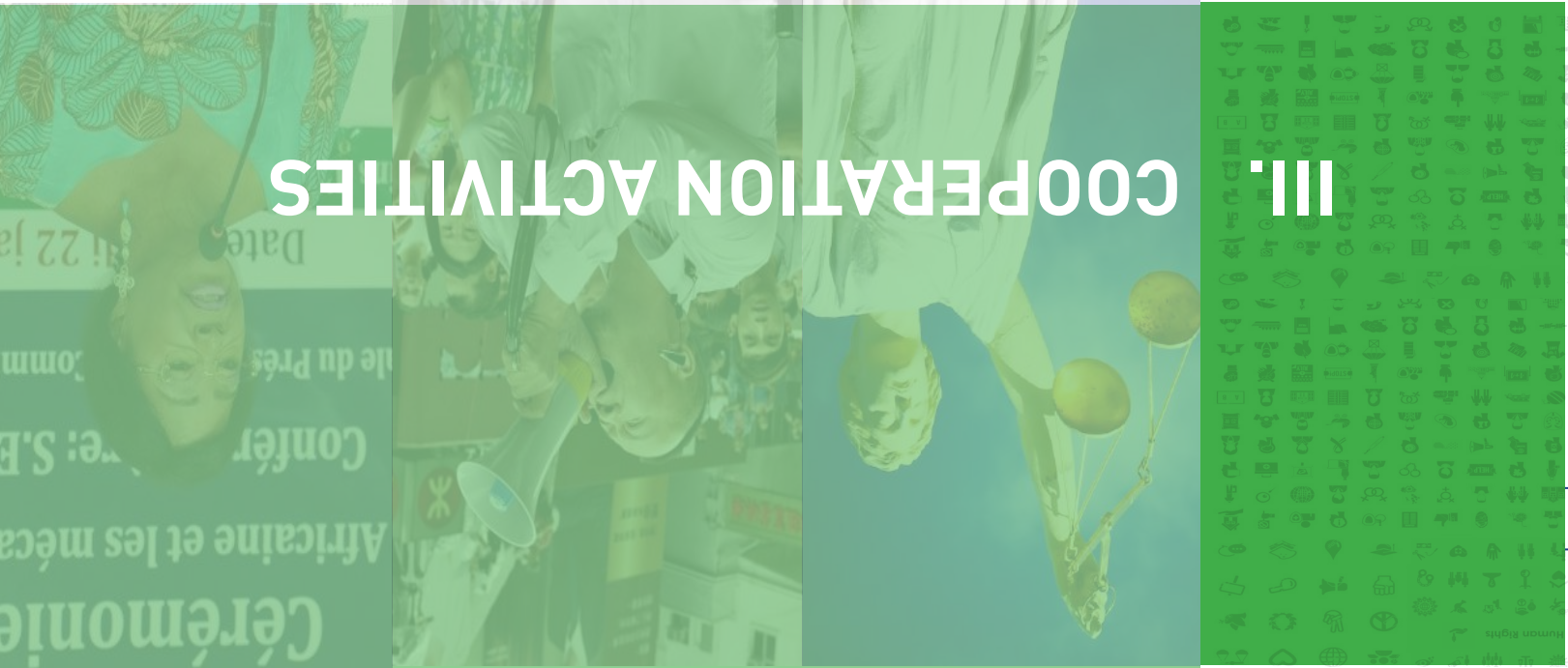
These notes were addressed to the President of the Republic, the Prime Minister, the Minister of Justice and Human Rights, the Minister of National Education, Technical Education and Vocational Training, the Minister of Security, the Minister of Defense, the Minister of Family, Women and Children, the Minister of the Environment, the Minister of Foreign Affairs and the Minister of Agriculture.

3. Technical Notes

- The CNDH published the following thematic reports:
- "Study on the realization of the Right to quality education in Côte d'Ivoire", March 2019;
- «National consultation and assessment of community conflict management in Côte d'Ivoire», July 2019.

2. Thematic Reports

- Declaration of 17 October 2019 following the International Day for the Eradication of Poverty



III. COOPERATION ACTIVITIES

Over the course of the year 2019, the CNDH collaborated with several private and public structures at both the national and international levels.

O

1. Cooperation at the National Level

Nationally, these activities highlight the cooperation with Gaou Productions, the National Security Council and Radio de la Paix (literally translated as Peace Radio).

a. GAOU productions

The CNDH participated in the organization and running of the 12th edition of FEMUA, held 23-28 April 2019 in Marcoroy (Abidjan), with the theme: «Gender and development».

b. National Security Council (CNS)-UNDP

The collaboration of the CNDH with the CNS-UNDP is part of the Security Sector Reform (RSS). The CNDH ensures, in relation to this partnership, the capacity building in human rights of magistrates, lawyers, parliamentarians, military and para-military forces.

c. FACI/CNDH/UNDP Mechanism

As part of this mechanism, 10 monthly meetings were held, in addition to the follow-up of files relating to cases of human rights violations committed by the FACI.

A capacity building, evaluation and activity planning workshop for the 2019-2022 period was held 25-27 September 2019 in Grand-Bassam. It brought together military officers, gendarmes, police, customs



agents, and representatives from the Ministries of Defense, Security, and Human Rights.

d. Collaborative Framework with Civil Society Organizations (CSOs)

The CNDH, as part of its mandate, interacts with CSOs, with which it organizes activities.

These CSOs regularly participate in monthly editions of the Human Rights Forum on trending themes. These sessions bring together representatives of Institutions, Ministries and Civil Society to exchange on the challenges that exist and how to best advocate on current issues relating to Human Rights.

To this end, the CNDH has set up a consultation framework according to the areas of intervention of the organizations. On 22 October 2019, a meeting was organized to set up a platform for discussion and collaboration. These are NGOs grouped into the following themes:

- NGOs for Children's rights
- NGOs for the rights of people with disabilities
- NGOs for health
- NGOs for the environment
- NGOs for war victims
- NGOs for women's rights
- NGOs for the promotion and defense of Human Rights
- NGOs for rights of detained persons

e. Framework for exchange between Political Parties and Groups

As part of its mandate and as a prelude to the 2020 electoral deadlines, the CNDH has set up an exchange platform with political parties and groups, through their Human Rights focal points. Two meetings were organized. They were respectively held 08 October and 31 October 2019.

2. Interactions with institutions and networks for Human Rights Protection

During 2019, the CNDH interacted with various human rights institutions and networks: UPR Info, SIDH, ECPM, Naumann Foundation, UNDP, NED Foundation, Konrad Adenauer Foundation, and the West Africa Regional Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (WARO-UNHCHR).

3. Cooperation with International Human Rights Mechanisms

a. Participation in sessions

On 07 May 2019, as part of its interactions with the international evaluation mechanisms of Côte d'Ivoire, the CNDH participated in the sessions of the United Nations Human Rights Council, in the context of the Universal Periodic Review (UPR). The CNDH also participated on 20-21 May 2019 in the Committee on the Rights of the Child (CRC), and on 05 July 2019 in the Commission on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW).

• Universal Periodic Review (UPR)

20-21 February 2019, as a prelude to the third cycle of the UPR, the CNDH organized two (02) pre-sessions for the diplomatic corps in Abidjan and in Geneva, in partnership with UPR Info and the UPR Follow-up Committee.

02-05 April 2019, the CNDH participated in the pre-session of the UPR of Côte d'Ivoire organized by UPR Info at the Palace of Nations in Geneva. During this period, a CNDH delegation advocated while in Geneva to several diplomatic delegations and other stakeholders in the process.

07 May 2019, on the occasion of the review of Côte d'Ivoire before the Human Right Council, the CNDH organized a rebroadcasted session of the UPR of Côte d'Ivoire at its headquarters.

10 May 2019, after the review, a panel was organized at the CNDH headquarters with the Ambassador of Germany to Côte d'Ivoire on the theme: «3rd cycle review of Côte d'Ivoire for the Universal Periodic Review: Situational Analysis and challenges to overcome». The panel saw the participation of a delegation of German deputies and from the Konrad Adenauer Foundation.

The final report of the Côte d'Ivoire assessment revealed that 222 recommendations were accepted by the Ivorian government.

• Committee on the Rights of the Child

In accordance with Article 44 of the International Convention on the Rights of the Child (ICRC), Côte d'Ivoire produced a periodic report and was assessed on 20-21 May 2019, in Geneva. The CNDH submitted an alternative report and took part in the examination by the Human Rights Council during these two (2) days.

The recommendations from this session are awaited for appropriation and monitoring on the national level by the Council and its partners.



- **Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW)**

In accordance with Article 18 of the Convention, Côte d'Ivoire produced its 4th periodic report (expected since 2015) and was evaluated on 05 July 2019 during the 73rd session of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW) held from 01-19 July 2019, in Geneva (Switzerland).

Together with 20 other civil society organizations working to promote and protect women's rights, and with the financial support of UN Women, the Council produced an independent report.

This report has been sent to the secretariat of the Committee. In addition, the Council took part in the pre-session of this body held 12-16 November 2018 and in the evaluation on 5 July 2019.

The recommendations of this evaluation are awaited for national appropriation and follow-up by the Council and its branches.

b. **Interaction with regional and international mechanisms**

As part of its interactions with international mechanisms, the NHRC has carried out missions. These included:

- 16-17 January 2019: ECOWAS Human Rights Day in Abuja (Nigeria) on the initiative of the ECOWAS Commission;
- 04-07 March 2019: Annual session of the World Alliance for NHRIs, and at the General Assemblies of AFCNDH and NANHRI in Geneva (Switzerland);
- 11-12 March 2019: 63rd Session of the United Nations Commission on the Status of Women (CSW), in New York (USA);
- 22-30 April 2019: 64th Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) in Sharm El Cheick (Egypt);
- 04-11 May 2019: 33rd Session of the Universal Periodic Review (UPR) Working Group in Geneva (Switzerland);
- 29-31 May 2019: regional consultation for NHRIs in West Africa and the Sahel in Accra (Ghana) at the initiative of the United Nations Office for West Africa and the Sahel (UNOWAS);
- 19-25 May 2019: 81st session of the Committee on the Rights of the Child (CRC), in Geneva (Switzerland);
- 04-07 July 2019: 71st session of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW) in Geneva (Switzerland).

4. Audiences

Over the course of 2019, audiences were granted to representatives of diplomatic missions, international organizations, national institutions and organizations, as well as to members of national and international civil society. We can cite among others:

- 09 January 2019: Audience granted to the Country Representative of UNICEF Côte d'Ivoire;
- 10 January 2019: Audience granted to the Ambassador of Israel;
- 14 January 2019: Audience granted to the Collective of Victims in Côte d'Ivoire;
- 24 January 2019: Audience granted to a delegation from Amnesty International;
- 25 January 2019: Audience granted to the Coordinator of the CSCI;
- 31 January 2019: Audience granted to the Director for West Africa of the Friedrich Naumann Foundation;
- 17 June 2019: Audience granted to the Protection Coordinator of the International Committee of the Red Cross in Côte d'Ivoire;
- 26 June 2019: Audience granted to President of the ACHPR (Mrs. Soyata MAÏGA).



IV. ACHIEVEMENTS, DIFFICULTIES AND PROSPECTS

In this section of the report, the CNDH notes its achievements, highlights its difficulties and announces its prospects.

1. Achievements

The achievements of the new NHRl include, but are not limited to:

- The adoption of Law No. 2018-900 of 28 November 2018 establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the CNDH;

- The innovations of the new law, notably the status of «Independent Administrative Authority» and the recruitment of staff through an internal process at the CNDH;

- A headquarters for the CNDH;

- The institutionalization of the «Human Rights Prize»;

- The regular holding of editions of the Human Rights Forum and Regional For a;

- The continuous organization of sessions of the Human Rights University;

- Improved visibility of the CNDH;

- The regular holding of briefings for the diplomatic corps ;

- The proper functioning of the FACI-CNDH-UNDP mechanism;

- The proper functioning of the mechanisms between the CNDH and Political parties and groups;

- 24 hours coverage for reception of referrals

- The institutionalization and operationalization of regional commissions.



2. Difficulties

The CNDH is faced with the challenges concerning its positioning to be compliant to the Paris Principles. Indeed, the B status of the CNDH, which means that the institution is not fully compliant with the Paris principles, limits its interaction with international human rights mechanisms and the other NHRIs members of GANHRI.

3. Prospects

The prospects for the year 2020 are as follow:

At the instructional level
 Sensitize the institutions on Law No. 2018-900 of 28 November 2018 establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the CNDH;
 Diversify the CNDH partnerships with national and international institutions.

4. For the promotion of Human Rights

- Organize activities to raise awareness of the main human rights instruments and mechanisms;
- Raise-awareness of Law No. 2014-388 of 20 June 2014 on the promotion and protection of Human Rights Defenders and its implementing decree;
- Create and distribute a newsletter dedicated to human rights;
- Establish cooperation with media professionals for the development of a program devoted to the dissemination of Human Rights;
- Continue advocating for the establishment of mechanisms for: children, people with disabilities, human rights defenders and women;
- Work towards the implementation of the World Program for Human Rights Education.

5. For the protection and defense of Human Rights

- Continue to visit places of police custody: police station holding cells and holding tanks at gendarmerie brigades, correctional facilities and all places of deprivation of liberty in accordance with Article 3, Paragraph 10 of the enabling law of the CNDH;
- Improve the presence, throughout the territory, of the Human Rights Advisers in the Regional Human Rights Commissions;

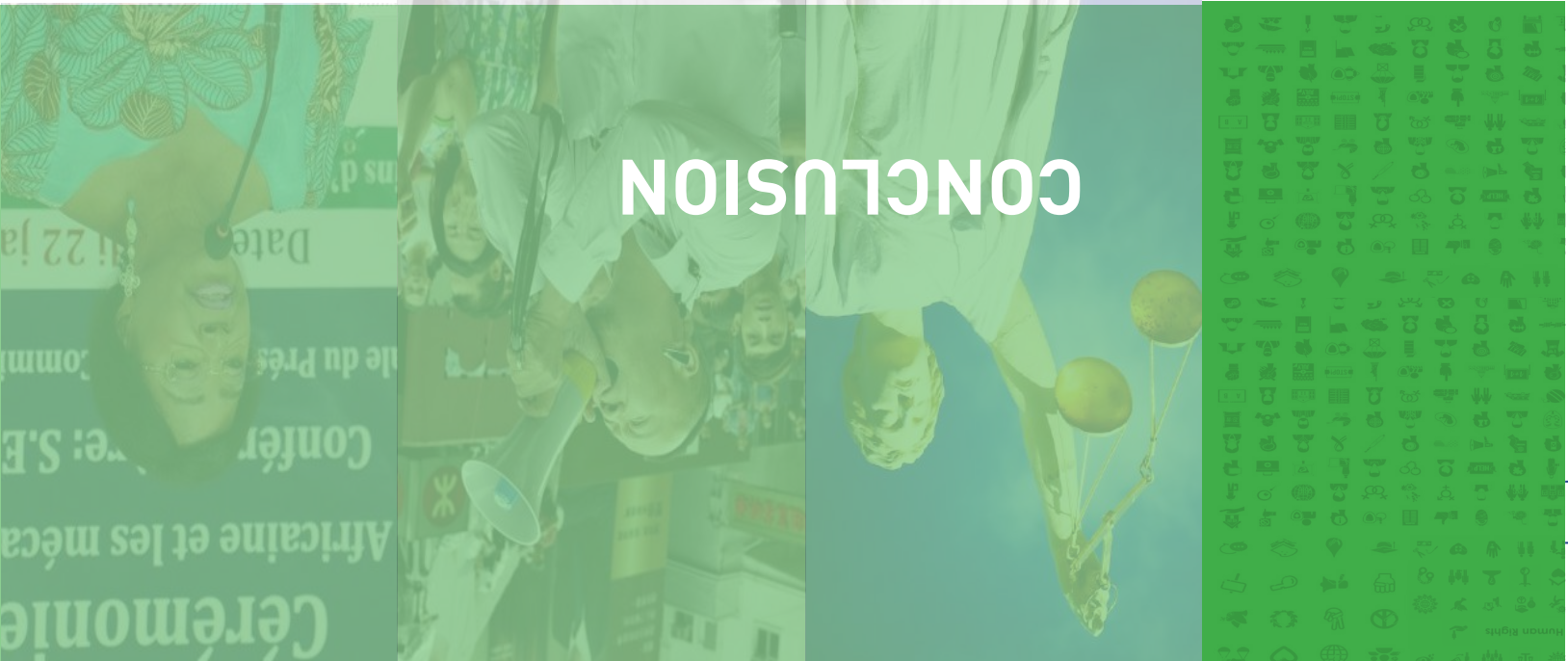
- Contribute to the drafting of periodic reports required under the various regional and international mechanisms;
- Extend the FACI-CNDH-UNDP mechanism to the Police, Gendarmerie, Customs agents and to Water and Forestry Agents.

6. For Capacity Building

- Continue building the capacities of CNDH Advisers and support staff;
- Continue strengthening the equipment of regional commissions;
- Strengthen the operational capacities of the Council's documentation and information center;
- Build the capacity of the FACI-CNDH-UNDP mechanism for better monitoring of cases of human rights violations by the FACI;
- Continue to build the capacities of prison officers, members of the armed forces, the police and the gendarmerie in human rights subject matter;
- Build the capacity of health personnel in human rights subject matter;
- Strengthen the capacities of human rights club supervisors in educational establishments;
- Acquire more efficient software for processing statistical databases on human rights violations recorded in Côte d'Ivoire;
- Assist the Inter-ministerial Committee in the preparation of reports which are due to various treaty bodies.

7. For Improved Cooperation

- Obtain A status ;
- Strengthen cooperation with NHRI networks (GANHRI, NANHRI, AFCNDH, etc.);
- Create a framework for cooperation with human rights training and research institutes at the national, regional and international levels;
- Strengthen cooperation with regional and international human rights mechanisms;
- Strengthen cooperation with technical and financial partners;
- Strengthen cooperation with National Institutions and the Government;
- Continue cooperation with national and international Human Rights NGOs.



CONCLUSION

The year 2019 was marked by the establishment of the new National Human Rights Institution resulting from Law No. 2018-900 of 30 November 2018 establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the National Human Rights Council (CNDH), replacing Law No. 2012-1132 of 13 December 2012 establishing powers, responsibilities, organization and functioning of the National Human Rights Commission of Côte d'Ivoire (CNDHCI).

Law No. 2018-900 of 30 November 2018 contributes to the goal of conforming the Institution to the «Paris Principles», adopted by the General Assembly of the United Nations through resolution 48/134 of 20 December 1993.

This review of the state of human rights shows that there were violations documented by the CNDH. Certain of these cases having been the subject of referrals, the Council provided appropriate solutions through its query management mechanism. Overall, strengthening of the human rights functioning framework calls for measures both in terms of the promotion and protection of human rights.

During 2019, the CNDH carried out activities to promote, protect and defend Human Rights, all while advising the Government in view of achieving significant progress in the area of Human Rights, both internationally and nationally.

The year 2019 was also marked by the review of Côte d'Ivoire before international mechanisms for the promotion and protection of Human Rights: the Human Rights Council, with the Universal Periodic Review (UPR), 07 May 2019; the Committee on the Rights of the Child on 21-22 May 2019 and the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW), on 05 July 2019.

The CNDH is committed to these processes and intends to fully play its role in monitoring and implementing the recommendations

and observations from these various mechanisms as well as those contained in the present report.

Côte d'Ivoire is on its way to its 2020 electoral term, the monitoring of which is of real importance, particularly in terms of monitoring the human rights situation. The actions of the CNDH, in this perspective, will be focused on the promotion of Human Rights for lasting peace and stability.



TABLE OF CONTENTS

LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS	iv
POSTCARD OF CÔTE D'IVOIRE	vii
THE NATIONAL COUNCIL FOR HUMAN RIGHTS	viii
Independence	ix
Pluralism	ix
Surveillance	x
a. Missions	x
b. Areas of intervention	xi
c. Modes of action (opinions, studies, surveys)	xi
CNDH REGIONAL REPRESENTATIVE OFFICES	xiv
EXECUTIVE SUMMARY	16
INTRODUCTION	17
PART ONE:	
THE STATE OF HUMAN RIGHTS IN COTE D'IVOIRE	
I. CIVIL AND POLITICAL RIGHTS	19
1. POLITICAL DIALOGUE ON THE REFORM OF THE IEC	19
2. JUSTICE	21
a. Trials of Laurent Gbagbo and Charles Blé Goudé	21
b. Periodic visits to prisons and other places of detention	21
3. FREEDOM OF EXPRESSION, OF ASSOCIATION AND DEMONSTRATION	35
a. Freedom of expression	35
b. Freedom of association, assembly and demonstration	35
4. SECURITY AND CIVIL PROTECTION	36

c. Inter-community conflicts.....	36
d. Floods	37
5. NATIONAL IDENTITY CARD (CNI)	38
II. ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS	39
1. RIGHT TO A QUALITY EDUCATION	39
2. RIGHT TO HEALTH	42
3. RIGHT TO HOUSING	43
4. CULTURAL RIGHTS.....	44
5. RIGHT TO SOCIAL SECURITY.....	45
III. RIGHTS OF SPECIFIC GROUPS	47
1. REPRESENTATION OF WOMEN IN DECISION-MAKING BODIES	47
2. VIOLENCE COMMITTED AGAINST WOMEN AND GIRLS	48
3. SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH.....	49
4. CHILD LABOR AND HUMAN TRAFFICKING.....	49
5. PERSONS WITH DISABILITIES	51
IV. REFERRALS AND SELF-REFERRED CASES	53
1. TYPES OF REFERRALS AND QUERY PROCESSING METHOD	53
a. Direct referral.....	53
b. Referrals by call on toll-free line (800 00 888)	53
c. Referrals via social media.....	54
d. Referrals by e-mail to the Institution	54
e. Self-Referred by the CNDH.....	54
2. STATISTICAL BREAKDOWN OF QUERIES REGISTERED IN 2019.....	55
a. Breakdown of Queries Registered in 2019	55
b. Status of queries processed in 2019	56
c. Breakdown by category of queries recorded in 2019.....	57
d. Processing of Referrals concerning Civil and Political Rights.....	57
e. Processing of Referrals relating to Economic, Social and Cultural Rights	59

3.	RECOMMENDATIONS CONCERNING TREATY BODIES	73
2.	RECURRENT RECOMMENDATIONS.....	72
1.	RECOMMENDATIONS BASED ON THE PRESENT REPORT.....	66
V.	RECOMMENDATIONS.....	66
4.	GENERAL ANALYSIS OF STATISTICS RELATED TO QUERIES.....	63
b.	Comparative Approach of Referrals Registered in 2018 and 2019.....	63
a.	Description of the variation of Referrals registered from 2012 to 2019.....	61
3.	PROCESSING OF QUERIES REGISTERED FROM 2012 TO 2019.....	61
f.	Breakdown of referrals related to Solidarity Rights.....	61

**PART TWO:
ACTIVITIES OF THE CNDH**

I.	PROMOTION ACTIVITIES	76
1.	CELEBRATION OF THEMATIC DAYS.....	76
2.	CAPACITY-BUILDING PROGRAMS.....	77
a.	Workshops / Seminars.....	77
b.	Human Rights University.....	78
c.	Activities of the Regional Human Rights Commissions.....	79
d.	Projects et Campaigns.....	79
e.	The Human Rights Prize 2019.....	79
f.	Participation of the CNDH in Workshops and seminars.....	80
g.	Communications	85
h.	The Human Rights Forum (FDH).....	86
i.	Briefings of the Diplomatic Corps.....	86
j.	Participation of the CNDH in radio shows.....	86
II.	PROTECTION ACTIVITIES.....	87
1.	DECLARATIONS AND PRESS RELEASES.....	87
2.	THEMATIC REPORTS.....	88
3.	TECHNICAL NOTES.....	88

CONCLUSION	76
7. FOR IMPROVED COOPERATION	96
6. FOR CAPACITY BUILDING.....	96
5. FOR THE PROTECTION AND DEFENSE OF HUMAN RIGHTS	95
4. FOR THE PROMOTION OF HUMAN RIGHTS	95
3. PROSPECTS.....	95
2. DIFFICULTIES	94
1. ACHIEVEMENTS	94
IV. ACHIEVEMENTS, DIFFICULTIES AND PROSPECTS	94
4. AUDIENCES	93
b. Interaction with regional and international mechanisms	92
a. Participation in sessions	91
RIGHTS MECHANISMS	91
3. COOPERATION WITH INTERNATIONAL HUMAN	
HUMAN RIGHTS PROTECTION	90
2. INTERACTIONS WITH INSTITUTIONS AND NETWORKS FOR	
e. Framework for exchange between Political Parties and Groups ...	90
d. Collaborative Framework with Civil Society Organizations (CSOs)	90
c. FACI/CNDH/UNDP Mechanism.....	89
b. National Security Council (CNS)-UNDP	89
a. GAOU productions	89
1. COOPERATION AT THE NATIONAL LEVEL	89
III. COOPERATION ACTIVITIES	89

